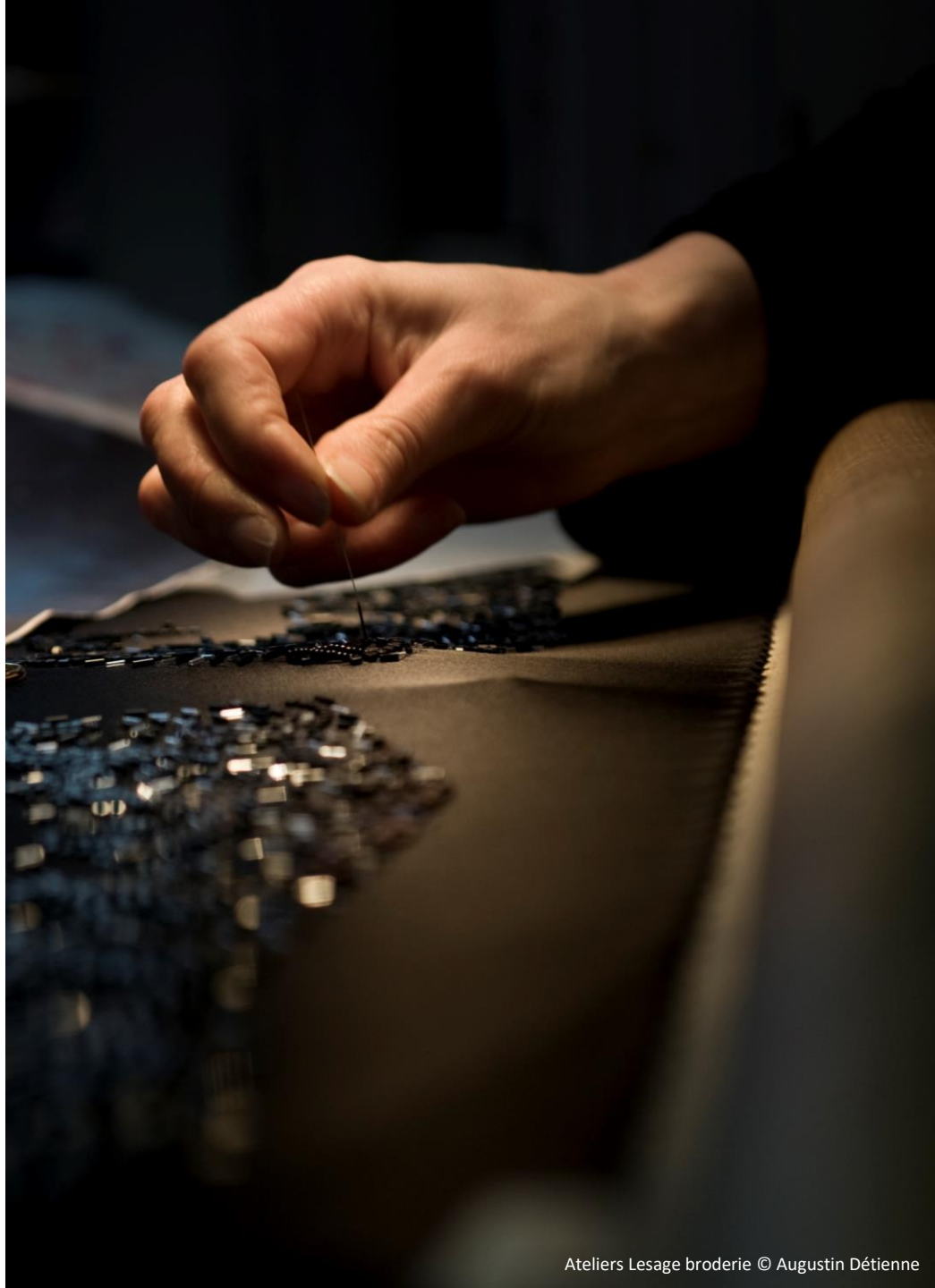
Les professionnels des métiers d'art et du patrimoine vivant confrontés à la crise sanitaire

Enquête en ligne auprès des professionnels des métiers d'art et du patrimoine vivant
Recueil du 27 mars au 15 avril 2020

INSTITUT NATIONAL MÉTIERS D'ART

L'EXCELLENCE DES SAVOIR-FAIRE FRANÇAIS • ENTREPRISE DU PATRIMOINE VIVANT • EPV



Ateliers Lesage broderie © Augustin Détienne

Le questionnaire a été envoyé à 8 842 professionnels, exerçant un métiers d'art et/ou labelisés Entreprises du Patrimoine Vivant. Le questionnaire a également été envoyé à nos relais en régions.

Le questionnaire en ligne a recueilli 1 984 réponses entre le 27 mars et le 15 avril inclus.

Principaux enseignements

Verrerie de Soisy-sur-Ecole © Augustin Détienne

INSTITUT NATIONAL MÉTIERS D'ART

Situation face à la crise

L'activité des professionnels des métiers d'art et du patrimoine vivant est essentiellement limitée aux commandes pré-crise, à la création et aux tâches non directement rémunératrices.
Les entreprises les plus petites, dont l'outil de production reste accessible au chef d'entreprise détenteur du savoir-faire ont plus de facilité à poursuivre une activité de production ou de création pendant le confinement.

37% des répondants estiment que la baisse de leur chiffre d'affaires du 1er semestre sera supérieure à 60%, notamment les artistes-auteurs et les entreprises sans salariés. 29% des répondants projettent de contenir la baisse de chiffre d'affaires sous les 40% au 1er semestre, et particulièrement les entreprises de plus de 4 salariés et les EPV.

Outre les difficultés d'approvisionnement (59%) et de trésorerie (58%), conséquences directes du confinement, 76% des répondants subissent l'annulation ou le report des évènements et salons (76%). L'impact de ces reports et annulations est particulièrement fort pour les artistes-auteurs et les professions libérales et, plus largement, pour les entrepreneurs sans salariés.
Les entreprises exportatrices et les EPV sont fortement exposées aux multiples conséquences de la crise et du confinement sur leur activité.

Perception des aides

Plus de 8 répondants sur 10 ont pris connaissance des aides de l'Etat mais seulement un tiers de celles de leur Région.

La moitié des répondants (50%) a sollicité ou compte solliciter le fonds de solidarité mis en œuvre par l'Etat, alors que seulement 13% ont sollicité ou comptent solliciter la garantie de l'Etat pour l'obtention d'un prêt de trésorerie. Un tiers des répondants a fait les démarches pour reporter ses échéances sociales et /ou fiscales.
Plus la taille de l'entreprise est importante (parmi lesquelles une majorité d'EPV et d'entreprises inscrites au RCS) et plus le recours aux aides est diversifié : report d'échéances sociales et fiscales, chômage partiel, recours à la garantie de l'Etat pour un prêt en trésorerie.

Un peu moins de la moitié (45%) des répondants estiment que les aides proposées sont très adaptées ou plutôt adaptées. Ils sont néanmoins 14% à les juger pas du tout adaptées.
Les EPV, les entreprises inscrites au RCS, les entreprises employant plus de 4 salariés et les entreprises exportatrices sont les plus satisfaites des aides mises en œuvre.

Les besoins

Plus des deux tiers des répondants souhaitent le prolongement des aides déjà mises en œuvre au-delà du confinement. Les répondants craignent un décalage et un étalement des effets délétères de la crise sur leur activité pour la deuxième moitié de 2020 et 2021, du fait du tarissement des commandes.
Outre les évidents besoins de soutien en trésorerie, des solutions sont espérées pour compenser ou contre-balancer le manque à gagner provoqué par l'annulation et le report des évènements et salons printaniers.

Les difficultés d'approvisionnement sont nombreuses, notamment du fait de l'arrêt de l'activité des fournisseurs ou de difficultés logistiques. Au moment de l'enquête, les répondants étaient peu nombreux à constater des variations de prix à la hausse.

Les répondants expriment des avis tranchés quant à la nécessité de réimplantation de filières de production sur le territoire national : 30% considèrent que ce n'est pas nécessaire alors que 39% considèrent, à l'inverse, qu'elle est indispensable.

Afin de soutenir la relance de leur activité, les répondants comptent en premier lieu sur l'INMA pour la mise en œuvre d'actions de valorisation et de promotion des métiers d'art et du patrimoine vivant vis-à-vis du grand public, des prescripteurs mais aussi des différents acteurs institutionnels.
Les professionnels attendent également de l'INMA qu'il les aide à identifier les aides publiques auxquelles ils ont accès et comprendre leur fonctionnement et leur conditions d'accès.

Profil des répondants

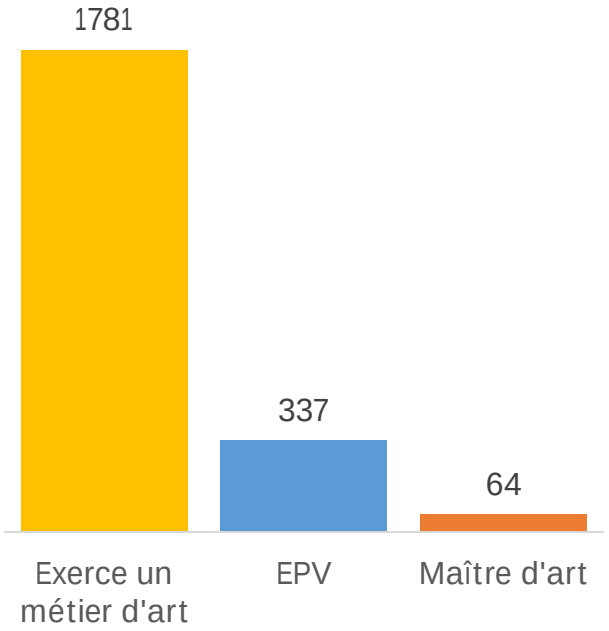
Solène Léglise © Augustin Détienne

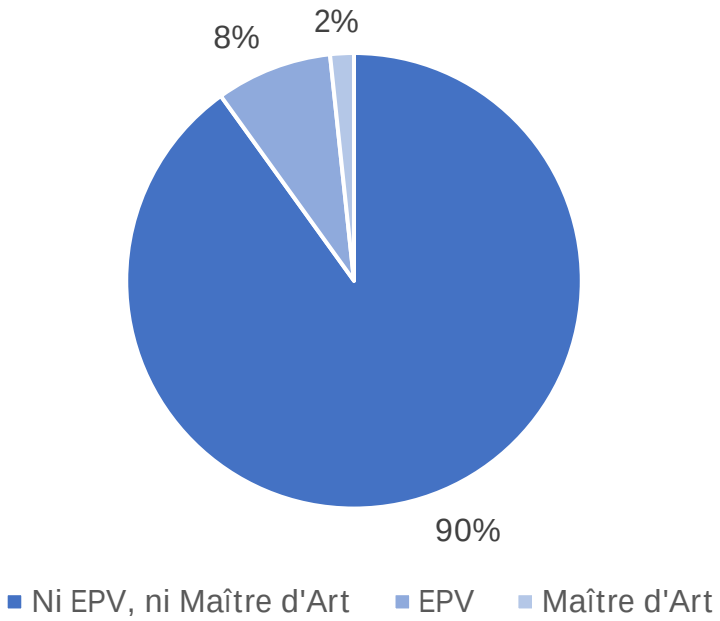
Profil des répondants

Base : Total échantillon (1 984 répondants)

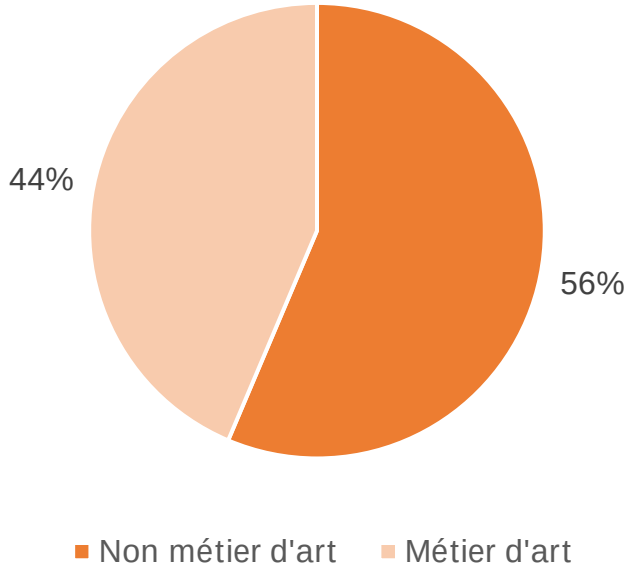
Activité essentiellement métiers d'art

Parmi les répondants, 1 781 exercent un métier d'art, 337 sont labellisés Entreprise du patrimoine vivant et 64 sont Maîtres d'Art ou élèves de Maîtres d'Art.



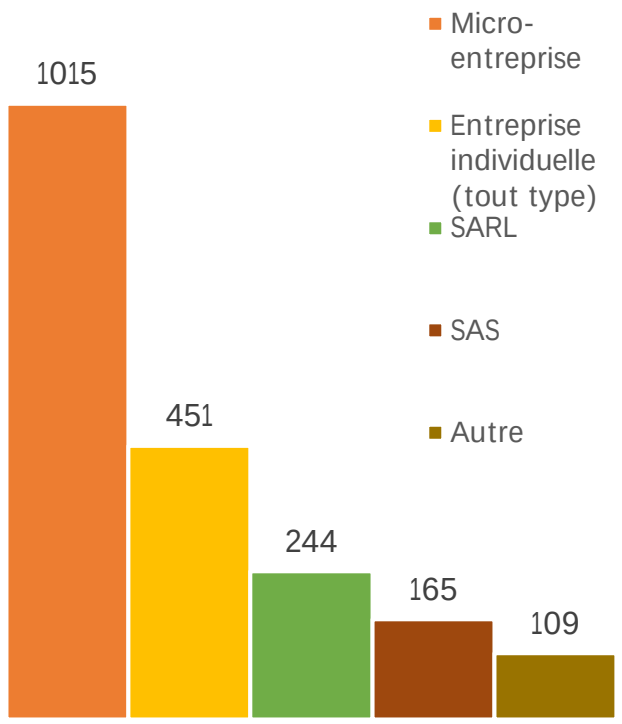


Parmi les 337 EPV ayant répondu, 190 n'exercent pas un métier d'art.



La micro-entreprise la plus représentée

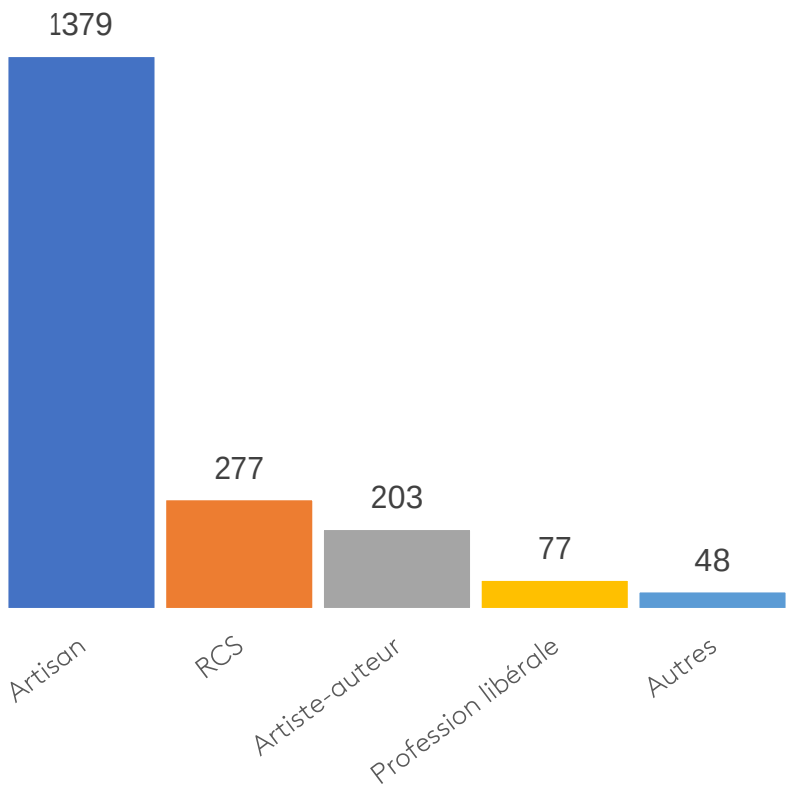
51% des répondants sont des micro-entrepreneurs, 23% sont des entrepreneurs individuels et 12% sont des SARL



NB : les informations renseignées dans la catégorie « Autre » sont très disparates et ne concernent pas toujours la forme juridique.

Artisans majoritaires

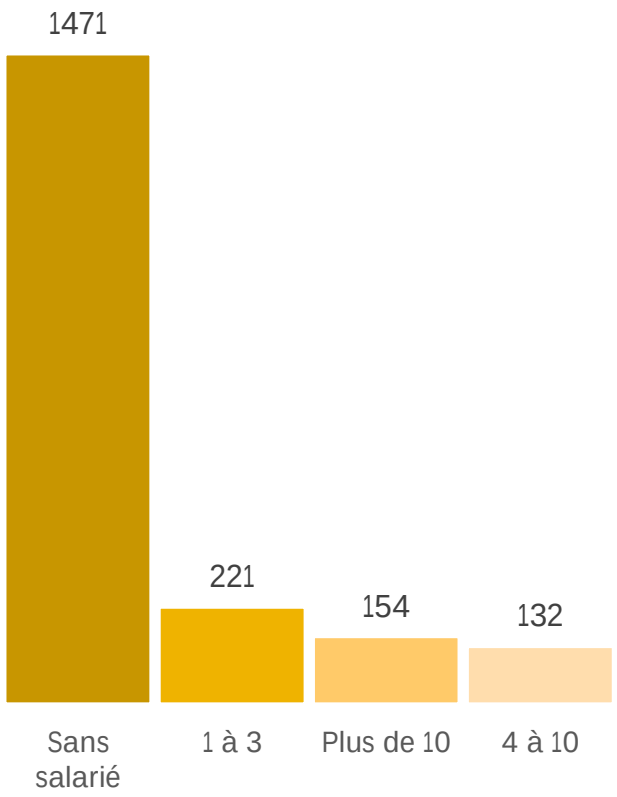
Ils représentent 70% des répondants, suivis par les entreprises inscrites au RCS (14%) et les artistes-auteurs (10%)



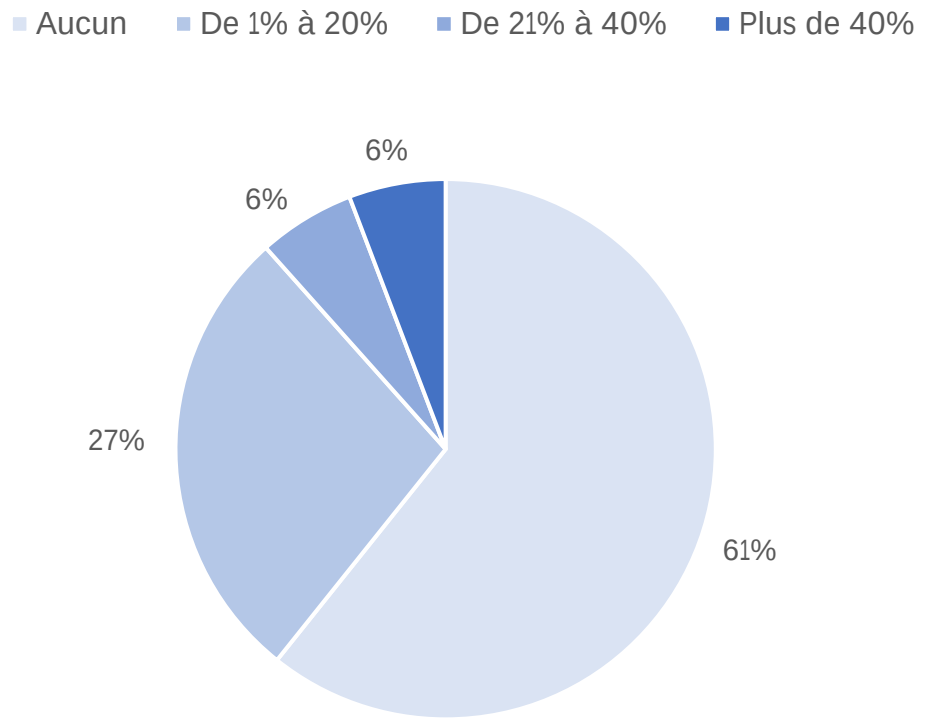
NB : quelques associations, coopératives et commerces dans la catégorie « Autre »

L'entreprise sans salarié majoritaire

74 % des répondants comptent moins de 3 salariés.



Base : Total échantillon (1 984 répondants)

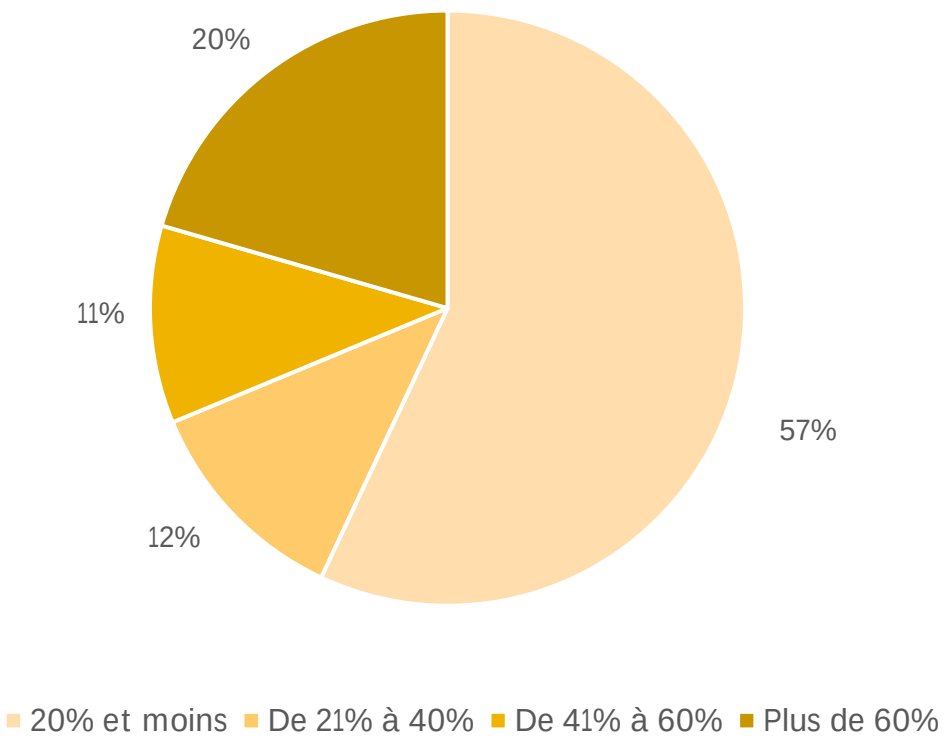


Part du chiffre d'affaires à l'export

6% des répondants réalisent plus de 40% de leur chiffre d'affaires annuel à l'export

Part du chiffre d'affaires auprès d'une clientèle de professionnels (BtoB)

Plus de la moitié des répondants (57%) réalise moins d'un cinquième de leur volume d'affaires annuel auprès d'une clientèle de professionnels



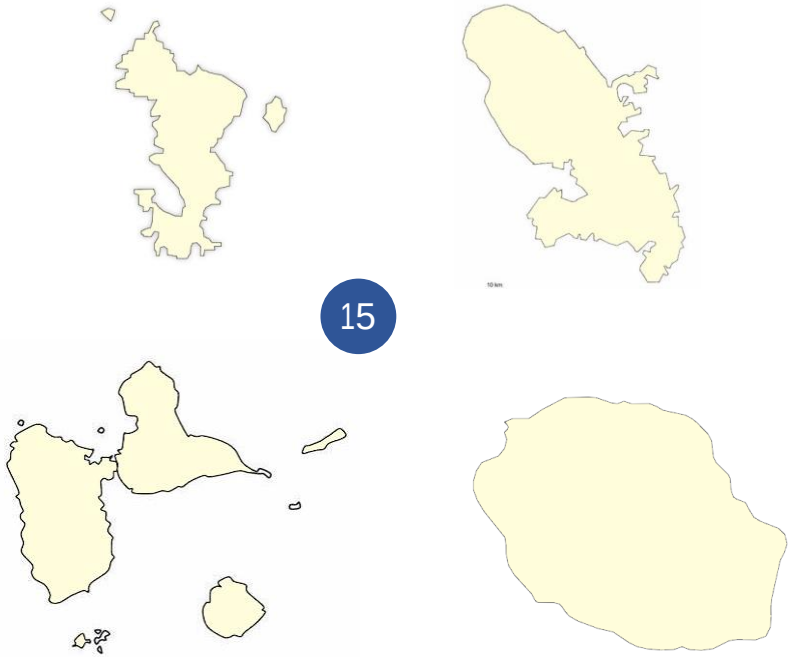
Base : Total échantillon (1 984 répondants)

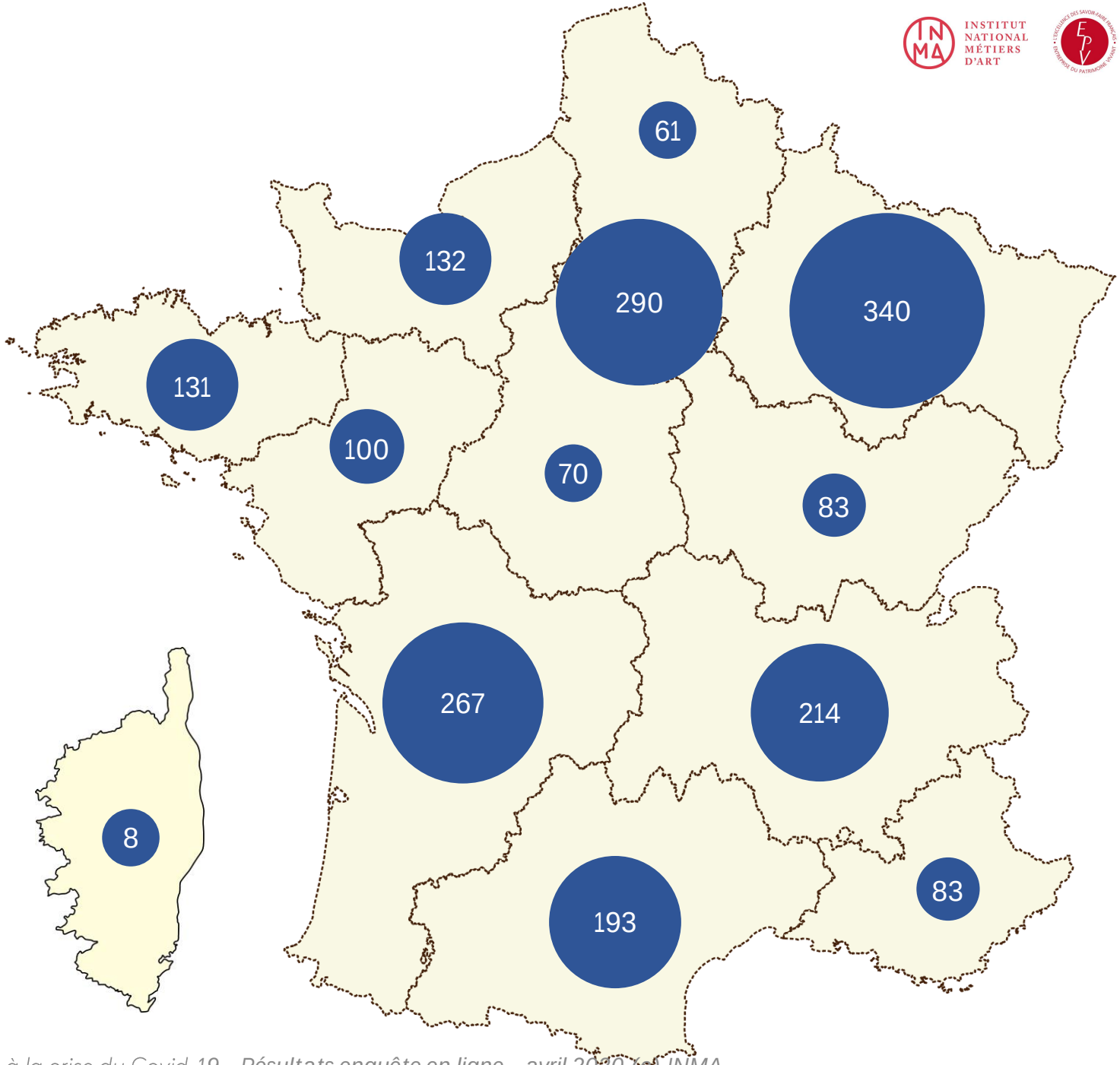
Profil des répondants

Base : Total échantillon (1 984 répondants)

Les répondants selon la Région

La région Grand-Est est la plus représentée avec 17% des répondants, suivie de l'Ile de France (14%), de la Nouvelle Aquitaine (13%) et de l'Auvergne-Rhône-Alpes (11%).





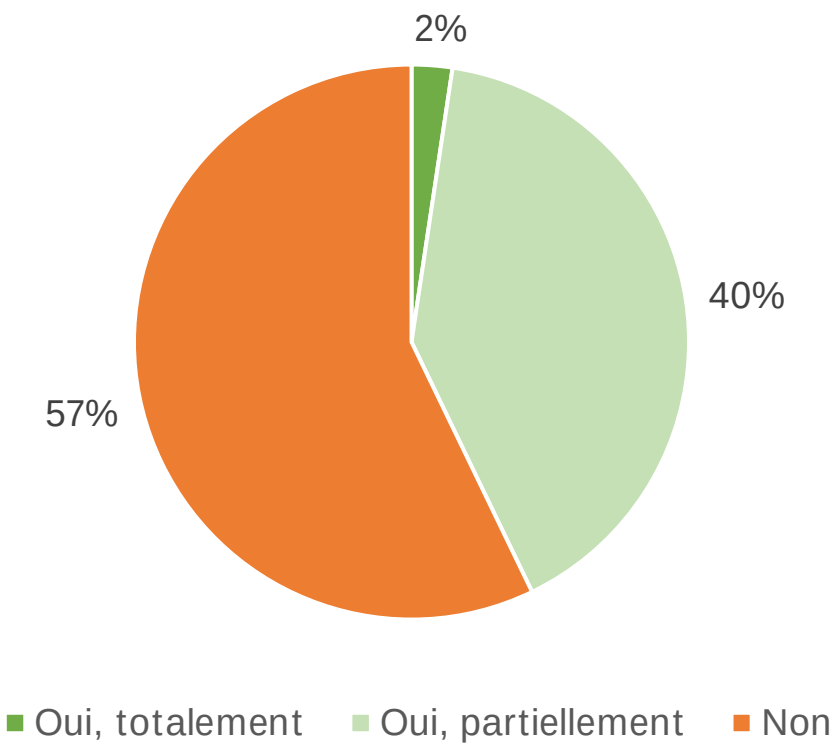
Situation face à la crise

Maison Dissidi © Augustin Détienne

Une activité limitée aux commandes pré-crise, à la création et aux tâches non directement rémunératrices

Base : Total échantillon (1 984 répondants)
Q7. Parvenez-vous à maintenir votre activité depuis le début de la crise sanitaire (Janvier 2020) ?

42% des répondants arrivent à maintenir une activité au moins partiellement, dont 2% totalement. Pour la plupart, il s'agit de la production des commandes survenues avant la crise par le chef d'entreprise seul. Certains en profitent pour travailler sur de nouvelles créations ou sur les tâches administratives.



« Après avoir mis mes 2 jeunes apprentis 16 et 17 ans en chômage partiel, je travail seul à l'atelier notamment à la forge. »
« Fabrication de masques protecteurs »
« Réalisation des commandes confirmées avant la crise. »
« Fabrication des accessoires de literie (oreillers, couettes): l'expédition est encore possible (petits colis, pas de contact direct lors de la livraison). »
« Tous les salariés sont maintenus à temps plein pour la fabrication, un artisan qui s'occupe d'accueillir le public a été mis à mi-temps (chômage partiel). »

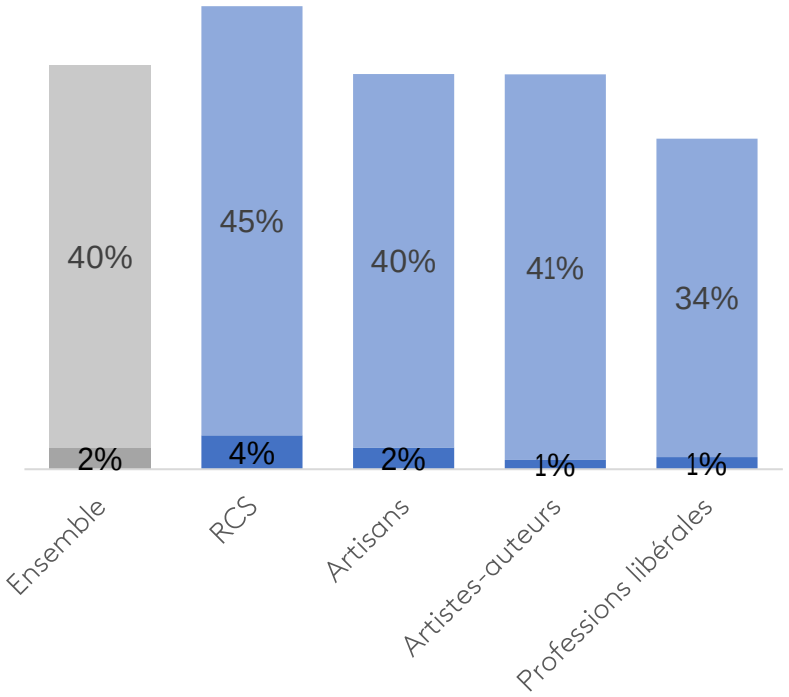
« Nous arrivons à produire car nous avions un peu de commandes d'avance mais pas de prises de nouvelles commandes, nous serons à zéro à la fin de la période coronavirus. »
« Le travail en atelier continue, en revanche impossible de vendre depuis le 16 mars 2020. »

« La fabrication, création de nouvelles choses dans mon atelier, mais pas de ventes, ni d'expos. »
« Atelier et télétravail commercial et administratif »
« Je peux travailler à la maison (refonte de mon site internet, réseaux sociaux, photos, administration, fabrication de mes bijoux...) mais je ne gagne pas de sous. »

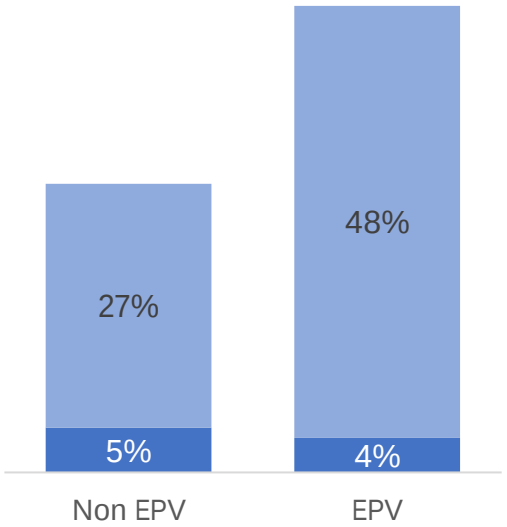
Continuité de l'activité selon le profil d'entreprise

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants de chaque catégorie
Q7. Parvenez-vous à maintenir votre activité depuis le début de la crise sanitaire (Janvier 2020) ? Réponses Oui, totalement et Oui, partiellement

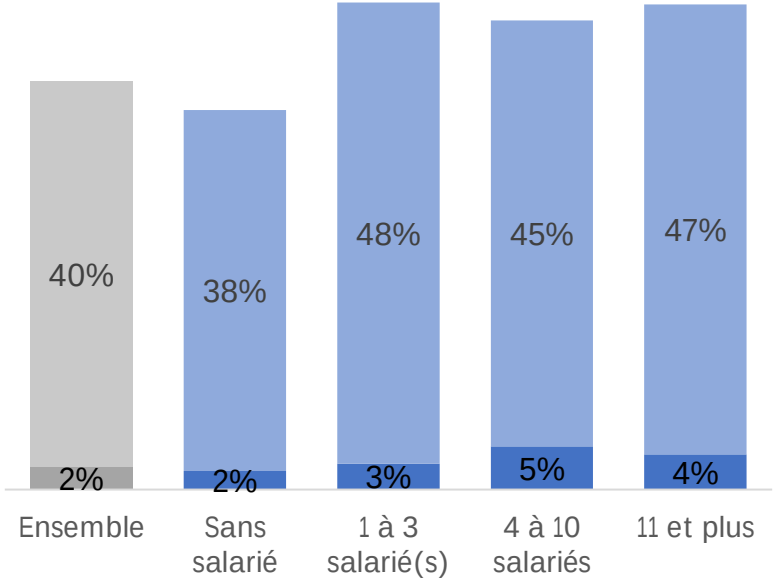
Selon le statut



Selon le label



Selon la taille



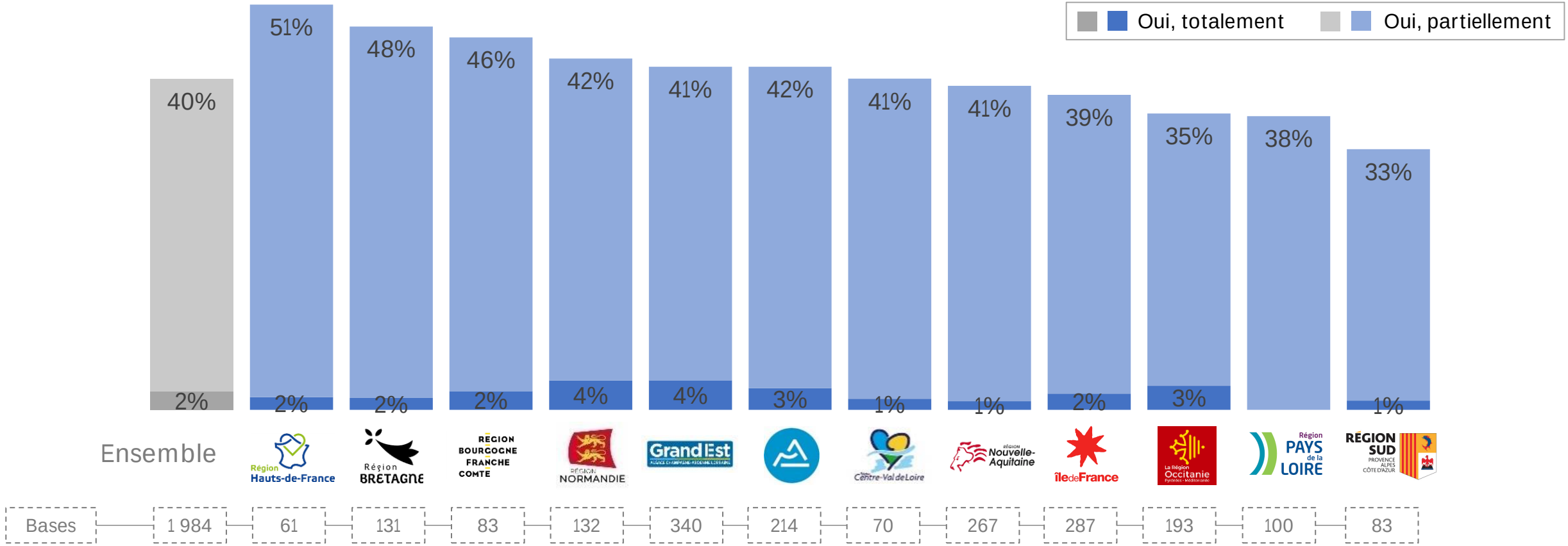
Oui, totalement Oui, partiellement

Les entreprises ayant au moins un salarié assurent en plus grand nombre une continuité au moins partielle de leur activité. Les entreprises inscrites au RCS et plus encore les EPV sont les entreprises qui arrivent le mieux à assurer la continuité de leur activité, à l'inverse des professions libérales. Ces dernières comptent de nombreux professionnels de la conservation-restauration dont l'activité souffre particulièrement de la fermeture des établissements culturels.

Continuité de l'activité selon la Région

Bases : Cf. graphique
Q7. Parvenez-vous à maintenir votre activité depuis le début de la crise sanitaire (Janvier 2020) ? Réponses Oui, totalement et Oui, partiellement

Seules les Régions comptant plus de 30 répondants sont représentées pour des raisons de marges d'erreur



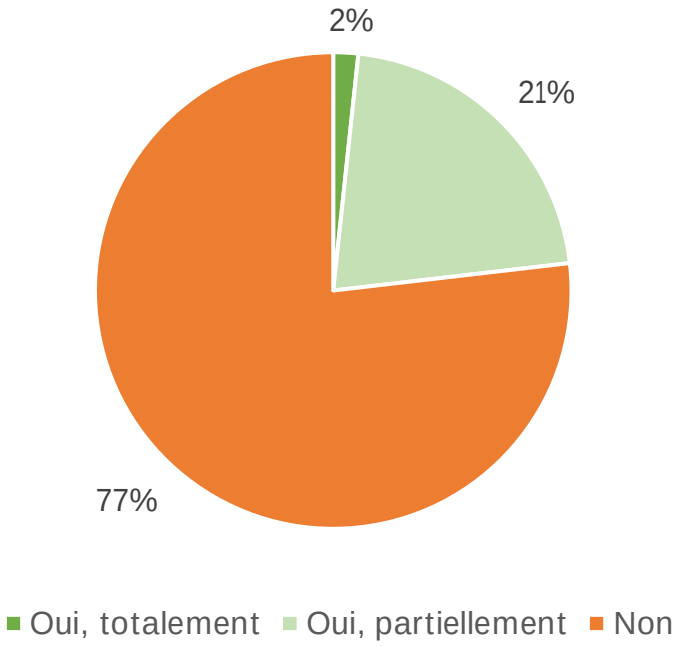
Les répondants des Hauts-de-France semblent mieux parvenir à assurer une certaine continuité dans leur activité que la moyenne, tout comme ceux des régions Bretagne et Bourgogne-Franche-Comté. La situation est plus difficile pour les répondants d'Occitanie, des Pays de la Loire ou de la région Sud-PACA.

Continuité de l'activité selon le type de clientèle

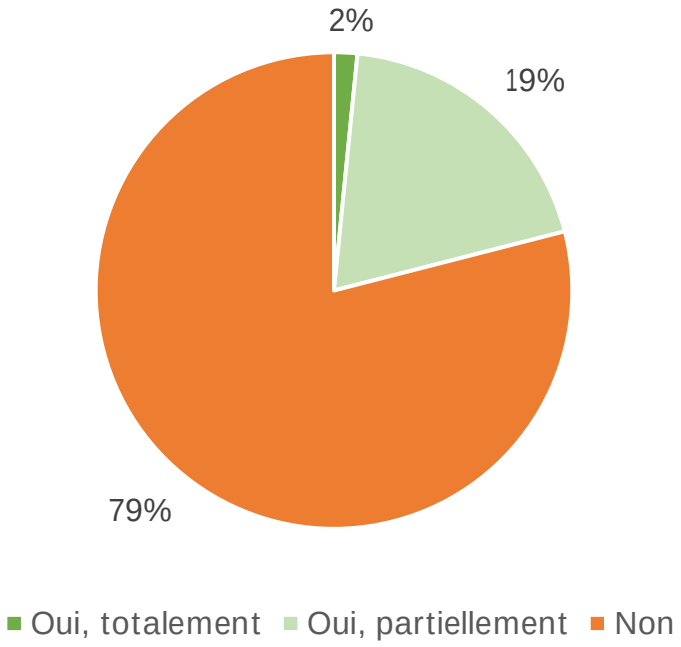
Q8. Arrivez-vous à maintenir une activité auprès d'une clientèle de professionnels (BtoB)? Base : Répondants ayant une activité BtoB (1 045 répondants)
Q9. Arrivez-vous à maintenir une activité auprès d'une clientèle de particuliers (BtoC) ? Base : Répondants ayant une activité BtoC (1 452 répondants)

Les proportions dans lesquelles les professionnels interrogés arrivent à maintenir leur activité au moins partiellement sont les mêmes quel que soit le type de clientèle (professionnels ou particuliers).

Maintien de l'activité auprès d'une clientèle de professionnels (BtoB)



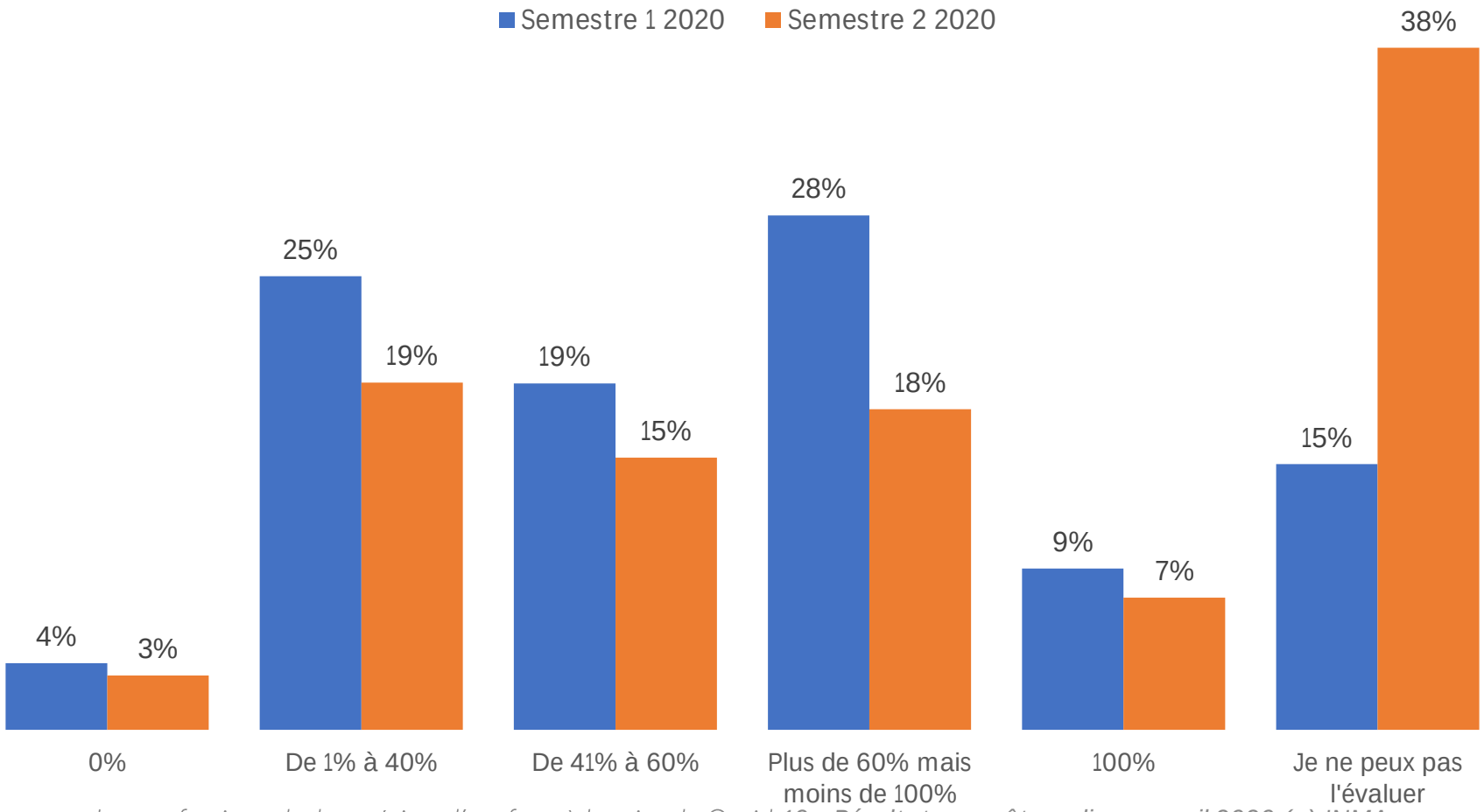
Maintien de l'activité auprès d'une clientèle de particuliers (BtoC)



De fortes disparités de perte de chiffre d'affaires

Base : Répondants pouvant estimer leurs pertes
Q10. A combien estimez-vous votre perte de chiffre d'affaires au premier semestre 2020 du fait de la crise sanitaire par rapport au premier semestre 2019 (en %) ?
Q11. A combien estimez-vous votre perte de chiffre d'affaires au second semestre 2020 du fait de la crise sanitaire par rapport au second semestre 2019 (en %) ?

Les répondants sont partagés quant à l'estimation de leur perte de chiffre d'affaires pour le 1er semestre 2020 : si 37% prévoient un chiffre d'affaire semestriel en baisse de 60% par rapport à la même période de 2019, 29% estiment pouvoir contenir les pertes au-dessous de 40%.
Seuls 60% des répondants se risquent à évaluer leur perte de chiffre d'affaires pour le second semestre. Un quart des répondants prévoient une perte supérieure à 60% alors que 22% l'estiment à moins de 40%.

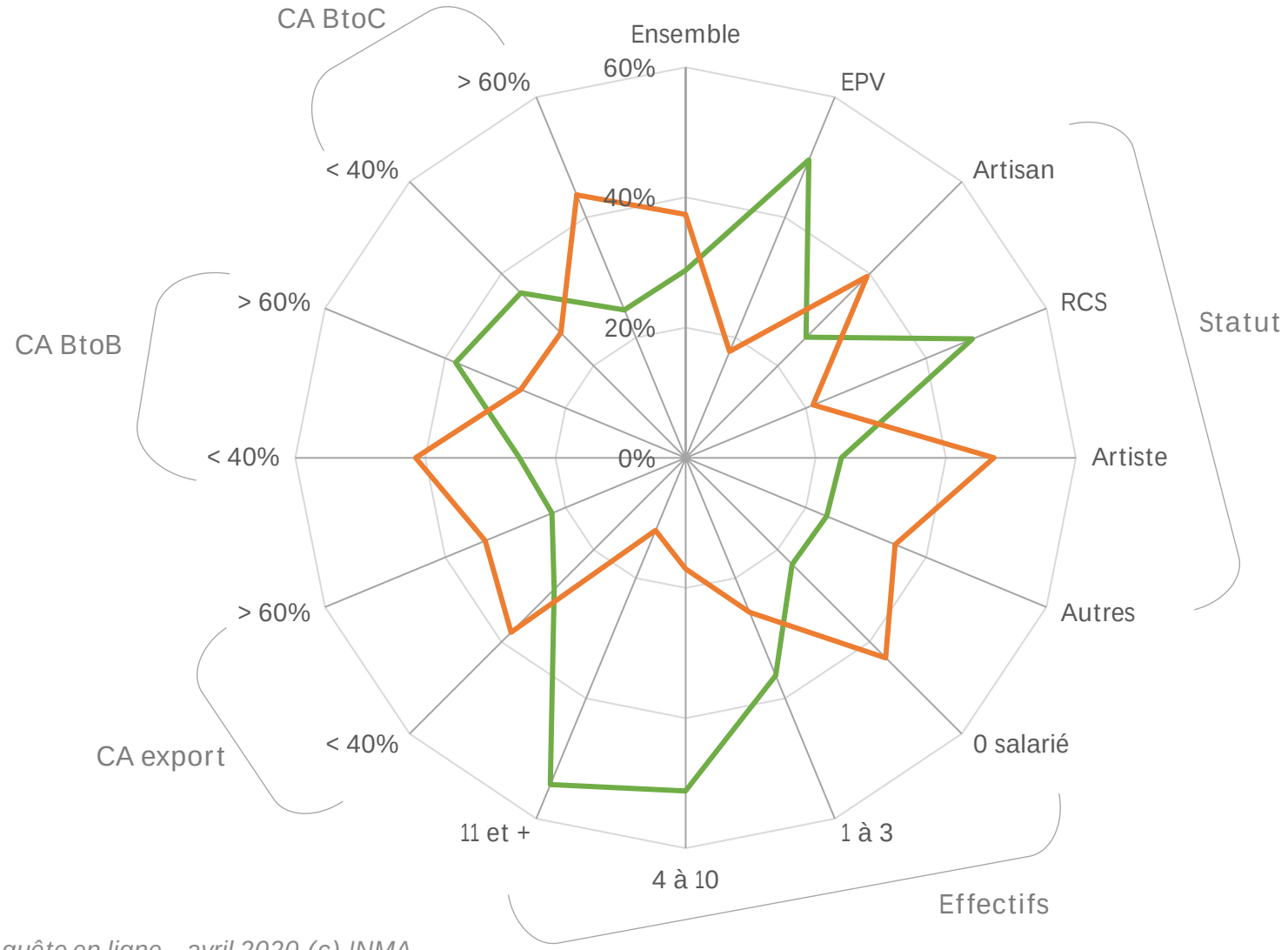


Estimation de la perte de chiffre d'affaires au 1er semestre

Base : Répondants pouvant estimer leurs pertes
Q10. A combien estimez-vous votre perte de chiffre d'affaires au premier semestre 2020 du fait de la crise sanitaire par rapport au premier semestre 2019 (en %) ?

Parmi les répondants qui ont estimé leurs pertes de chiffre d'affaires pour le 1er semestre 2020, les artistes-auteurs, les entreprises sans salarié, celles qui réalisent plus de 60% de leur volume d'affaires auprès d'une clientèle de particuliers sont ceux qui anticipent le plus massivement une chute de leur chiffre d'affaires au-delà de 60%.

A contrario, les EPV, les entreprises inscrites au RCS, celles employant plus de 4 salariés et celles réalisant plus de 60% de leur chiffre d'affaires auprès d'une clientèle de professionnels sont les plus nombreuses à estimer leur perte à moins de 40% pour le premier semestre 2020.



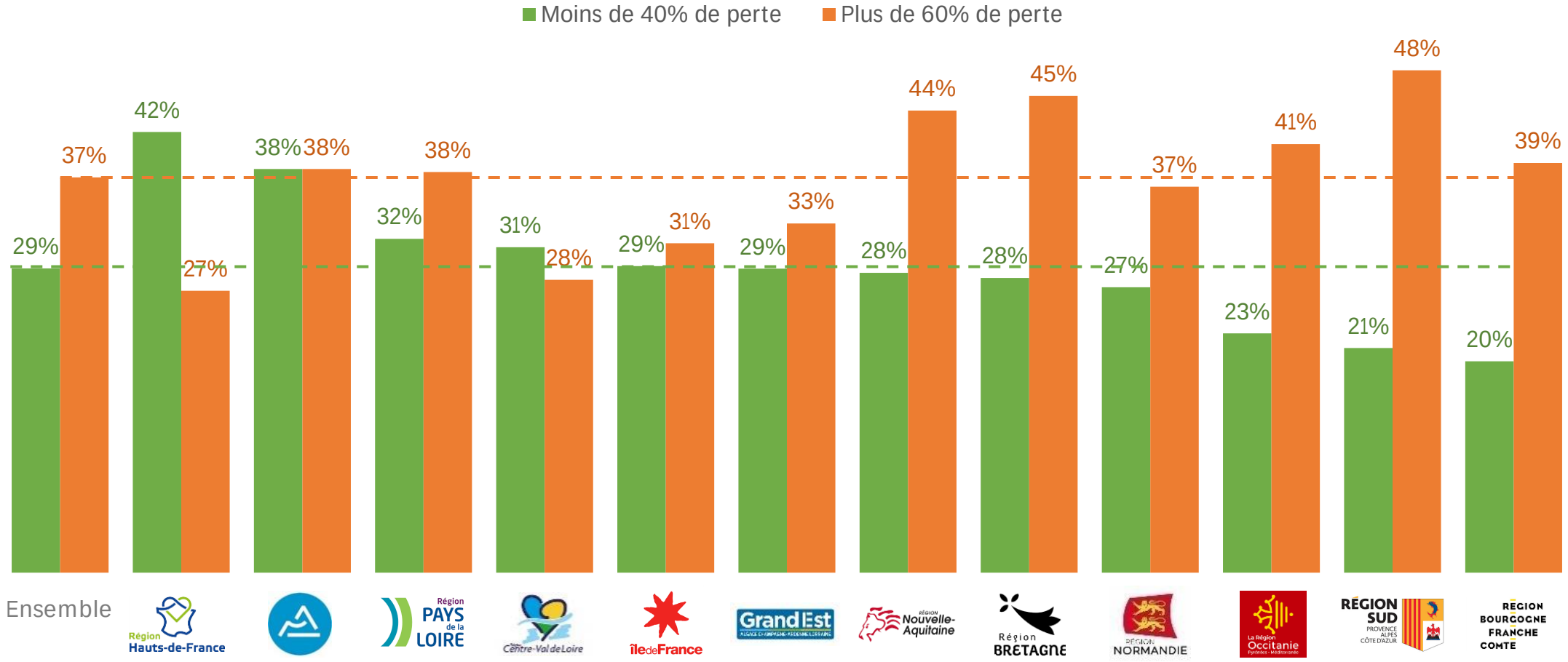
Répondants anticipant moins de 40% de perte de chiffre d'affaires au 1er semestre 2020 par rapport au 1er semestre 2019

Répondants anticipant plus de 60% de perte de chiffre d'affaires au 1er semestre 2020 par rapport au 1er semestre 2019

Estimation de la perte de chiffre d'affaires au 1er semestre selon la Région

Base : Répondants pouvant estimer leurs pertes
Q10. A combien estimez-vous votre perte de chiffre d'affaires au premier semestre 2020 du fait de la crise sanitaire par rapport au premier semestre 2019 (en %) ?

Les répondants anticipant les plus lourdes pertes pour le 1er semestre sont proportionnellement plus présents dans le sud de la France (PACA, Nouvelle Aquitaine et, dans une moindre mesure en Occitanie) ainsi qu'en Bretagne.
On trouve une proportion plus importante de répondants estimant leurs pertes à moins de 40% de leur chiffre d'affaires pour le 1er semestre en Hauts-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes.



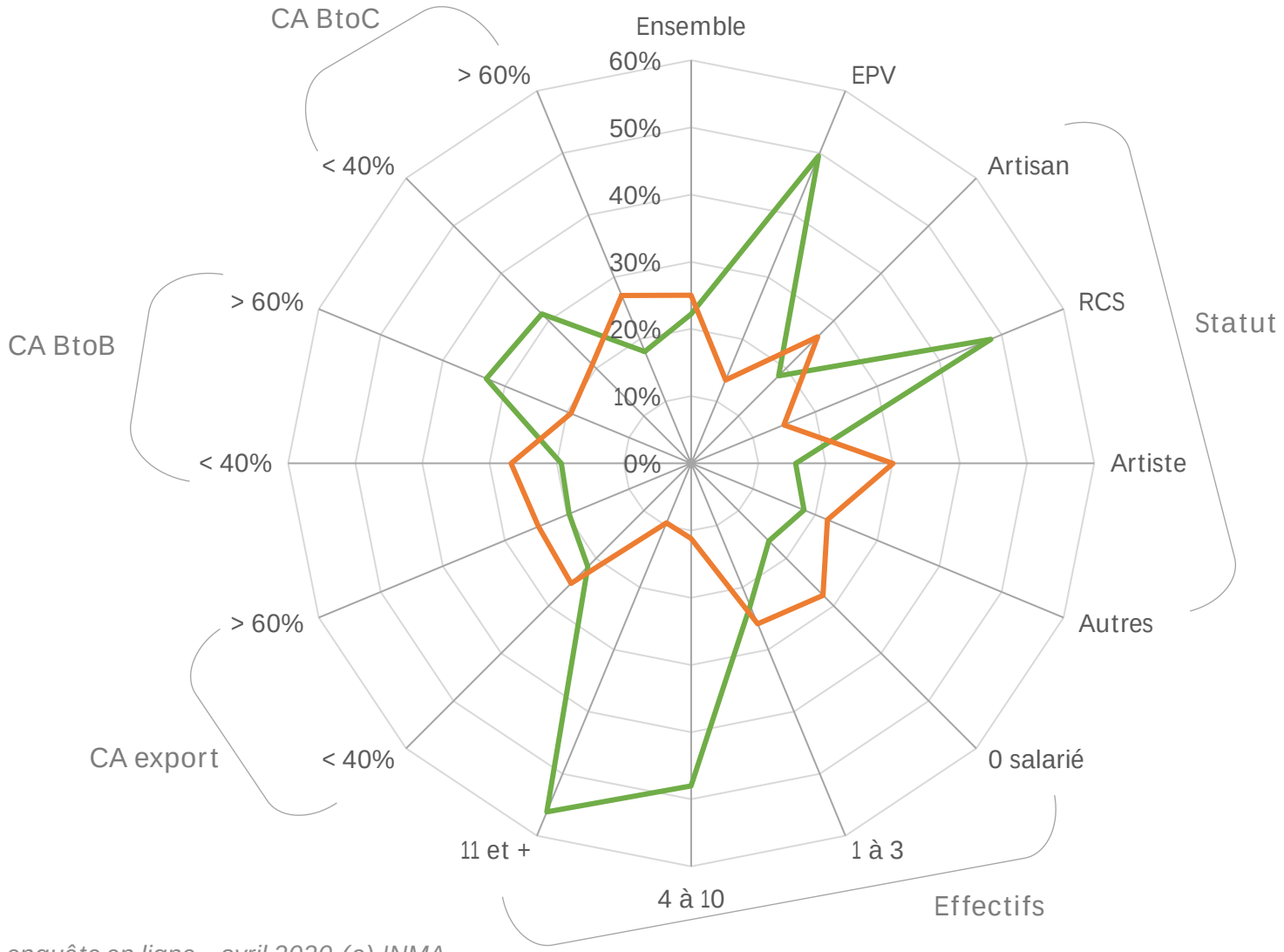
	Ensemble	Hauts-de-France		Pays de la Loire	Centre-Val de Loire	Île de France	Grand Est	Nouvelle-Aquitaine	Bretagne	Normandie	Occitanie	Région Sud	Bourgogne Franche Comté
Bases	1 984	61	207	95	65	276	327	254	122	126	190	80	80

Estimation de la perte de chiffre d'affaires au 2nd semestre

Base : Répondants pouvant estimer leurs pertes
Q11. A combien estimez-vous votre perte de chiffre d'affaires au second semestre 2020 du fait de la crise sanitaire par rapport au second semestre 2019 (en %) ?

Parmi les répondants qui ont estimé leurs pertes de chiffre d'affaires pour le 2nd semestre 2020, et tout comme pour les estimations relatives au 1er semestre, les EPV, les entreprises inscrites au RCS, celles employant plus de 4 salariés et celles réalisant plus de 60% de leur chiffre d'affaires auprès d'une clientèle de professionnels sont les plus nombreuses à estimer leur perte à moins de 40% pour le second semestre 2020.

Les artistes-auteurs sont ceux qui anticipent le plus de difficultés pour le second semestre (plus de 60% de perte de chiffre d'affaires par rapport à 2019).



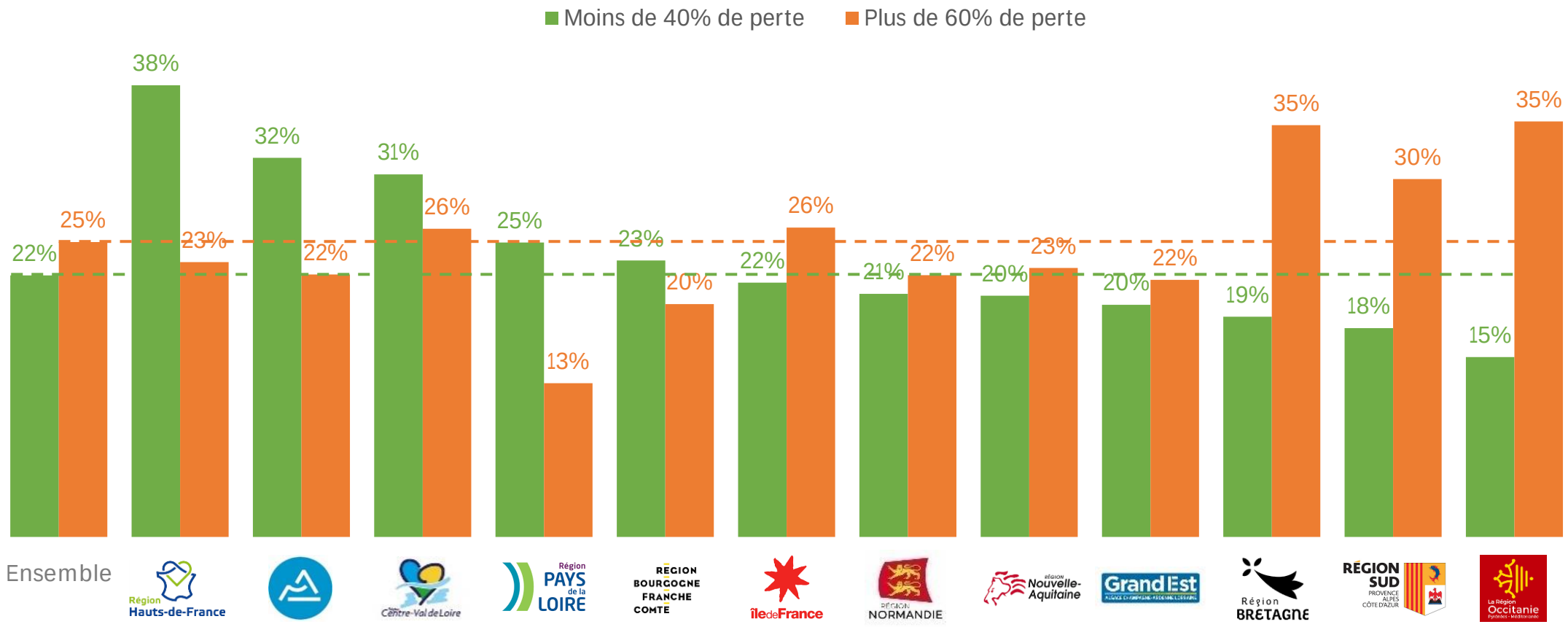
Répondants anticipant moins de 40% de perte de chiffre d'affaires au 2nd semestre 2020 par rapport au 1er semestre 2019

Répondants anticipant plus de 60% de perte de chiffre d'affaires au 2nd semestre 2020 par rapport au 1er semestre 2019

Estimation de la perte de chiffre d'affaires au 2nd semestre selon la Région

Base : Répondants pouvant estimer leurs pertes
Q11. A combien estimez-vous votre perte de chiffre d'affaires au second semestre 2020 du fait de la crise sanitaire par rapport au second semestre 2019 (en %) ?

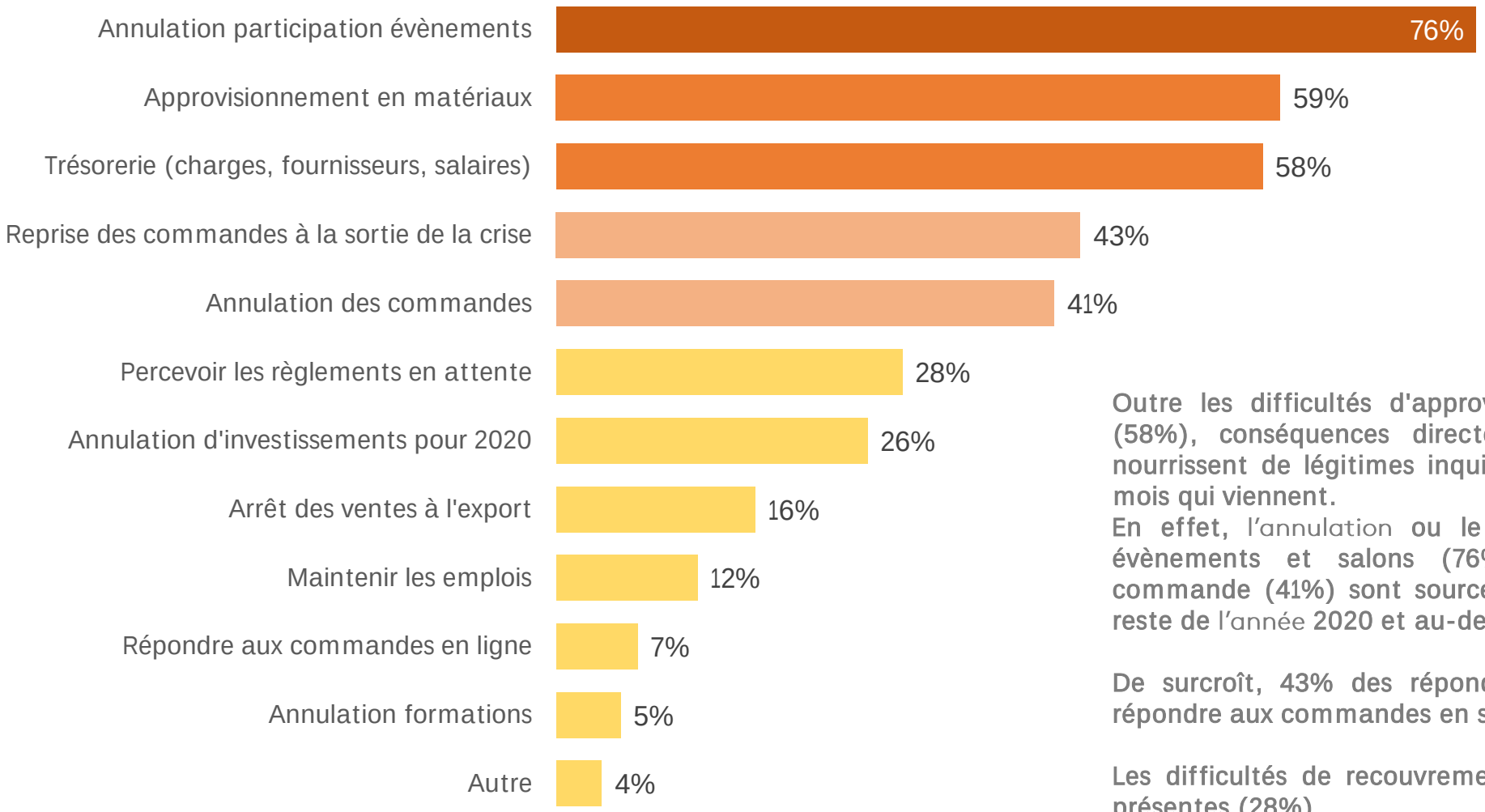
On trouve une proportion plus importante de répondants « optimistes » (moins de 40% de perte) quant à leur perte de chiffre d'affaires pour la seconde moitié de 2020 en régions Hauts-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Centre-Val de Loire.
A l'inverse, les répondants les plus pessimistes (plus de 60% de perte de chiffre d'affaires au 2nd semestre 2020) se trouvent en en région Sud-PACA et surtout en Bretagne et en Occitanie, trois Régions où le tourisme estival est important.



Bases	Ensemble	Hauts-de-France	Centre-Val de Loire	Pays de la Loire	Bourgogne Franche Comté	Île de France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Grand Est	Bretagne	Sud	Occitanie
	1 984	61	207	65	92	81	278	126	254	330	123	79	190

Des conséquences lourdes dès aujourd'hui et pour demain

Base : Total échantillon (1 984 répondants)
Q12. Quelles sont les conséquences de la situation sur votre activité ?



Outre les difficultés d'approvisionnement (59%) et de trésorerie (58%), conséquences directes du confinement, les répondants nourrissent de légitimes inquiétudes quant à leur activité dans les mois qui viennent.
En effet, l'annulation ou le report de leur participation à des évènements et salons (76%) ou encore les annulations de commande (41%) sont sources d'incertitudes et de doutes pour le reste de l'année 2020 et au-delà.

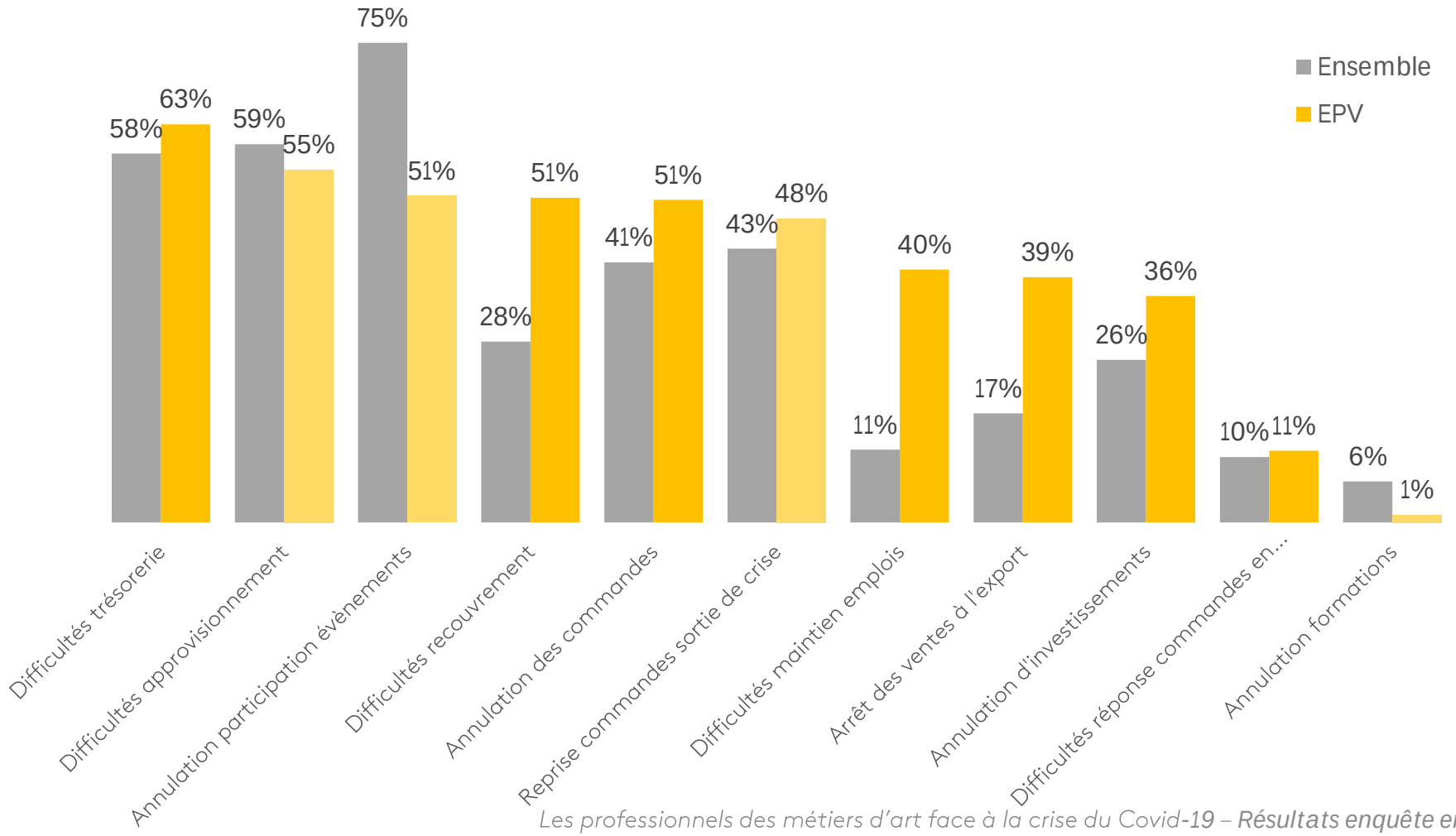
De surcroît, 43% des répondants anticipent des difficultés pour répondre aux commandes en sortie de confinement.

Les difficultés de recouvrement sont moins prégnantes mais déjà présentes (28%).

De multiples conséquences pénalisantes pour les EPV

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants EPV (337 répondants)
Q12. Quelles sont les conséquences de la situation sur votre activité ?

Globalement, les EPV subissent proportionnellement plus de conséquences sur leur activité que les autres répondants. Elles sont notamment plus nombreuses à faire face à des difficultés de recouvrement, à des difficultés de maintien de l'emploi, à l'arrêt des ventes à l'export, à l'annulation d'investissements ou à l'annulation de commandes. A contrario, elles pâtissent en moins grande proportion de l'annulation de leurs participations à des salons et évènements.

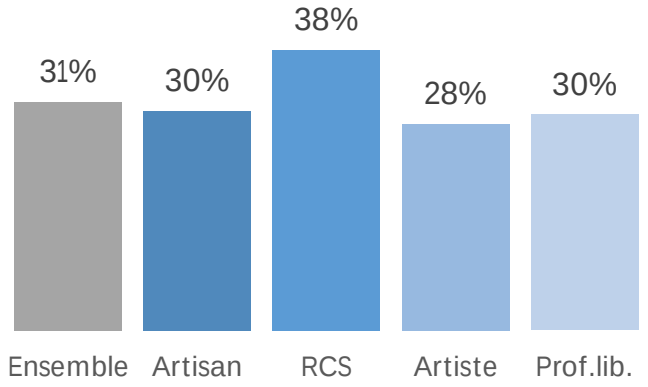


Certaines différences marquées selon le statut

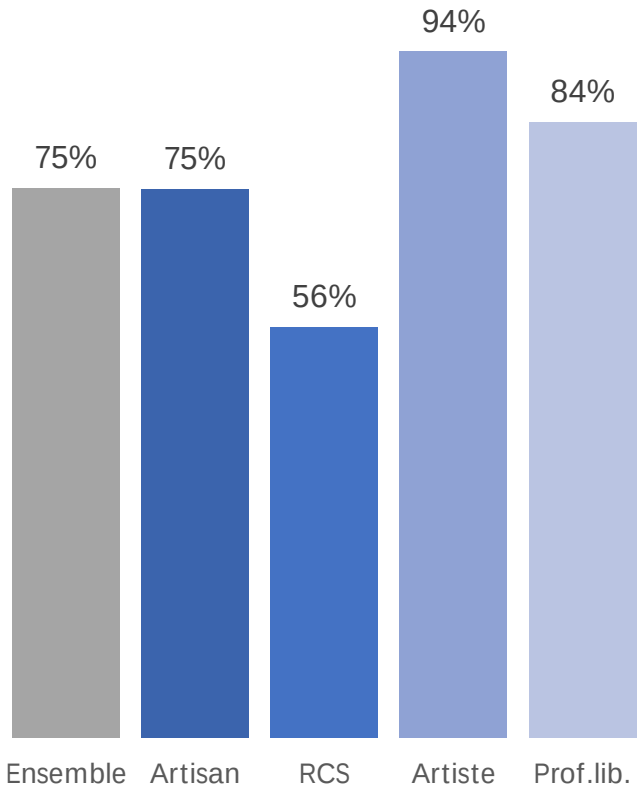
Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants Artisans (1 379 répondants), RCS (277 répondants), Artistes-auteurs (203 répondants), Professions libérales (77 répondants)
Q12. Quelles sont les conséquences de la situation sur votre activité ?

Les répondants inscrits au RCS font face à un faisceau de conséquences plus variées. Les différences selon le statut sont les plus saillantes pour ce qui concerne les conséquences de l'annulation ou le report d'évènements, particulièrement prégnantes chez les artistes-auteurs (la quasi totalité d'entre eux) et les professions libérales. Les répondants inscrits au RCS sont plus nombreux à anticiper des difficultés pour la reprise des commandes au moment du déconfinement.

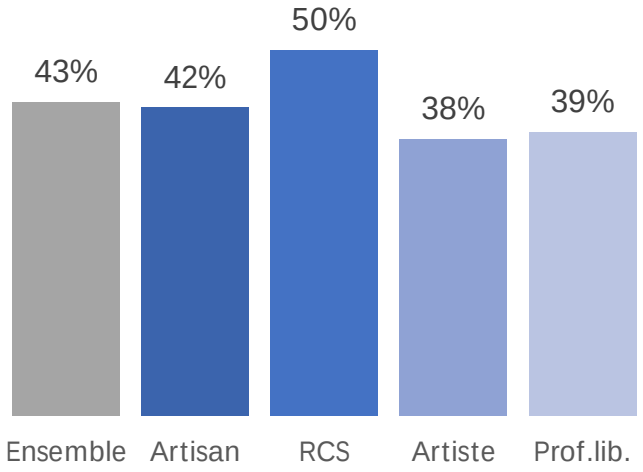
Moyenne des conséquences selon le statut (moyenne des items de réponse à Q12)



Annulation de votre participation aux événements



Difficultés pour la reprise des commandes en fin de confinement

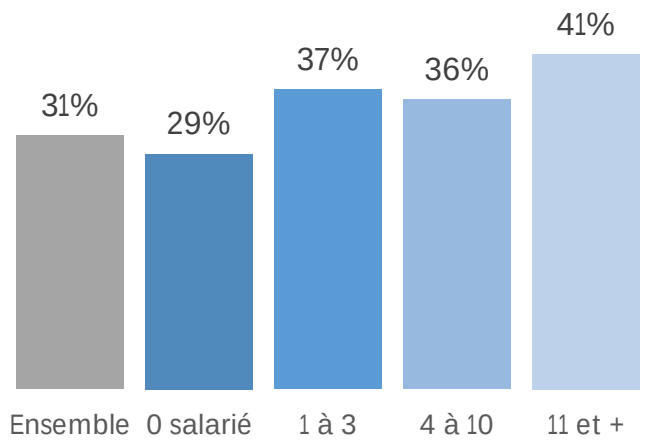


Des conséquences différentes selon la taille

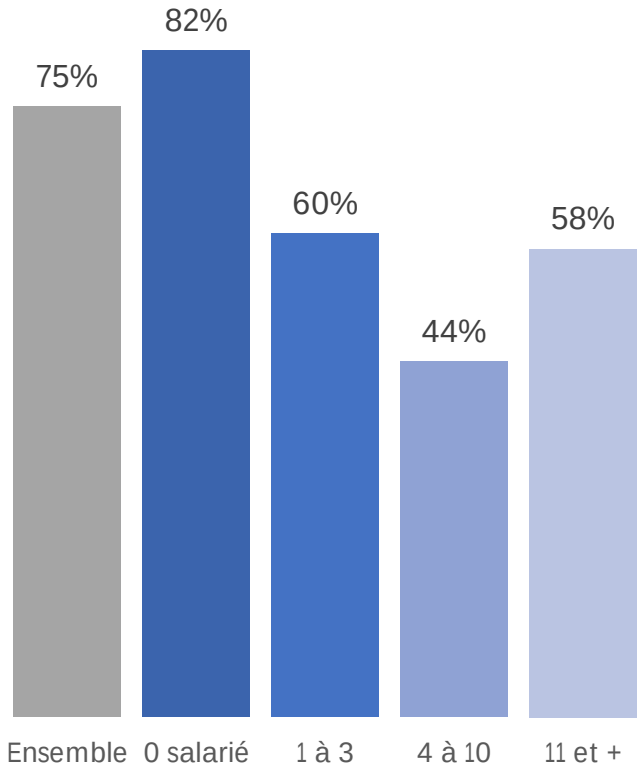
Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants sans salarié (1 471 répondants), 1 à 3 salariés (221 répondants), 4 à 10 salariés (132) et 11 salariés et plus (154)
Q12. Quelles sont les conséquences de la situation sur votre activité ?

Globalement, la diversité des conséquences de la crise et la proportion d'entreprises qu'elles touchent augmentent avec le nombre de salariés.
Les annulations ou reports d'évènements affectent bien plus massivement les travailleurs indépendants que les TPE de 4 à 10 salariés, notamment.
A l'inverse, plus la taille de l'entreprise augmente et plus les répondants sont nombreux à rencontrer des difficultés de recouvrement.

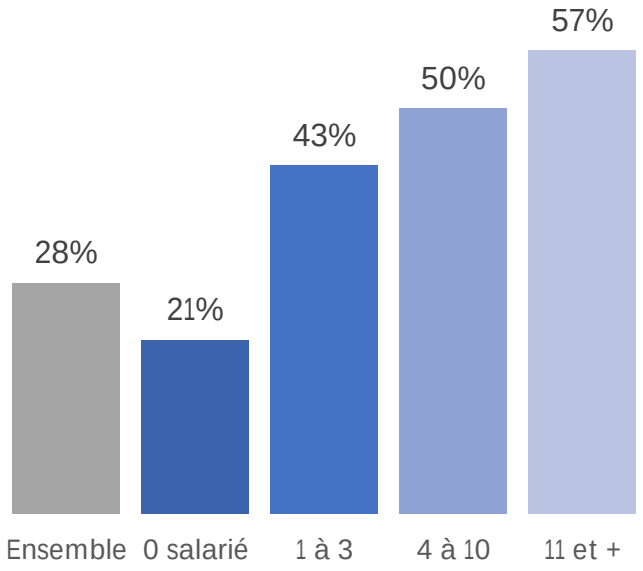
Moyenne des conséquences selon le statut (moyenne des items de réponse à Q12)



Annulation de votre participation aux événements



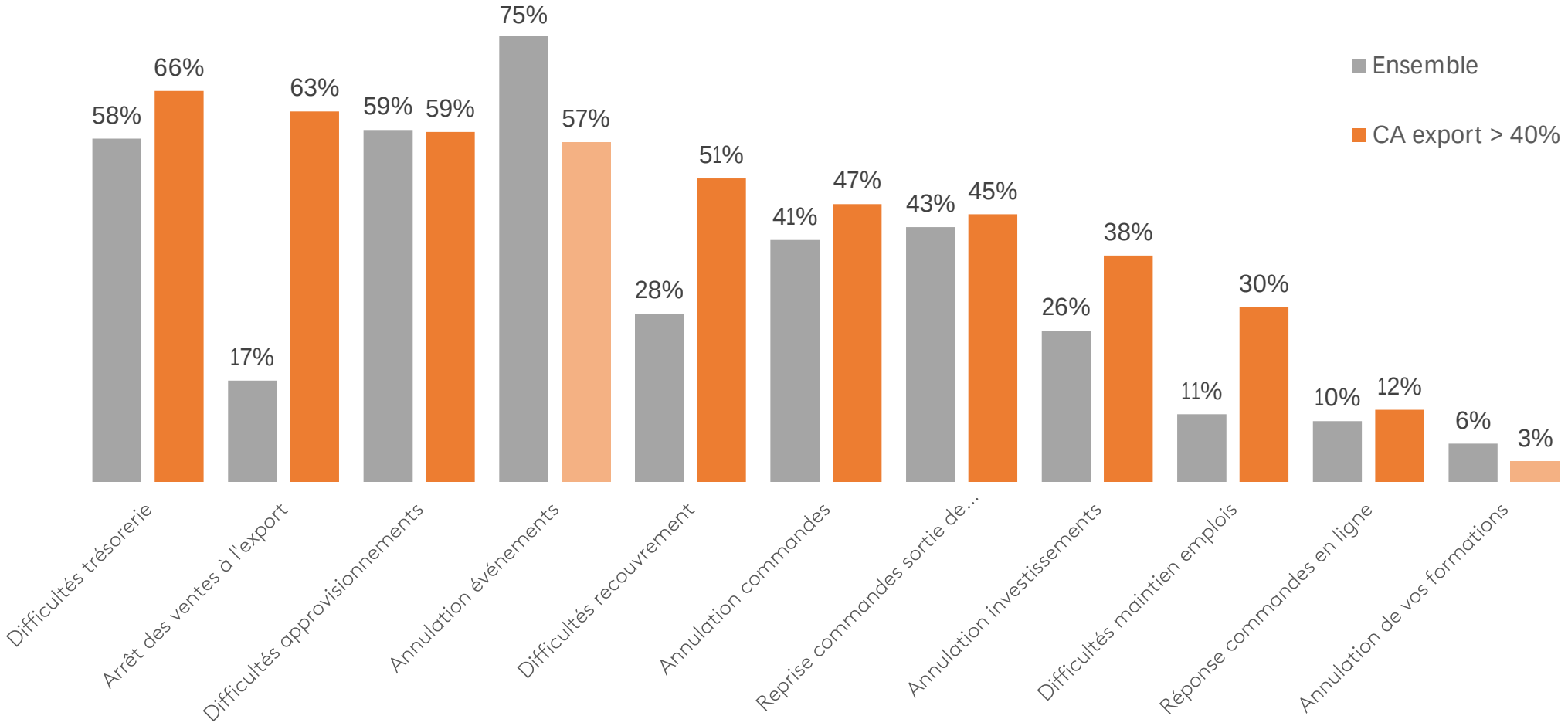
Difficultés à percevoir les règlements en attente



Les entreprises exportatrices fortement exposées

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants réalisant plus de 40% de leur CA à l'export (115 répondants)
Q12. Quelles sont les conséquences de la situation sur votre activité ?

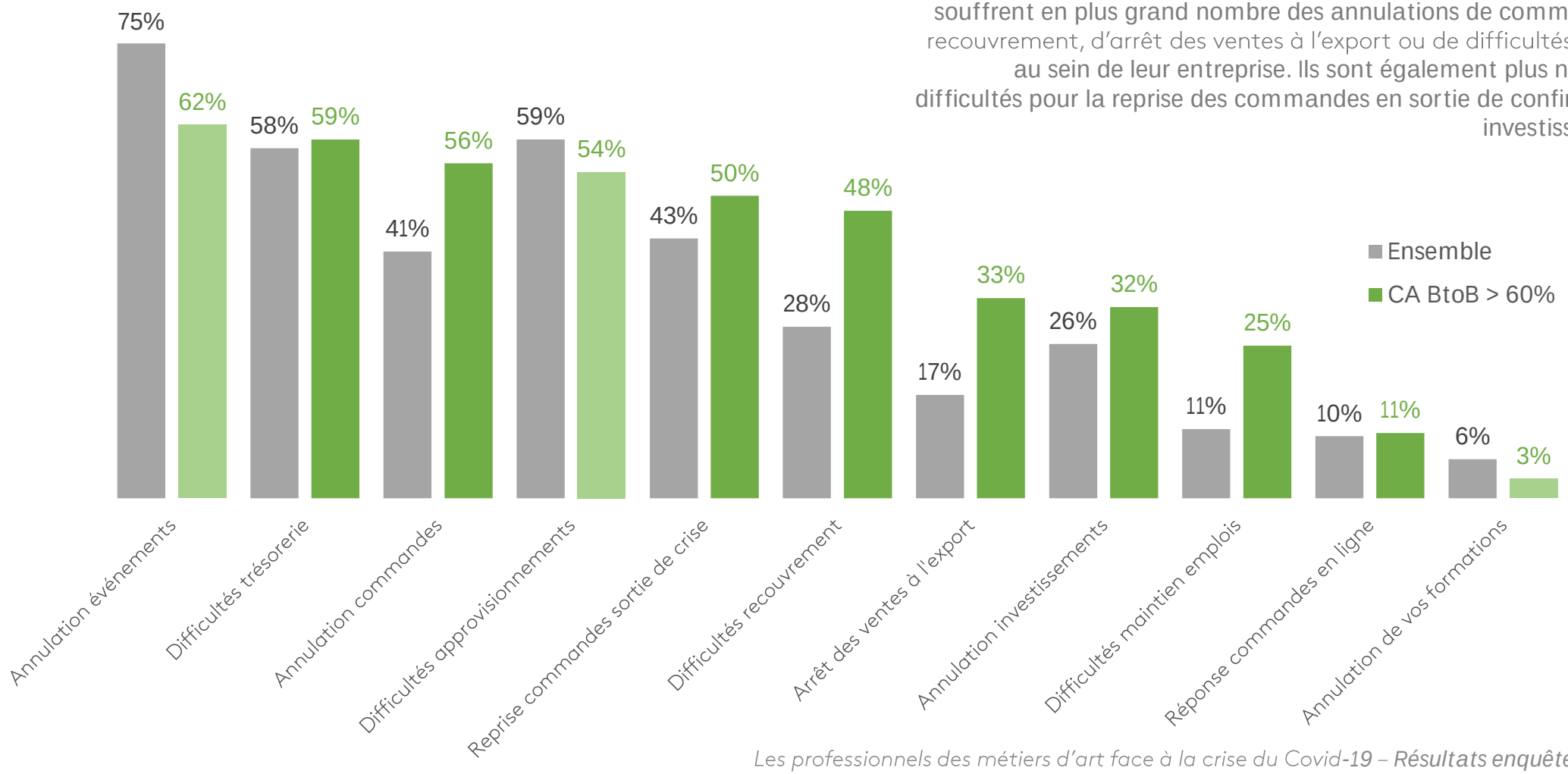
Les entreprises réalisant plus de 40% de leur volume d'affaires à l'export subissent les multiples conséquences de la crise sur leur activité dans une plus grande proportion que la moyenne. Les difficultés de recouvrement sont nettement plus ressenties, tout comme l'annulation d'investissements prévus en 2020 et les difficultés de maintien des emplois au sein de l'entreprise.



L'activité auprès de la clientèle professionnelle (BtoB) globalement plus exposée aux conséquences de la crise

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants réalisant plus de 60% de leur CA en BtoB (407 répondants)
Q12. Quelles sont les conséquences de la situation sur votre activité ?

Les répondants réalisant plus de 60% de leur volume d'affaires avec une clientèle de professionnels subissent moins les annulations d'évènements que la moyenne et, dans une moindre mesure, les difficultés d'approvisionnement. En revanche, ils souffrent en plus grand nombre des annulations de commandes, des difficultés de recouvrement, d'arrêt des ventes à l'export ou de difficultés à maintenir les emplois au sein de leur entreprise. Ils sont également plus nombreux à anticiper des difficultés pour la reprise des commandes en sortie de confinement et à annuler des investissements prévus en 2020.



Des différences notables selon la Région

Base : cf. tableau
Q12. Quelles sont les conséquences de la situation sur votre activité ?

% de répondants par Région

	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Nombre de répondants	*1 984*	*214*	*83*	*131*	*70*	*340*	*61*	*287*	*132*	*267*	*193*	*100*	*83*
Difficultés trésorerie	58%	56%	61%	58%	60%	55%	56%	60%	62%	55%	58%	63%	64%
Difficultés recouvrement	28%	28%	37%	23%	29%	26%	43%	35%	33%	26%	20%	26%	28%
Annulation commandes	41%	41%	47%	30%	36%	40%	48%	45%	36%	40%	41%	45%	43%
Annulation événements	75%	74%	77%	85%	79%	73%	80%	68%	80%	79%	78%	76%	61%
Réponse commandes en ligne	10%	8%	6%	13%	9%	11%	5%	8%	12%	10%	13%	11%	11%
Difficultés approvisionnements	59%	58%	54%	58%	64%	61%	52%	62%	58%	59%	66%	55%	49%
Arrêt des ventes à l'export	17%	18%	22%	17%	21%	14%	21%	18%	21%	16%	16%	16%	16%
Difficultés maintien emplois	11%	14%	16%	11%	13%	9%	11%	14%	11%	11%	8%	10%	12%
Annulation investissements	26%	25%	29%	32%	27%	24%	26%	23%	30%	23%	25%	28%	23%
Reprise commandes sortie de crise	43%	39%	48%	37%	40%	42%	39%	44%	45%	46%	44%	45%	45%
Annulation de vos formations	6%	6%	8%	5%	6%	4%	5%	7%	15%	5%	9%	7%	6%

Les répondants de Bourgogne-Franche-Comté et de Normandie subissent les différentes conséquences de la crise dans des proportions plus importantes que la moyenne, à l'inverse de ceux du Grand Est, de l'AURA, de la Nouvelle Aquitaine, voire de la région Sud-PACA. Les difficultés de recouvrement, les conséquences de l'annulation d'évènements ou encore les difficultés d'approvisionnement font apparaître le plus de variations selon la Région du répondant.

	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Difficultés trésorerie	58%	2%	-3%	0%	-2%	3%	2%	-2%	-4%	3%	1%	-5%	-6%
Difficultés recouvrement	28%	1%	-9%	6%	0%	3%	-14%	-6%	-4%	2%	9%	2%	1%
Annulation commandes	41%	0%	-6%	11%	5%	1%	-7%	-4%	5%	1%	-1%	-4%	-2%
Annulation événements	75%	2%	-2%	-10%	-3%	3%	-5%	7%	-5%	-4%	-3%	-1%	14%
Réponse commandes en ligne	10%	2%	4%	-3%	2%	-1%	5%	2%	-2%	0%	-3%	-1%	-1%
Difficultés approvisionnements	59%	2%	5%	1%	-5%	-2%	7%	-3%	1%	1%	-7%	4%	10%
Arrêt des ventes à l'export	17%	-1%	-5%	0%	-4%	3%	-4%	-1%	-4%	1%	2%	1%	1%
Difficultés maintien emplois	11%	-3%	-4%	1%	-1%	3%	0%	-2%	1%	0%	3%	1%	-1%
Annulation investissements	26%	0%	-3%	-7%	-2%	1%	-1%	2%	-4%	2%	0%	-2%	3%
Reprise commandes sortie de crise	43%	4%	-5%	6%	3%	1%	4%	-1%	-2%	-3%	0%	-2%	-2%
Annulation de vos formations	6%	1%	-2%	2%	1%	3%	2%	0%	-9%	2%	-2%	-1%	0%

Ecart (en points) à la moyenne (ensemble des répondants)

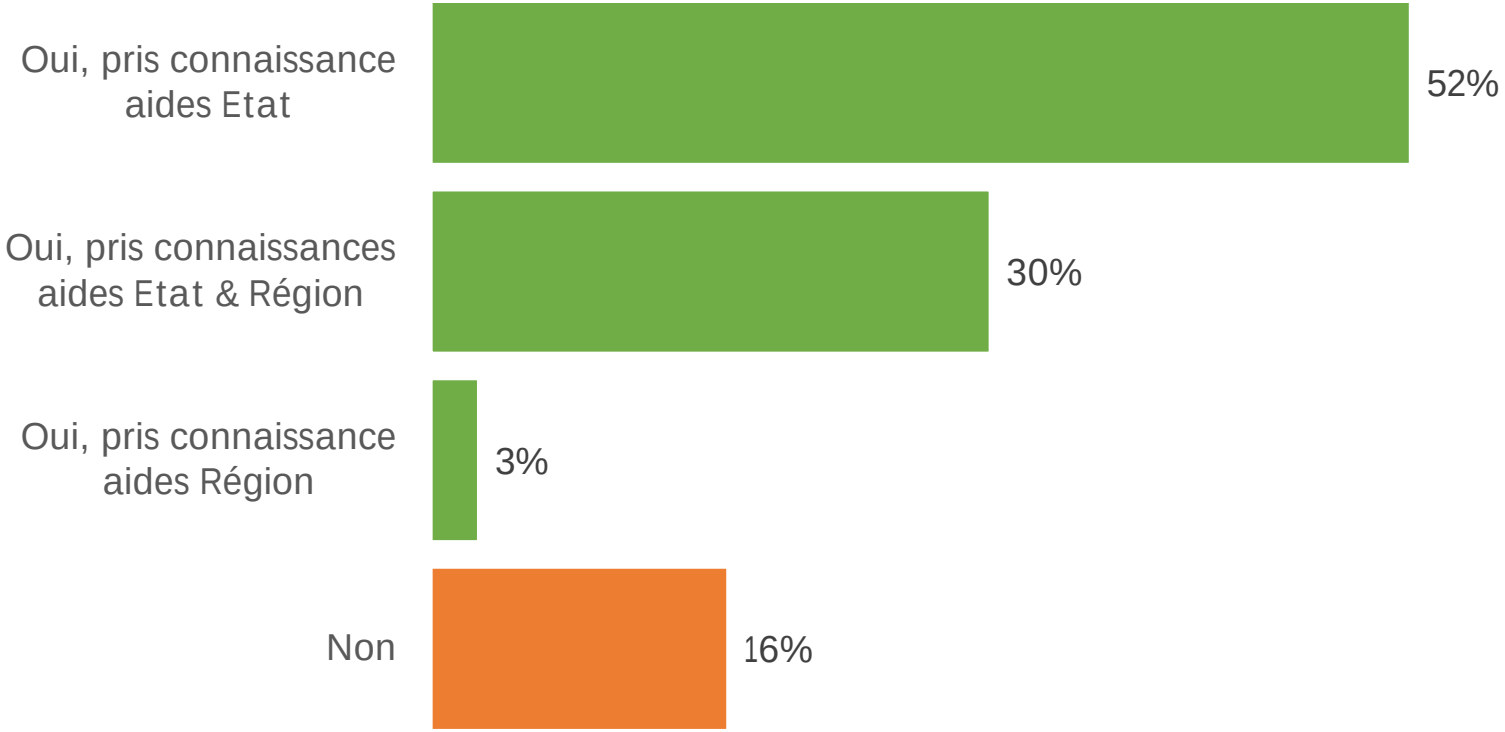
Jugement quant aux aides mises en oeuvre

Attilalou © Augustin Détienne

L'information quant aux aides mise en œuvre par l'Etat circule efficacement

Base : Total échantillon (1 984 répondants)
Q13. Connaissez-vous les mesures d'aides aux entreprises mises en place par l'Etat et/ou votre Région ?

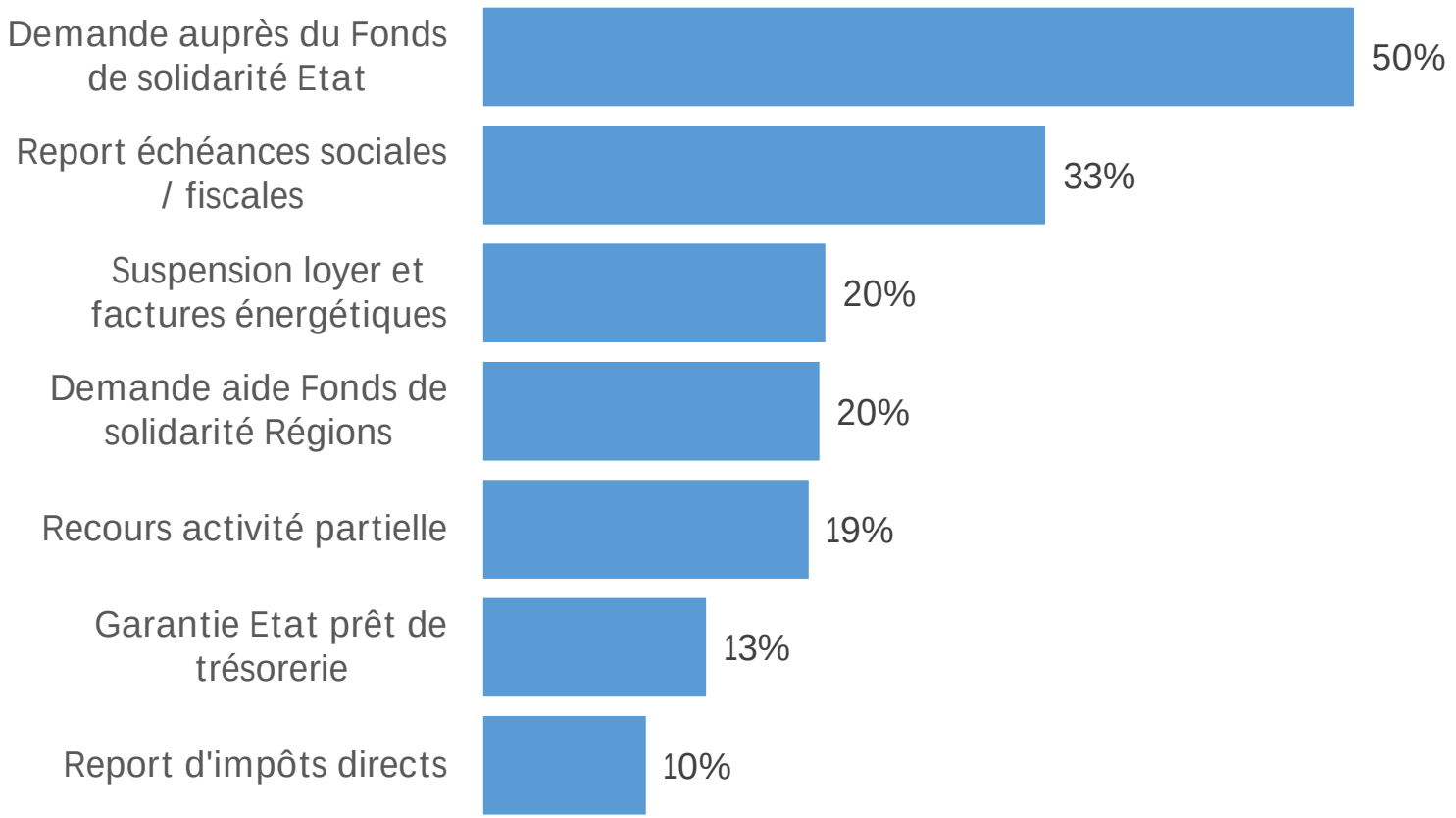
Plus de 8 répondants sur 10 ont pris connaissance des aides de l'Etat mais seulement un tiers de celles de leur Région.
(Pour rappel : dates d'enquête du 27/03 au 15/04/2020)



Un recours important au fonds de solidarité

Base : Total échantillon (1 984 répondants)
Q13bis. Si oui, avez-vous sollicité ou allez-vous solliciter certaines de ces aides ?

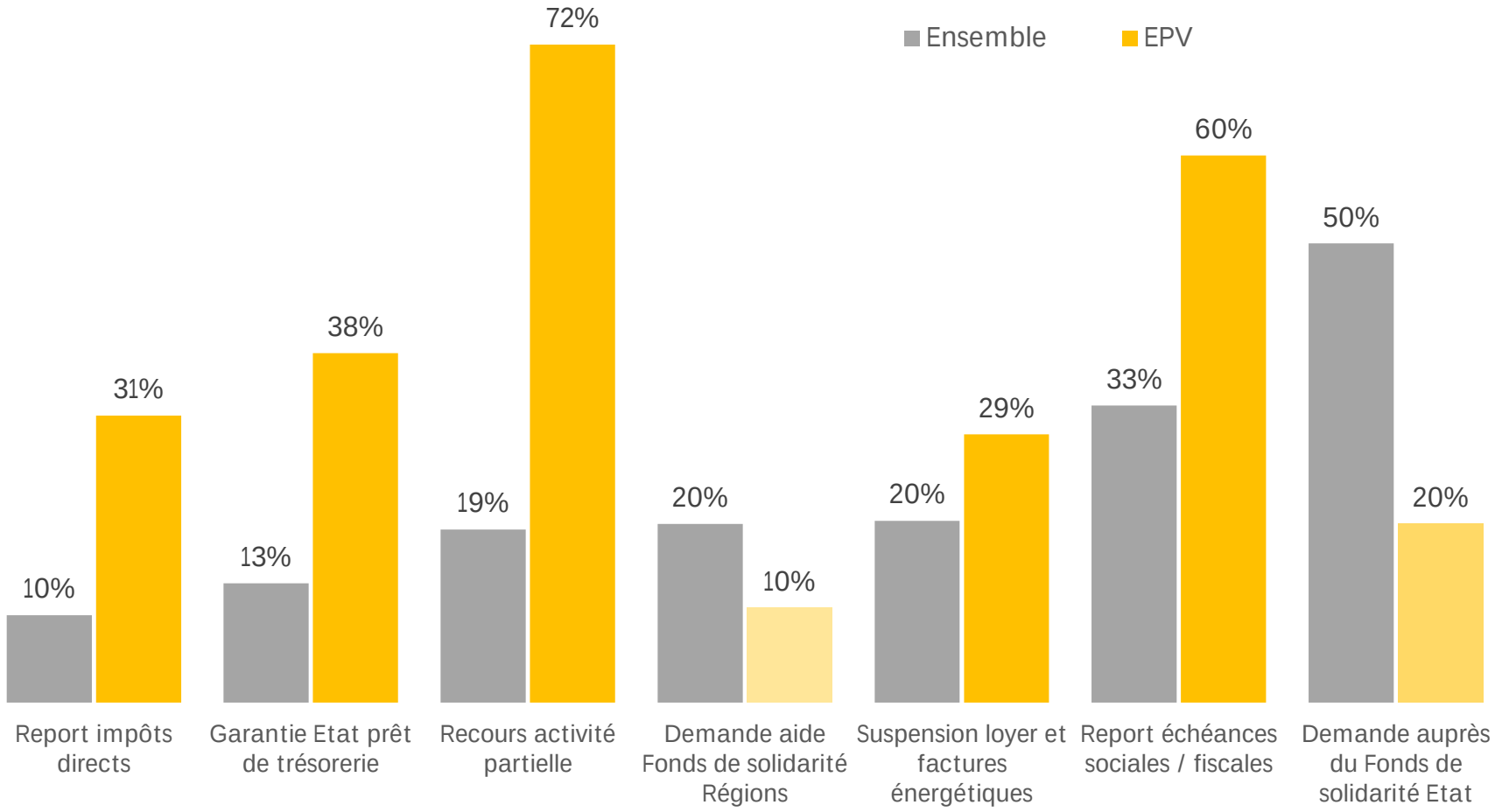
La moitié des répondants (50%) a sollicité ou compte solliciter le fonds de solidarité mis en œuvre par l'Etat, alors que seulement 13% ont sollicité ou comptent solliciter la garantie de l'Etat pour l'obtention d'un prêt de trésorerie.
Un tiers des répondants a fait les démarches pour reporter ses échéances sociales et/ou fiscales.
Seulement 20% des répondants ont sollicité ou compte solliciter le fonds de solidarité mis en œuvre par leur Région.



Les EPV recourent différemment aux aides d'urgence

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants EPV (337 répondants)
Q13bis. Si oui, avez-vous sollicité ou allez-vous solliciter certaines de ces aides ?

Comparativement à l'ensemble des répondants, les EPV ont plus massivement recours à l'activité partielle et au report d'échéances sociales et fiscales et, dans une moindre mesure néanmoins, à la garantie d'Etat pour l'obtention d'un prêt de trésorerie ou le report des impôts directs.
A l'inverse, les EPV sont moins nombreuses à solliciter les fonds de solidarité national ou régional, la taille et/ou le chiffre d'affaires d'une part importante des EPV ne correspondant pas aux critères d'éligibilité.



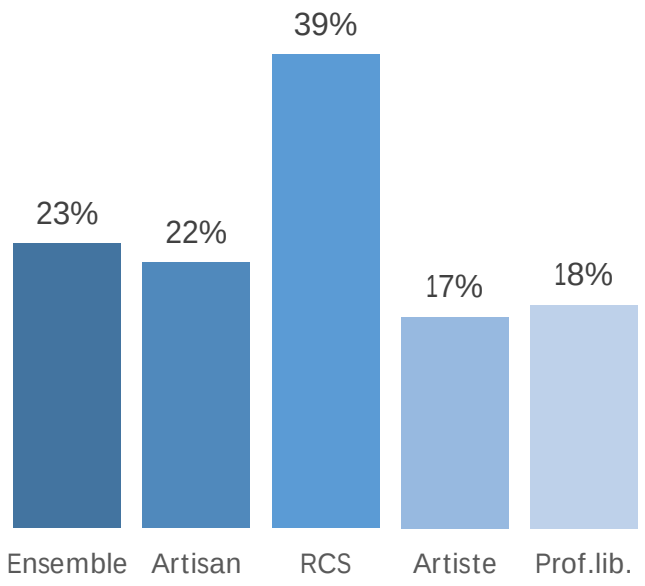
Des différences parfois sensibles selon le statut

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants Artisans (1 379 répondants), RCS (277 répondants), Artistes-auteurs (203 répondants), Professions libérales (77 répondants)
Q13bis. Si oui, avez-vous sollicité ou allez-vous solliciter certaines de ces aides ?

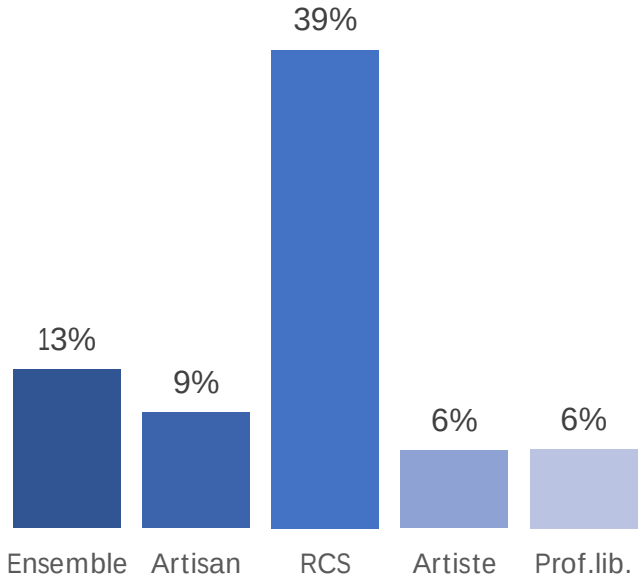
Globalement, les répondants inscrits au RCS, de taille moyenne plus importante que les autres types de répondant, sollicitent plus massivement et de manière plus complète les aides mises en œuvre par les pouvoirs publics. Cela est flagrant dans la sollicitation de la garantie de l'Etat pour l'obtention d'un prêt en trésorerie. A l'inverse, ce profil d'entreprise sollicite bien moins l'aide d'urgence proposée via le fonds de solidarité de l'Etat, au contraire des artisans dont une majorité importante sollicite ou compte solliciter ce soutien.

Sollicitation moyenne selon le statut

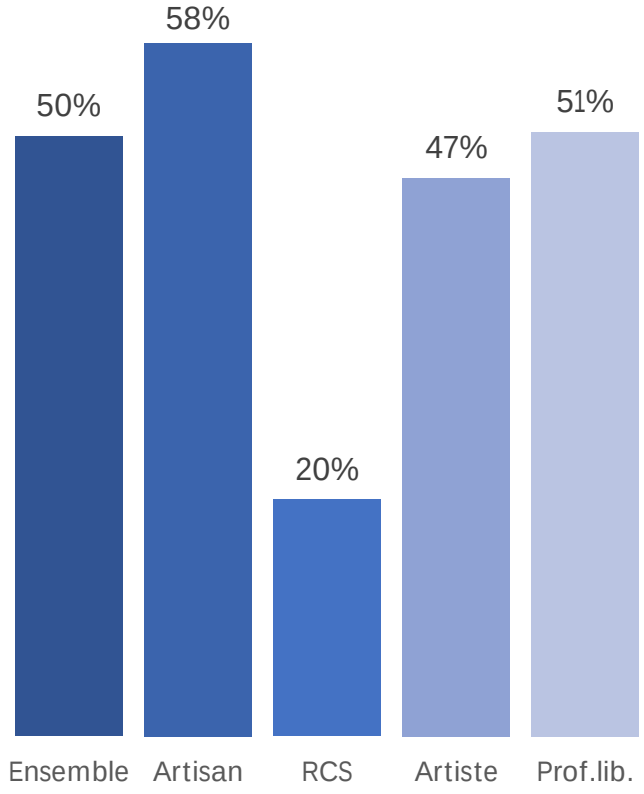
(moyenne des items de réponse à Q13bis)



Sollicitation de la garantie de l'Etat pour un prêt en trésorerie auprès d'un établissement financier



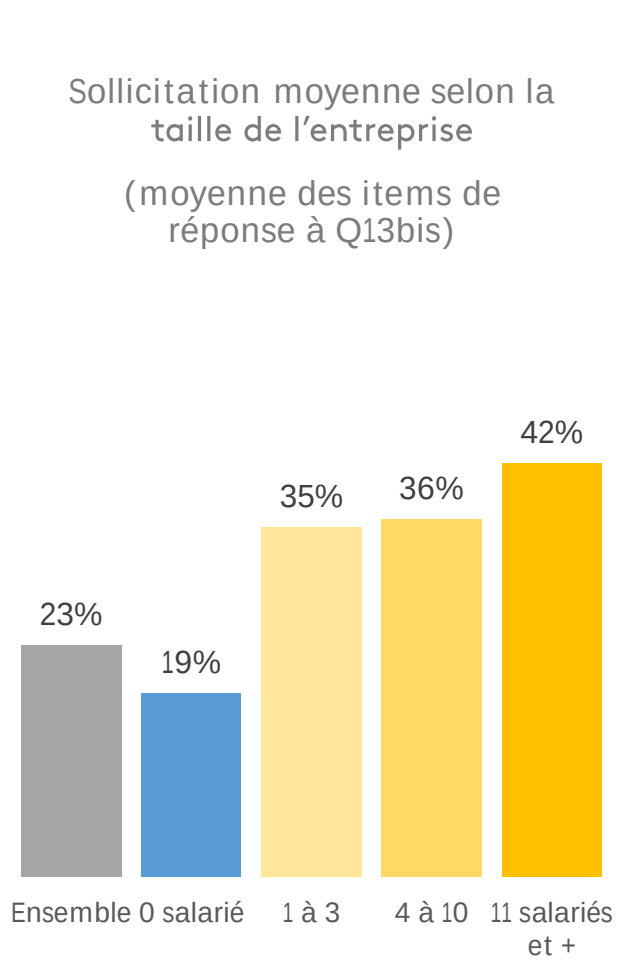
Sollicitation du Fonds de solidarité mis en œuvre par l'Etat

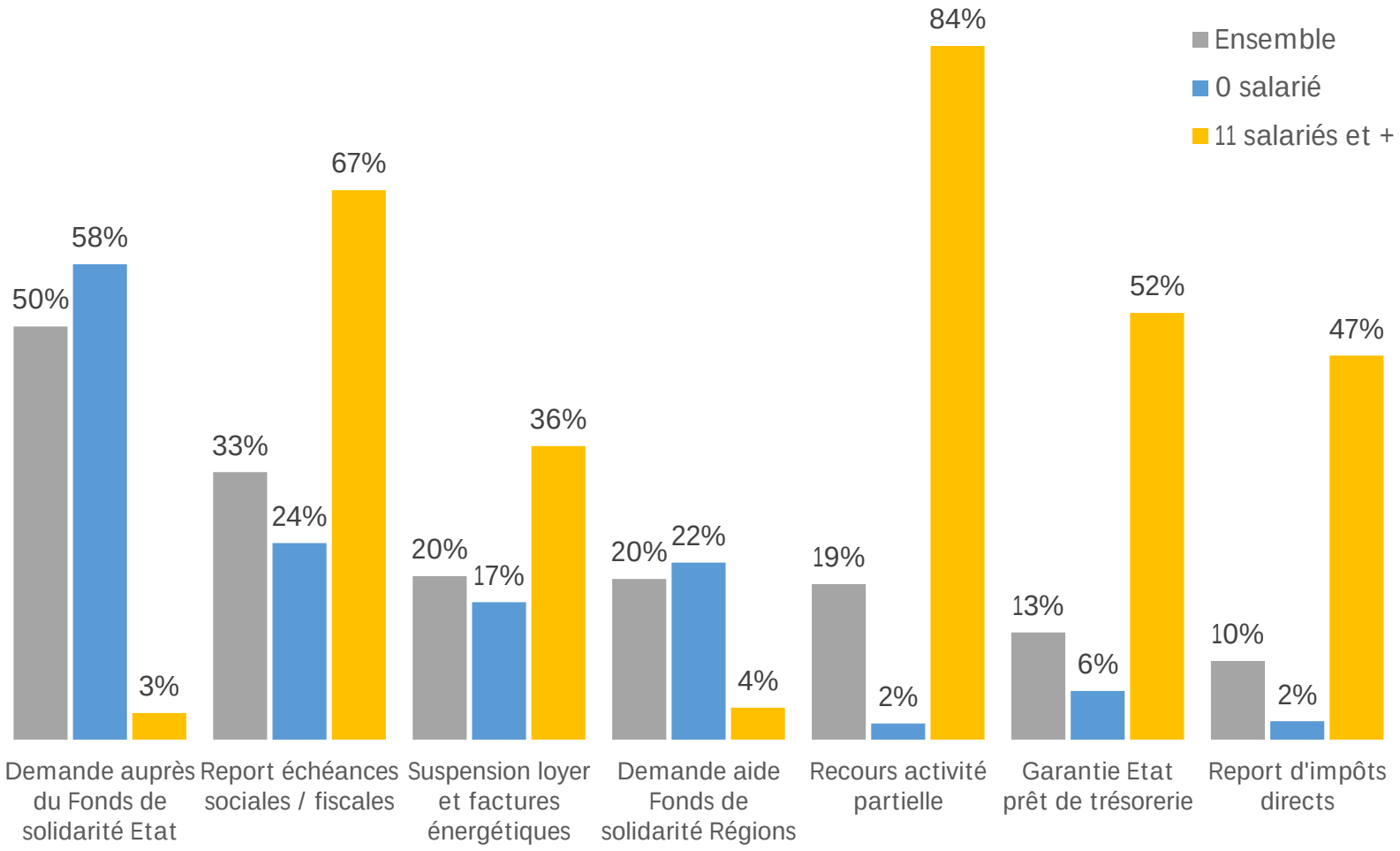


Des mesures d'urgence variables selon la taille

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants sans salarié (1 471 répondants), 1 à 3 salariés (221 répondants), 4 à 10 salariés (132) et 11 salariés et plus (154)
Q13bis. Si oui, avez-vous sollicité ou allez-vous solliciter certaines de ces aides ?

Plus l'entreprise emploie de salariés, plus elle sollicite les aides d'urgences, et notamment le recours au chômage partiel, le report des échéances fiscales et sociales et celui des impôts directs ou encore la garantie de l'Etat pour l'obtention d'un prêt en trésorerie.

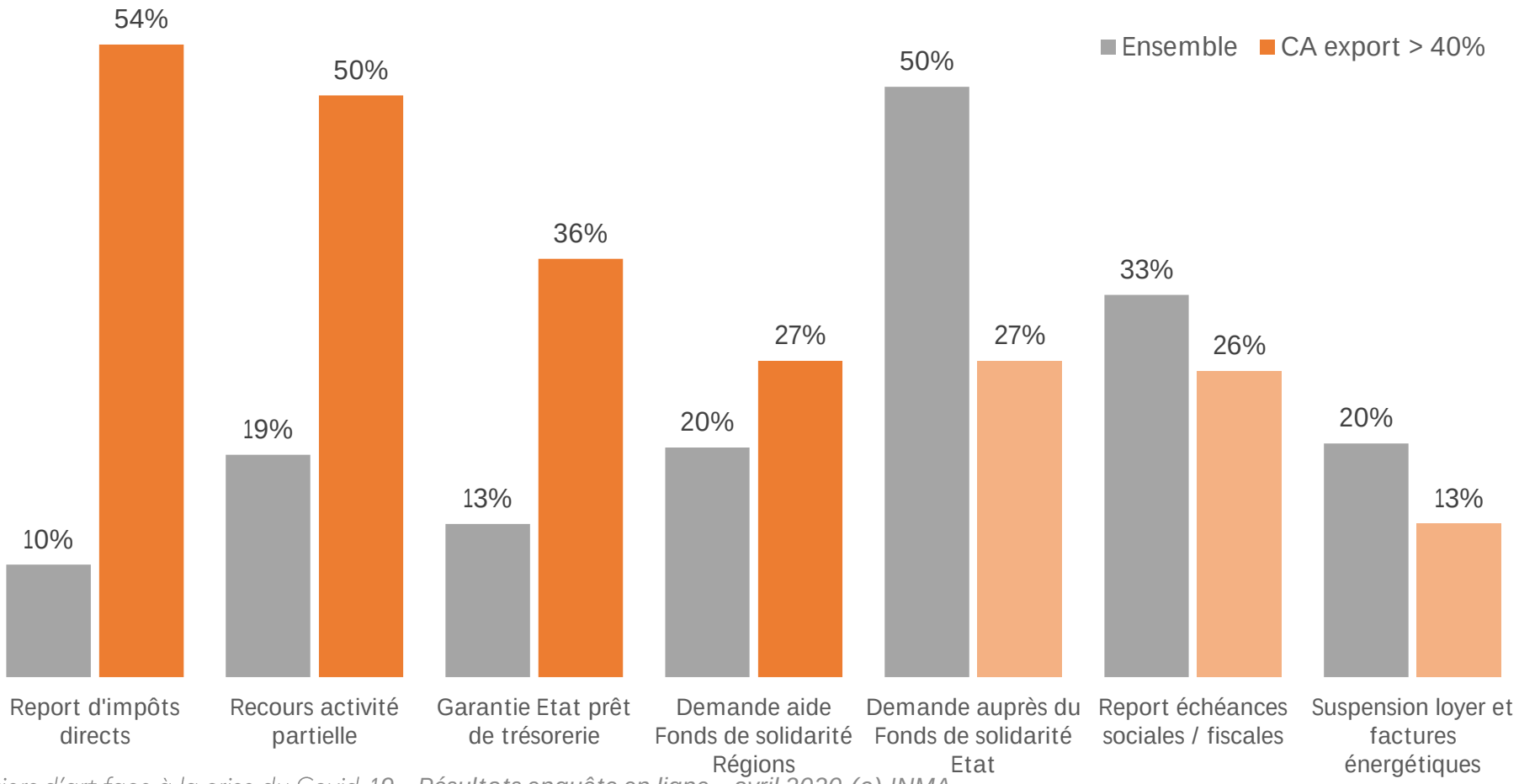




Recours aux aides selon l'activité à l'export

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants réalisant plus de 40% de leur CA à l'export (115 répondants)
Q13bis. Si oui, avez-vous sollicité ou allez-vous solliciter certaines de ces aides ?

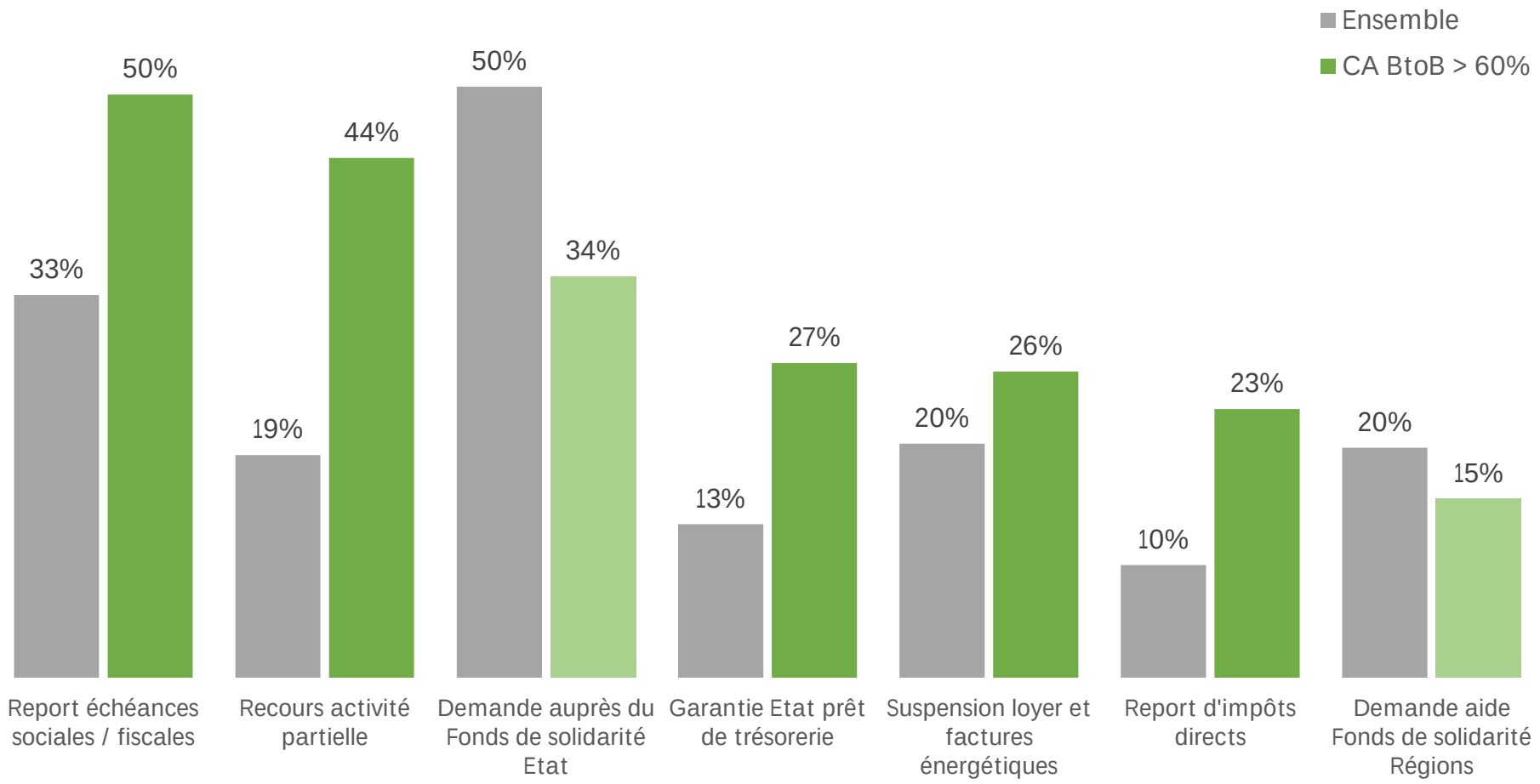
Les entreprises réalisant plus de 40% de leur volume d'affaires à l'export sollicitent en tout premier lieu l'administration fiscale pour le report d'impôts directs. Outre un recours bien plus important que la moyenne à l'activité partielle ou à la garantie de l'Etat pour un prêt en trésorerie, elles sont aussi proportionnellement plus nombreuses à solliciter ou vouloir solliciter leur fonds de solidarité régional.



Recours aux aides selon l'activité auprès d'une clientèle de professionnels

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants réalisant plus de 60% de leur CA en BtoB (407 répondants)
Q13bis. Si oui, avez-vous sollicité ou allez-vous solliciter certaines de ces aides ?

Les répondants réalisant plus de 60% de leur chiffre d'affaires annuel auprès d'une clientèle de professionnels sollicitent ou vont le plus solliciter le report d'échéances fiscales et sociales (pour la moitié d'entre eux) et le recours à l'activité partielle (44%). Ce profil d'entreprises sollicitent plus les aides que la moyenne.



Recours aux aides selon la Région

Base : cf. tableau
Q13bis. Si oui, avez-vous sollicité ou allez-vous solliciter certaines de ces aides ?

	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Nombre de répondants	*1 984*	*214*	*83*	*131*	*70*	*340*	*61*	*287*	*132*	*267*	*193*	*100*	*83*
Report échéances sociales / fiscales	33%	37%	31%	29%	31%	32%	44%	36%	31%	28%	28%	28%	46%
Garantie Etat prêt de trésorerie	13%	14%	12%	11%	10%	10%	21%	17%	15%	12%	10%	14%	20%
Recours activité partielle	19%	26%	27%	12%	17%	17%	30%	19%	21%	18%	15%	11%	22%
Demande auprès du Fonds de solidarité Etat	50%	53%	49%	47%	53%	46%	38%	48%	56%	52%	47%	53%	65%
Demande aide Fonds de solidarité Régions	20%	21%	23%	21%	20%	20%	13%	19%	11%	22%	22%	11%	23%
Report d'impôts directs	10%	14%	16%	10%	7%	7%	15%	9%	10%	9%	6%	9%	12%
Suspension loyer et factures énergétiques	20%	30%	20%	17%	14%	14%	21%	29%	9%	16%	14%	23%	35%

Les répondants implantés en régions PACA et AURA ont tendance à solliciter les aides plus que la moyenne, parfois sensiblement (la suspension des charges de loyers et d'énergie notamment). Dans les Hauts-de-France ou en Normandie, les entreprises répondantes ciblent plus leur sollicitations : le report d'échéances sociales et fiscales ou le recours à l'activité partielle dans les Hauts-de-France et la sollicitation du fonds de solidarité de l'Etat en Normandie. Les répondants en Régions Grand Est, Occitanie et Bretagne ont tendance à moins solliciter d'aides que la moyenne.

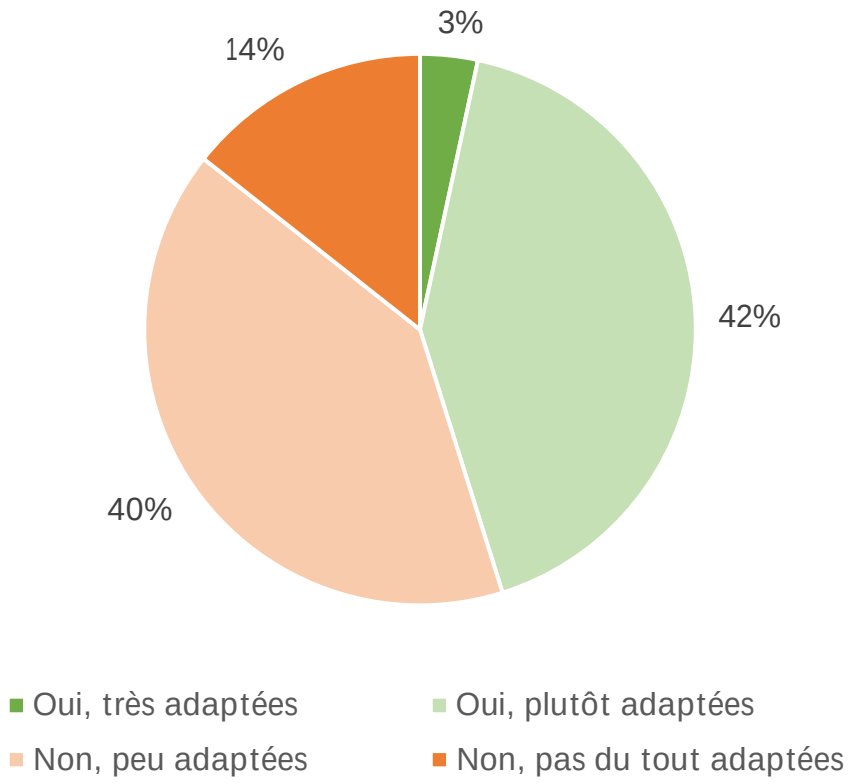
	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Report échéances sociales / fiscales	33%	5%	-1%	-4%	-1%	-1%	12%	3%	-1%	-4%	-4%	-5%	13%
Garantie Etat prêt de trésorerie	13%	0%	-1%	-2%	-3%	-3%	8%	4%	2%	-1%	-3%	1%	7%
Recours activité partielle	19%	7%	8%	-7%	-2%	-2%	11%	0%	2%	-1%	-4%	-8%	3%
Demande auprès du Fonds de solidarité Etat	50%	3%	-1%	-3%	3%	-4%	-13%	-2%	6%	2%	-3%	3%	15%
Demande aide Fonds de solidarité Régions	20%	1%	3%	1%	0%	1%	-6%	-1%	-8%	3%	3%	-9%	3%
Report d'impôts directs	10%	4%	6%	0%	-2%	-3%	5%	-1%	0%	0%	-4%	-1%	2%
Suspension loyer et factures énergétiques	20%	10%	1%	-3%	-6%	-6%	1%	9%	-11%	-3%	-6%	3%	15%

Ecart (en points) à la sollicitation moyenne (ensemble des répondants) pour chaque item

Les professionnels partagés quant à l'adéquation des aides mises en place par rapport à leur activité

Base : Total échantillon (1 984 répondants)
Q13ter. Jugez-vous ces mesures adaptées aux entreprises métiers d'art et du patrimoine vivant ?

Un peu moins de la moitié des répondants estiment que les aides proposées sont très adaptées ou plutôt adaptées. Ils sont néanmoins 14% à les juger pas du tout adaptées.



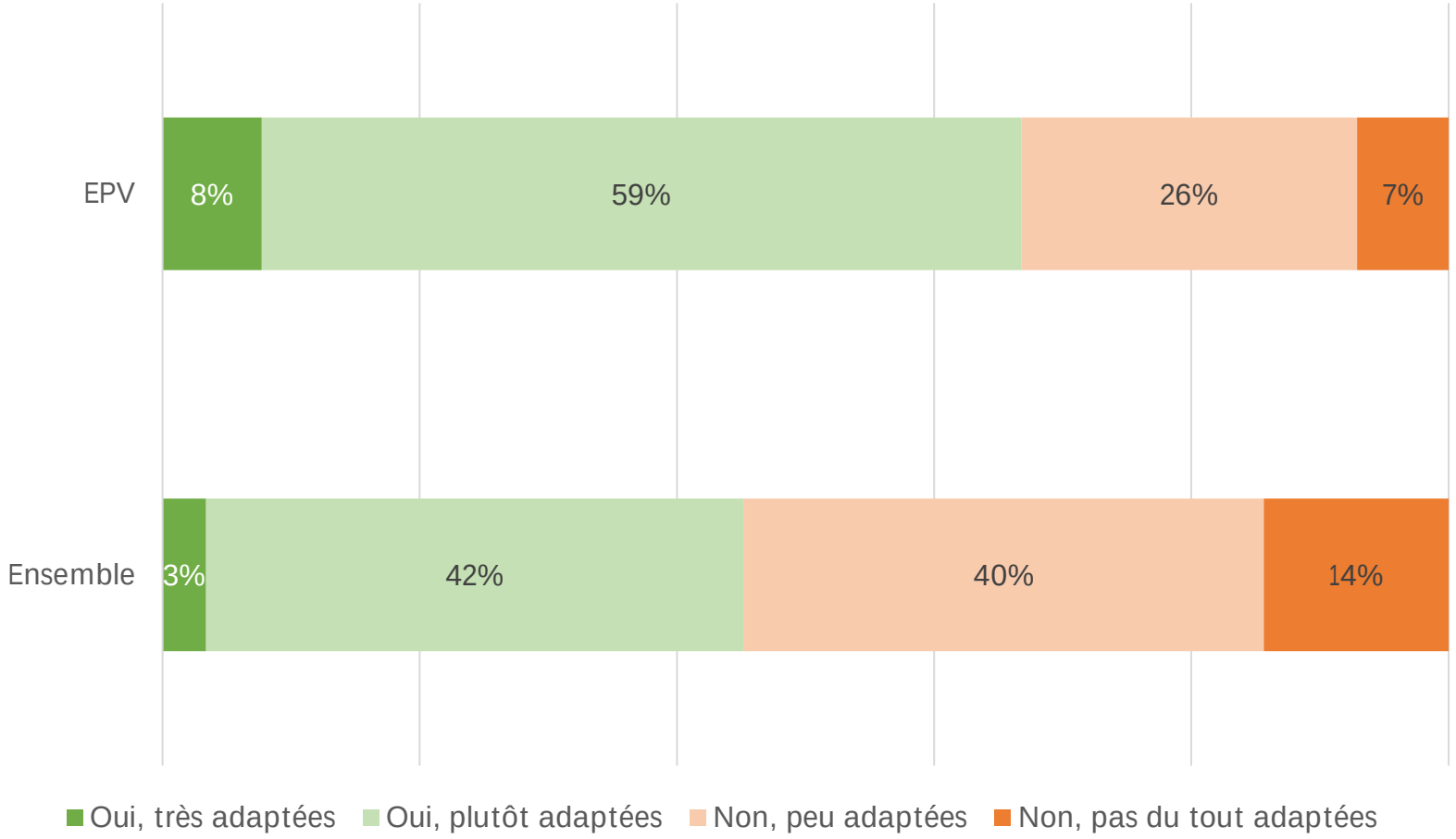
« Pour le coup, je trouve que l'Etat a fait son travail. »
« Il n'y a que ces mesures qui permettront aux TPE Métiers d'Art de se relever. Mais la reprise risque d'être longue. Surtout dans la caraïbe (Martinique et Guadeloupe) qui sont des îles touristiques. »
« Le soutien de l'Etat a été immédiat et très ciblé pour nous aider à passer le début de cette crise sanitaire. Difficile de prédire ce dont nous aurons besoin après .... »
« Le problème est la trésorerie, le prêt garanti d'état est très important, le problème de cette garantie est quelle est seulement sur 12 mois, que se passera t-il ensuite ? »

« C'est l'annulation de mes salons qui est préjudiciable et la privation de rencontrer ma clientèle. Les retombées de ces salons sont toujours ultérieures et ne se mesure en rentrées financières immédiates. »
« Beaucoup d'aides sont en réalité des reports et des accès aux prêts qui ne représentent que de l'endettement supplémentaire. Rien en tant que financement direct à part le fonds de solidarité dont nous n'avons même pas accès alors que nous sommes une TPE moins de 10 salariés et moins de 1 million de CA. »
« Les reports de charge ne feront qu'aggraver le problème. Il faudra quand même payer à un moment donné et sans revenu actuellement cela va être compliqué. De plus, rien ne dit que la clientèle reviendra ensuite. »
« Les conditions d'accès du fond de solidarité ne correspond pas à la réalité de nos activités. Le report de charges est particulièrement inadapté puisque c'est la sortie de crise qui sera la plus compliquée à gérer pour atelier. En effet, nos commandes se déroulent sur un temps long donc, pour le moment, nous survivons sur nos encours mais le renouvellement des commandes sur les mois à venir risque d'être compliqué. »

Les EPV plus satisfaites des aides mises en œuvre que la moyenne

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants EPV (337 répondants)
Q13ter. Jugez-vous ces mesures adaptées aux entreprises métiers d'art et du patrimoine vivant ?

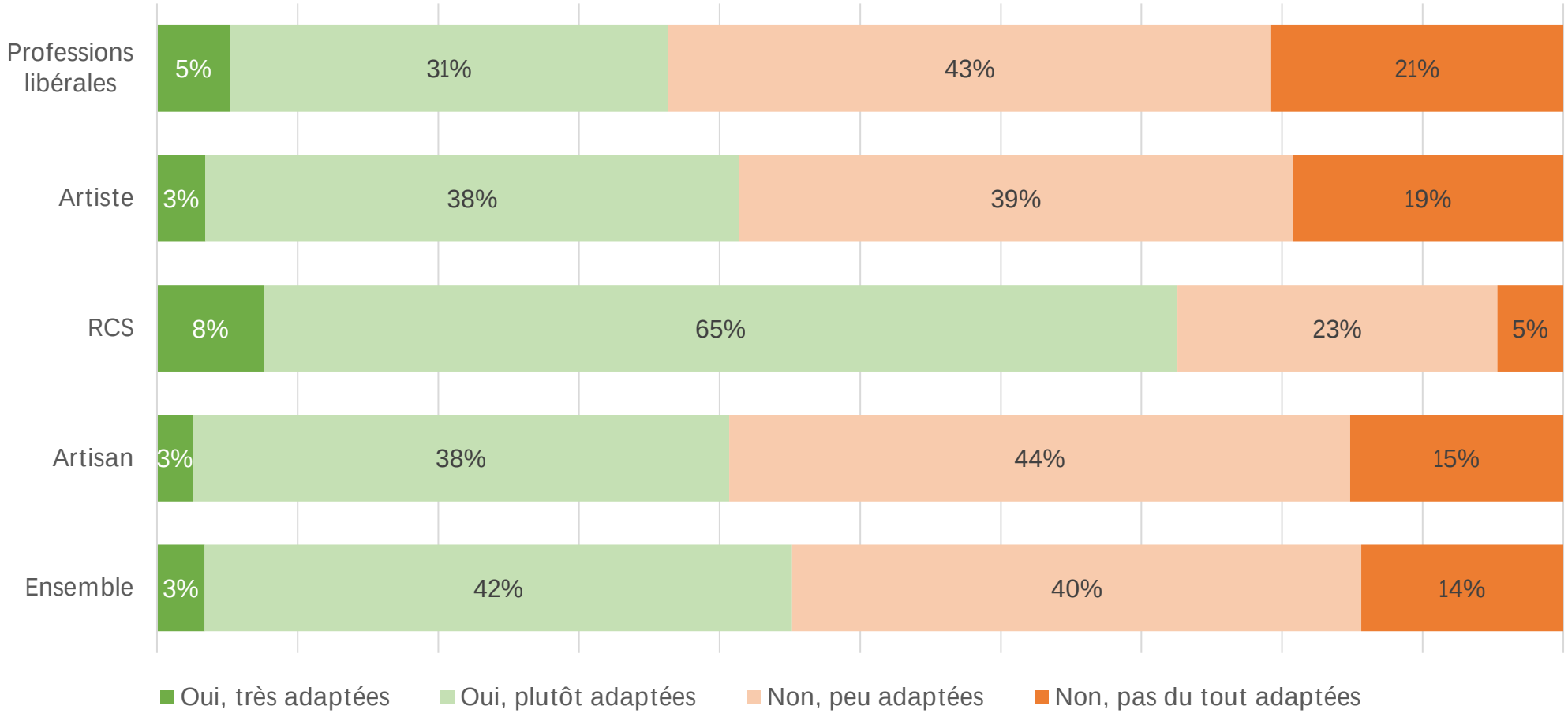
Plus des deux tiers (67%) des répondants EPV estiment que les mesures mises en œuvre sont plutôt adaptées, voire tout à fait adaptées, aux entreprises des métiers d'art et du patrimoine vivant.



Les entreprises inscrites au RCS plus positives

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants Artisans (1 379 répondants), RCS (277 répondants), Artistes-auteurs (203 répondants), Professions libérales (77 répondants)
Q13ter. Jugez-vous ces mesures adaptées aux entreprises métiers d'art et du patrimoine vivant ?

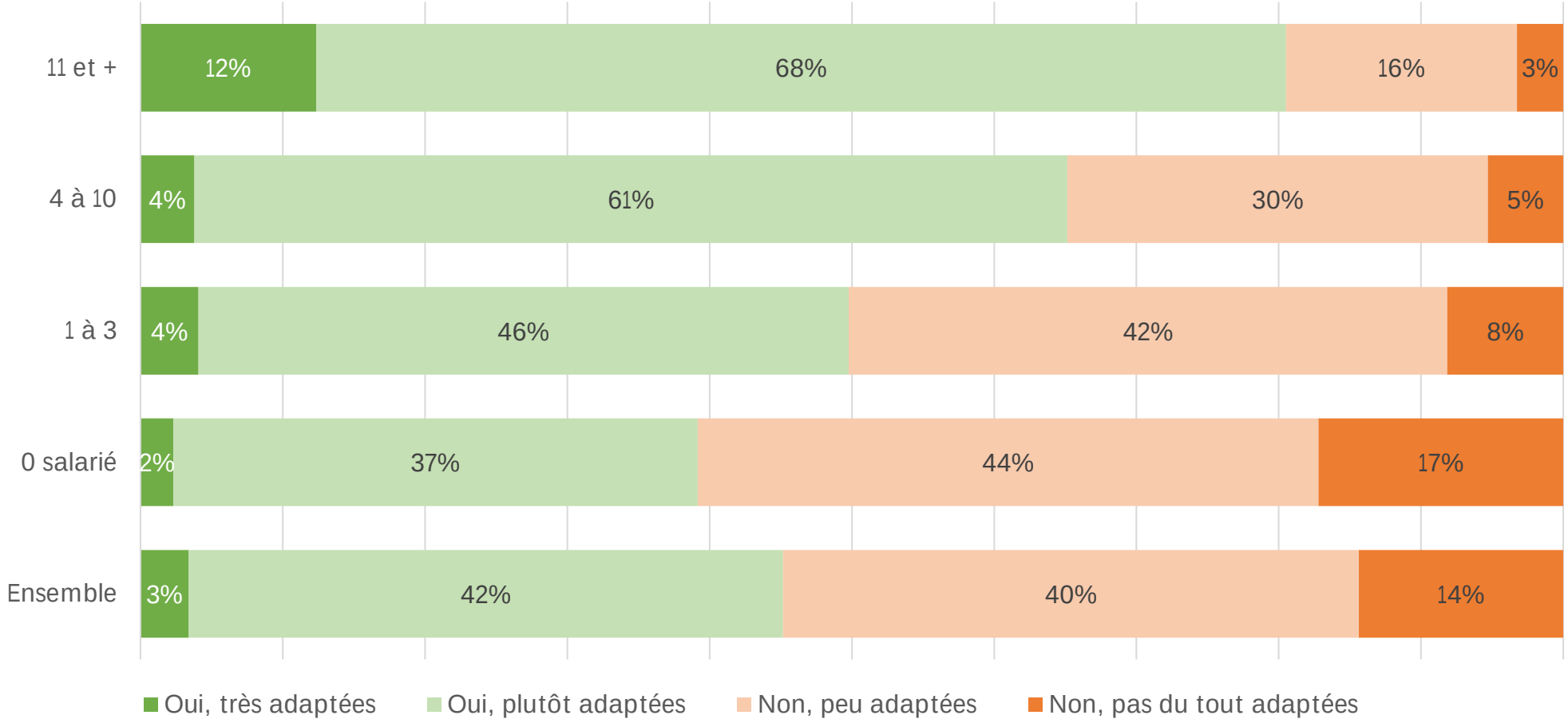
Dans la suite du constat précédent, près des trois quarts (73%) des répondants inscrits au RCS trouvent les aides mises en place plutôt adaptées, voire très adaptées, aux entreprises des métiers d'art et du patrimoine vivant. Les répondants relevant d'autres statuts sont significativement moins satisfaits.



Jugement et taille d'entreprises corrélés

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants sans salarié (1 471 répondants), 1 à 3 salariés (221 répondants), 4 à 10 salariés (132 répondants), plus de 10 salariés (154 répondants)
Q13ter. Jugez-vous ces mesures adaptées aux entreprises métiers d'art et du patrimoine vivant ?

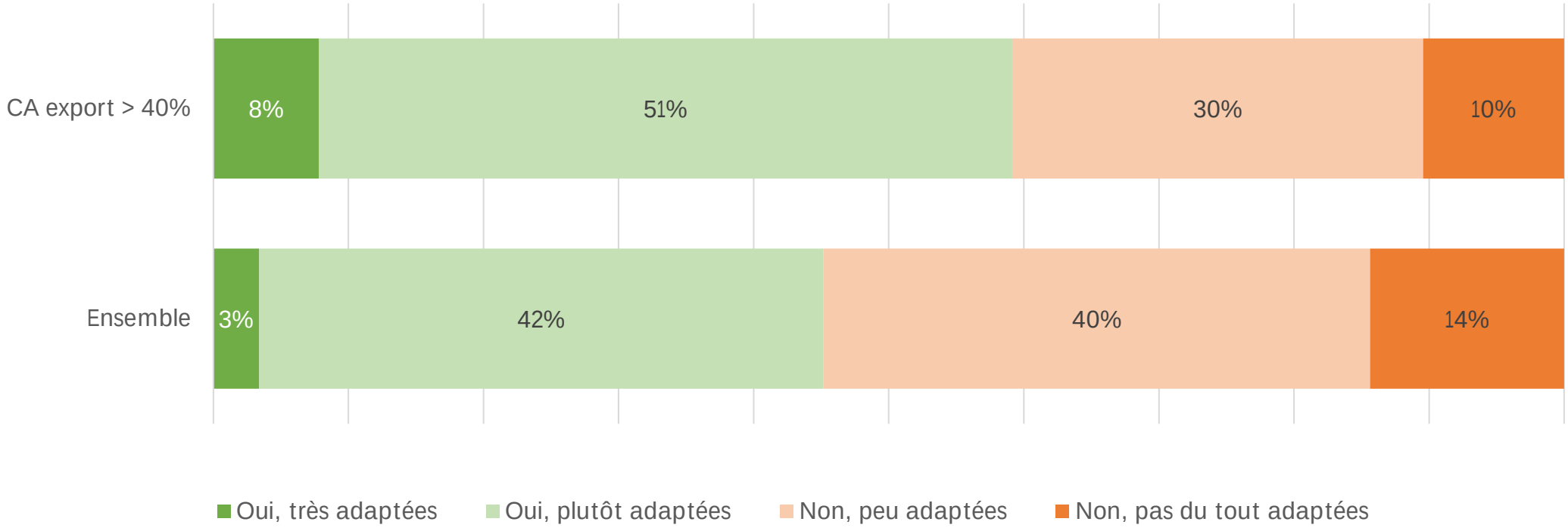
Plus l'entreprise du répondant emploie de salariés et plus le jugement est favorable quant à la pertinence des aides mises en œuvre pour les entreprises des métiers d'art et du patrimoine vivant. 80% des PME estiment que les aides sont plutôt pertinentes, voire très pertinentes.



Les entreprises exportatrices jugent plutôt favorablement les aides

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants réalisant plus de 40% de leur CA à l'export (115 répondants)
Q13ter. Jugez-vous ces mesures adaptées aux entreprises métiers d'art et du patrimoine vivant ?

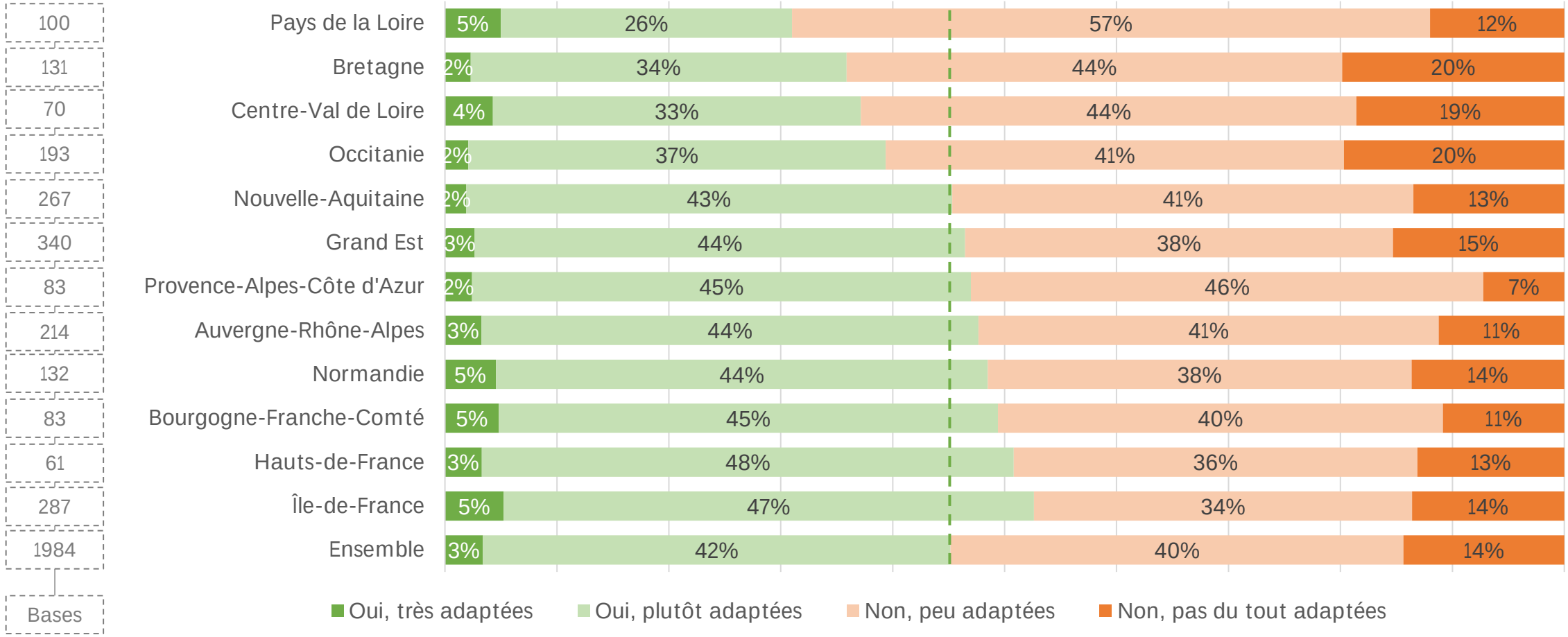
Les entreprises réalisant au moins 40% de leur chiffre d'affaires annuel à l'export estiment majoritairement (59%) que les aides mises en œuvre sont adaptées aux entreprises des métiers d'art et du patrimoine vivant.



De fortes variations selon la Région

Bases : cf. graphique
Q13ter. Jugez-vous ces mesures adaptées aux entreprises métiers d'art et du patrimoine vivant ?

Les répondants ayant une opinion favorable quant à la pertinence des aides pour les entreprises des métiers d'art et du patrimoine vivant sont majoritaires en Ile-de-France et dans les Hauts-de-France. C'est en région Sud-PACA que l'on trouve le moins de répondants très insatisfaits. La moitié ouest de la France est la moins satisfaite.

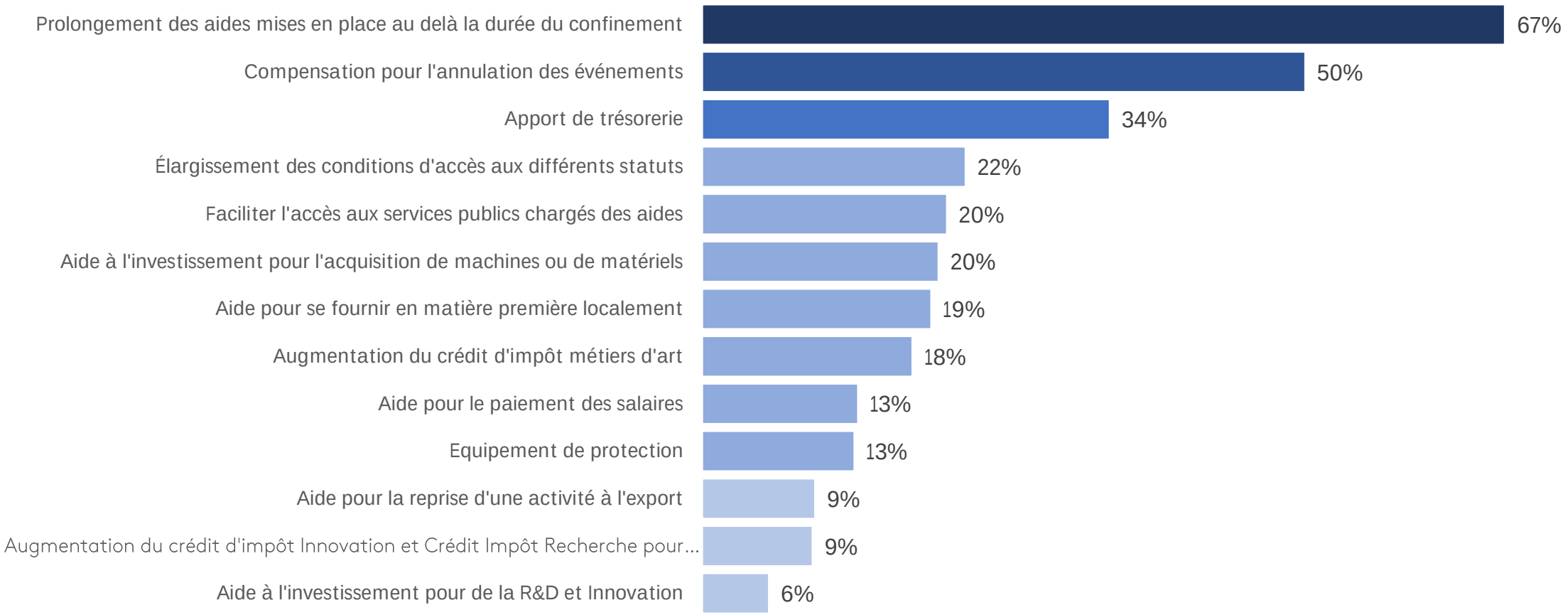


Les besoins

Amélie Viaene © Augustin Détienne

Des besoins essentiellement financiers à ce stade

Base : Total échantillon (1 984 répondants)
Q14. Si des mesures spécifiques ou des aides financières ou opérationnelles devaient être mises en place, lesquelles vous paraîtraient les plus pertinentes?



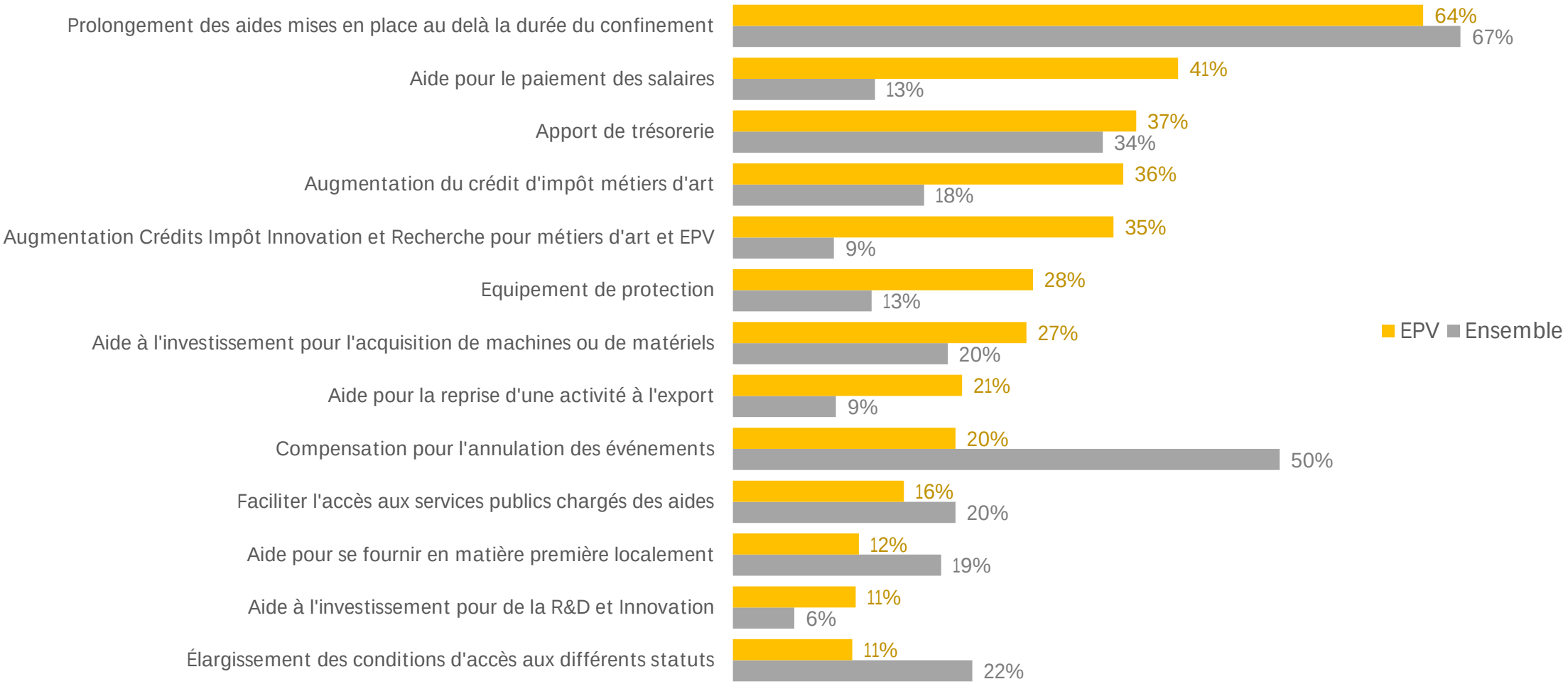
Le fait que plus des deux tiers des répondants souhaitent le prolongement des aides déjà mises en œuvre au-delà du confinement confirme, en quelque sorte, leur pertinence. Cela se justifie par ailleurs par le fait que les répondants craignent un décalage et un étalement des effets délétères de la crise sur leur activité pour la deuxième moitié de 2020 et 2021, du fait du tarissement des commandes.

Outre les évidents besoins de soutien en trésorerie, des solutions sont espérées pour compenser ou contre-balancer le manque à gagner provoqué par l'annulation et le report des évènements et salons printaniers.

Malgré la situation critique, des sujets stratégiques tels que l'investissement dans l'équipement ou la consolidation de filières locales ne sont pas oubliées.

Besoins des EPV

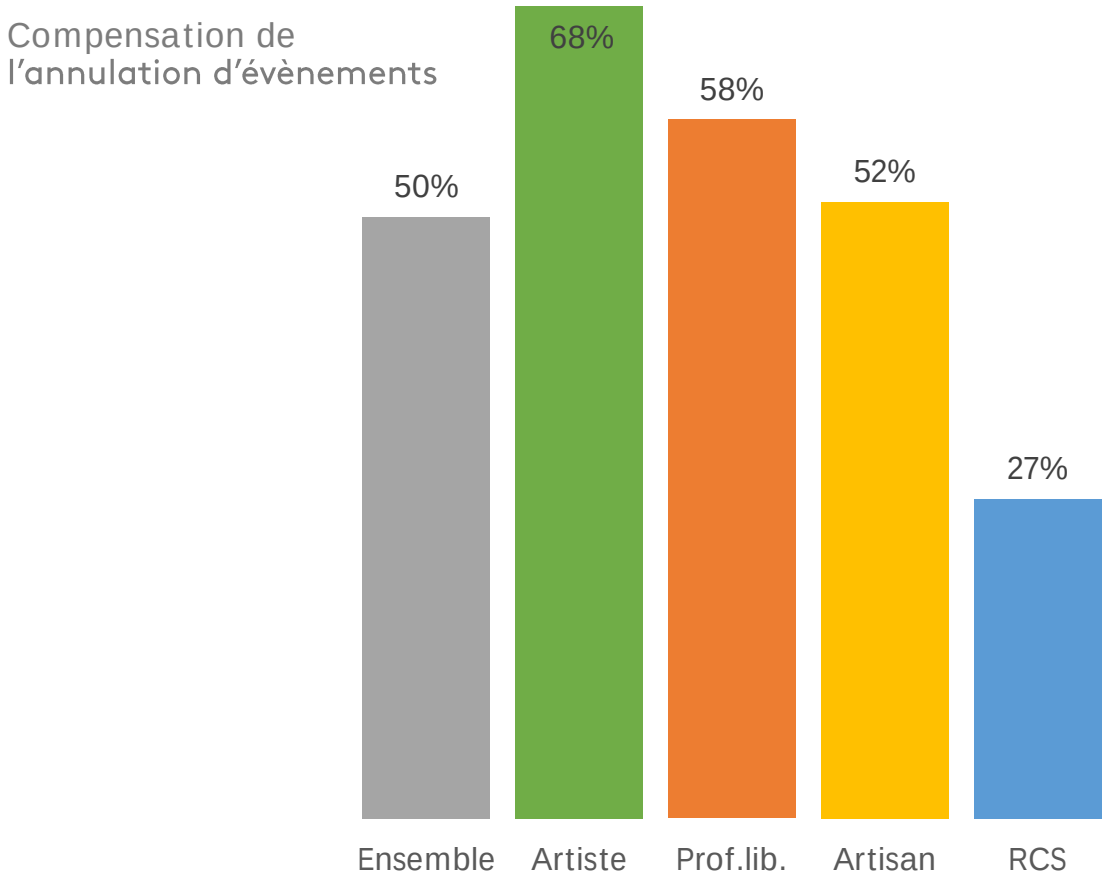
Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants EPV (337 répondants)
Q14. Si des mesures spécifiques ou des aides financières ou opérationnelles devaient être mises en place, lesquelles vous paraîtraient les plus pertinentes?

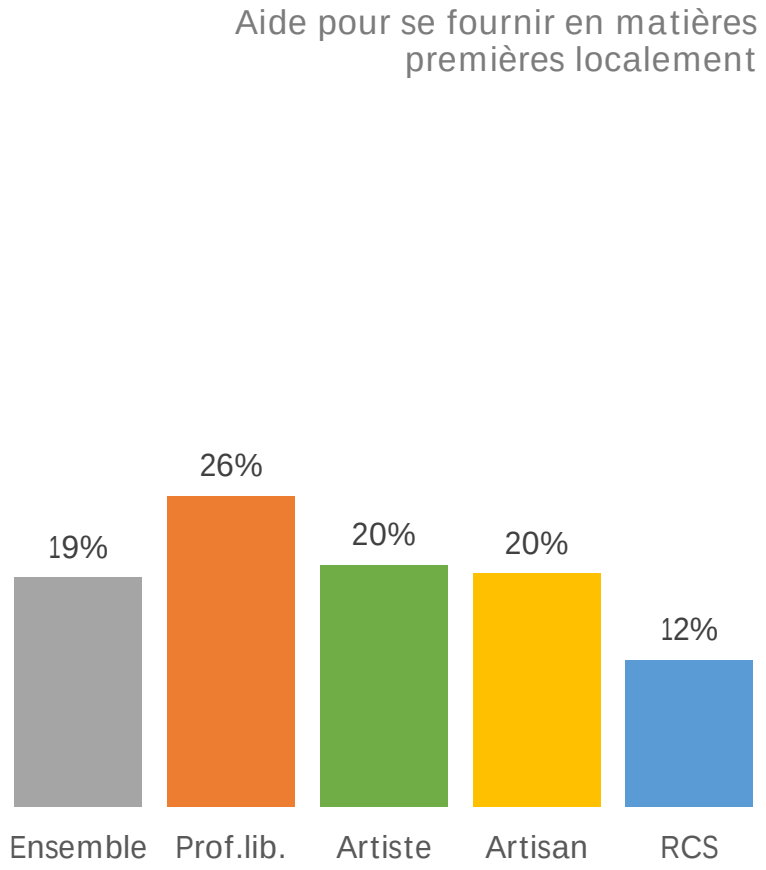


Outre le prolongement des aides et l'apport en trésorerie (dont l'augmentation du CIMA), les EPV ayant répondu à l'enquête souhaitent que l'effort soit porté sur le soutien à la reprise de l'activité et le maintien de l'emploi (aide au paiement des salaires, équipement de protection). L'innovation et l'investissement sont perçus comme des éléments importants de la relance (augmentation du CIR, aide à l'investissement).

Des besoins variables selon le statut

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants Artisans (1 379 répondants), RCS (277 répondants), Artistes-auteurs (203 répondants), Professions libérales (77 répondants)
Q14. Si des mesures spécifiques ou des aides financières ou opérationnelles devaient être mises en place, lesquelles vous paraîtraient les plus pertinentes?



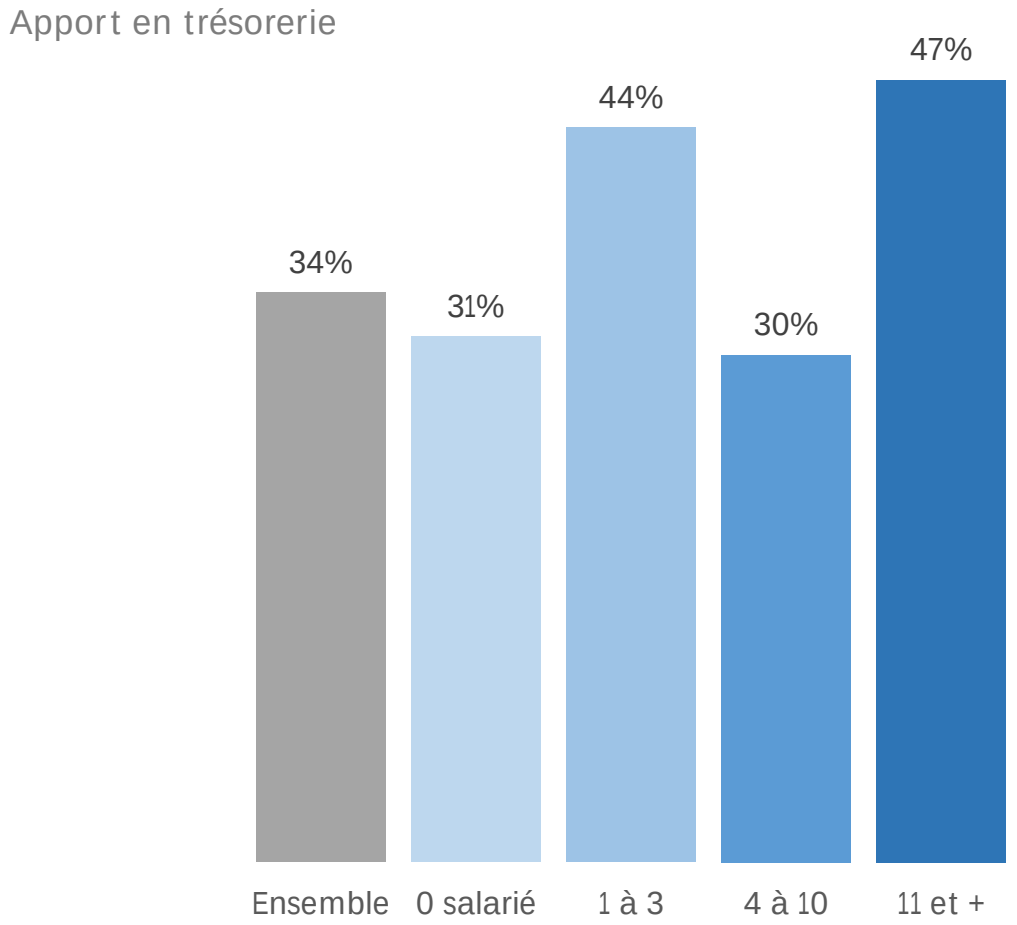


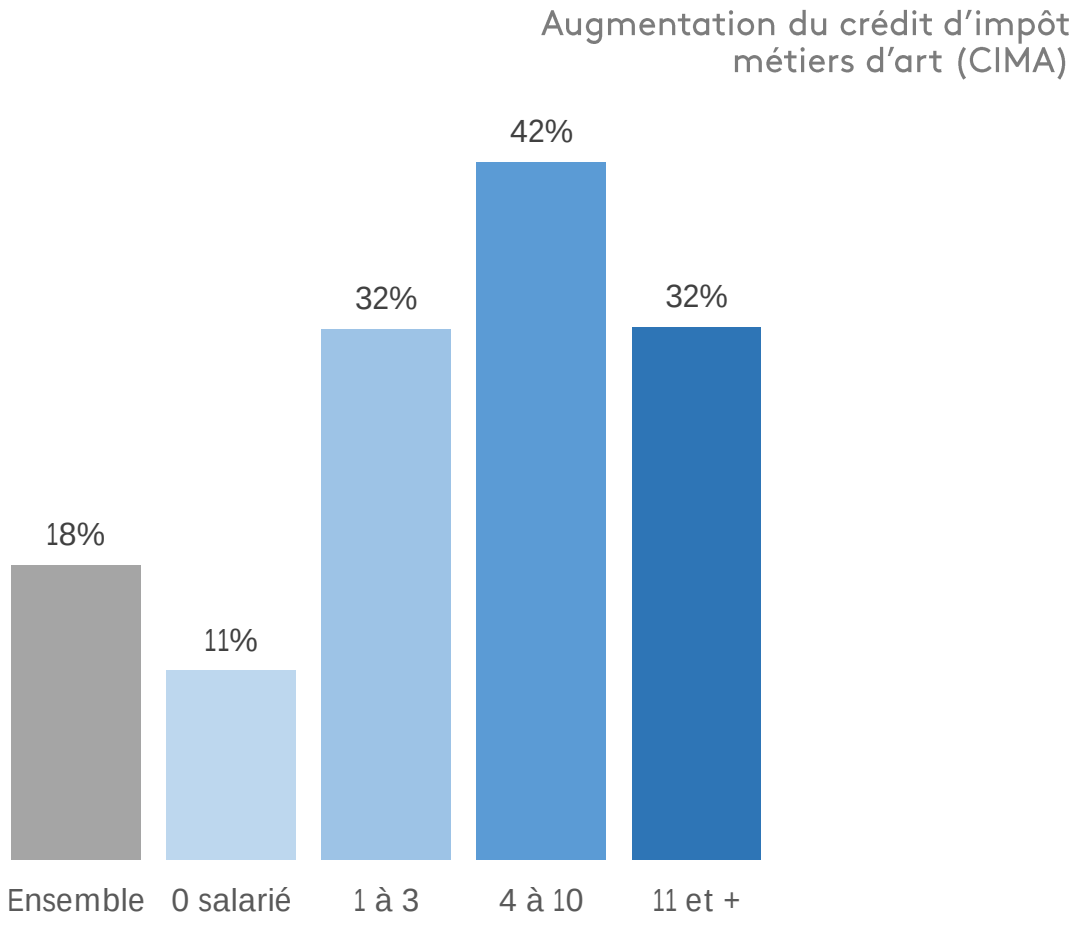
Les besoins diffèrent selon le statut du répondant. On remarque notamment qu'une très forte proportion (plus de deux tiers) d'artistes-auteurs souhaitent voir l'annulation des évènements compensée, contre un peu plus d'un quart des répondants inscrits au RCS.

Les professions libérales sont plus demandeuses d'une aide à la constitution de filières d'approvisionnement locales que les entreprises inscrites au RCS.

Besoins selon la taille de l'entreprise

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants sans salarié (1 471 répondants), 1 à 3 salariés (221 répondants), 4 à 10 salariés (132 répondants), plus de 10 salariés (154 répondants)
Q14. Si des mesures spécifiques ou des aides financières ou opérationnelles devaient être mises en place, lesquelles vous paraîtraient les plus pertinentes?



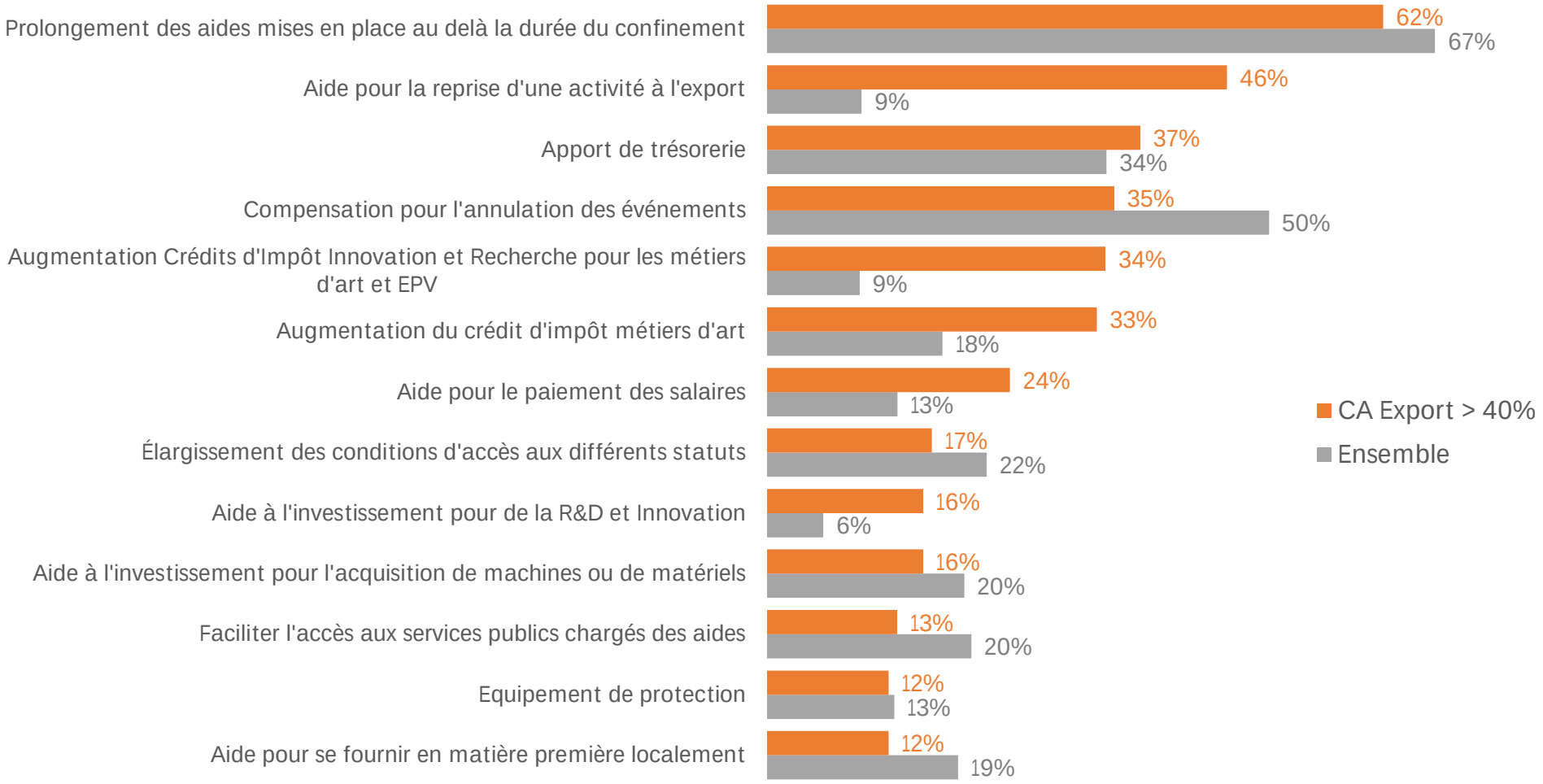


Les besoins diffèrent bien sûr sensiblement selon la taille de l'entreprise. Les répondants dont l'entreprise emploie 1 à 3 salariés et plus encore ceux en employant plus de 10 sont ceux qui souhaitent le plus bénéficier d'apport en trésorerie.

L'augmentation du CIMA est avant tout demandé par les répondants employant un ou plusieurs salariés, et notamment ceux qui en emploient entre 4 et 10.

L'augmentation des crédits d'impôts particulièrement souhaitée par les entreprises exportatrices

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants réalisant plus de 40% de leur CA à l'export (115 répondants)
Q14. Si des mesures spécifiques ou des aides financières ou opérationnelles devaient être mises en place, lesquelles vous paraîtraient les plus pertinentes?

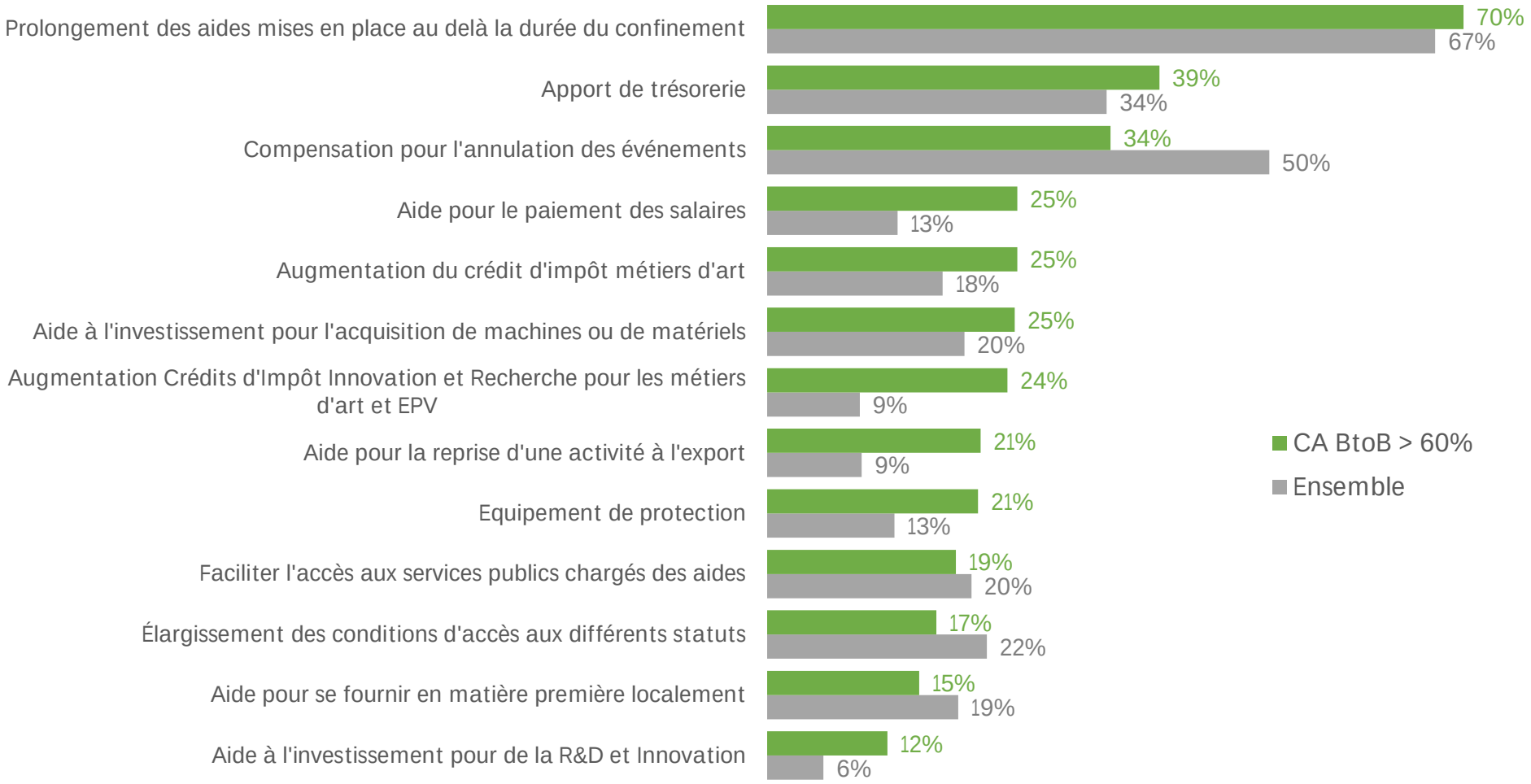


Outre l'évident besoin d'aide pour la reprise d'activité à l'export, les répondants réalisant plus de 40% de leur volume d'affaires annuel à l'export souhaitent voir augmenter les crédits d'impôts pour l'innovation, la recherche et les métiers d'art bien plus fortement que la moyenne.

Elles sont également plus enclines à demander des aides pour le paiement des salaires ou à l'investissement pour l'innovation.

Besoins selon le volume d'activité auprès de professionnels

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants réalisant plus de 60% de leur CA en BtoB (407 répondants)
Q14. Si des mesures spécifiques ou des aides financières ou opérationnelles devaient être mises en place, lesquelles vous paraîtraient les plus pertinentes?



Les entreprises réalisant la majorité de leur chiffre d'affaires auprès d'un clientèle de professionnels sont moins nombreuses à souhaiter une compensation de l'annulation des évènements. En revanche, outre les demandes prégnantes chez tous les professionnels, elles ont plus massivement besoin d'aide pour la relance de la production (paiement des salaires, équipements de protection des salariés, aide à l'investissement pour l'acquisition de machines ou de matériels) et le retour à l'export. L'augmentation des crédits d'impôt métiers d'art, d'innovation et de recherche est également souhaitée.

Les besoins selon les régions

Bases : cf. tableau

Q14. Si des mesures spécifiques ou des aides financières ou opérationnelles devaient être mises en place, lesquelles vous paraîtraient les plus pertinentes?

	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Nombre de répondants	*1 984*	*214*	*83*	*131*	*70*	*340*	*61*	*287*	*132*	*267*	*193*	*100*	*83*
Élargissement des conditions d'accès aux différents statuts	22%	22%	14%	26%	24%	20%	18%	21%	21%	27%	22%	26%	17%
Prolongement des aides mises en place au delà la durée du confinement	67%	67%	71%	63%	70%	66%	67%	68%	64%	64%	72%	67%	66%
Aide pour la reprise d'une activité à l'export	9%	12%	10%	5%	9%	6%	16%	13%	8%	10%	8%	7%	7%
Aide à l'investissement pour l'acquisition de machines ou de matériels	20%	20%	16%	19%	21%	16%	23%	15%	19%	24%	25%	20%	19%
Aide pour se fournir en matière première localement	19%	18%	11%	20%	14%	22%	23%	21%	17%	18%	18%	19%	17%
Aide à l'investissement pour de la R&D et Innovation	6%	8%	6%	5%	7%	4%	11%	5%	10%	7%	4%	3%	4%
Augmentation du crédit d'impôt métiers d'art	18%	20%	23%	21%	17%	16%	15%	18%	15%	12%	17%	17%	22%
Apport de trésorerie	34%	37%	33%	37%	34%	33%	25%	32%	36%	34%	37%	26%	47%
Compensation pour l'annulation des événements	50%	47%	51%	59%	43%	49%	49%	41%	54%	59%	52%	58%	39%
Augmentation Crédits d'Impôt Innovation et Recherche pour métiers d'art et	9%	13%	14%	6%	9%	7%	16%	10%	10%	8%	9%	10%	8%
Aide pour le paiement des salaires	13%	16%	16%	8%	16%	13%	20%	17%	9%	10%	10%	11%	13%
Equipement de protection	13%	14%	19%	9%	11%	10%	20%	13%	15%	14%	9%	13%	14%
Faciliter l'accès aux services publics chargés des aides	20%	17%	19%	27%	20%	17%	15%	22%	21%	21%	20%	28%	22%

Quelques fortes différences se font jour selon les régions, notamment en ce qui concerne les besoins de compensation d'annulation des évènements, bien moins demandés en PACA ou en Ile-de-France qu'en Bretagne, en Pays de la Loire ou en Nouvelle Aquitaine.

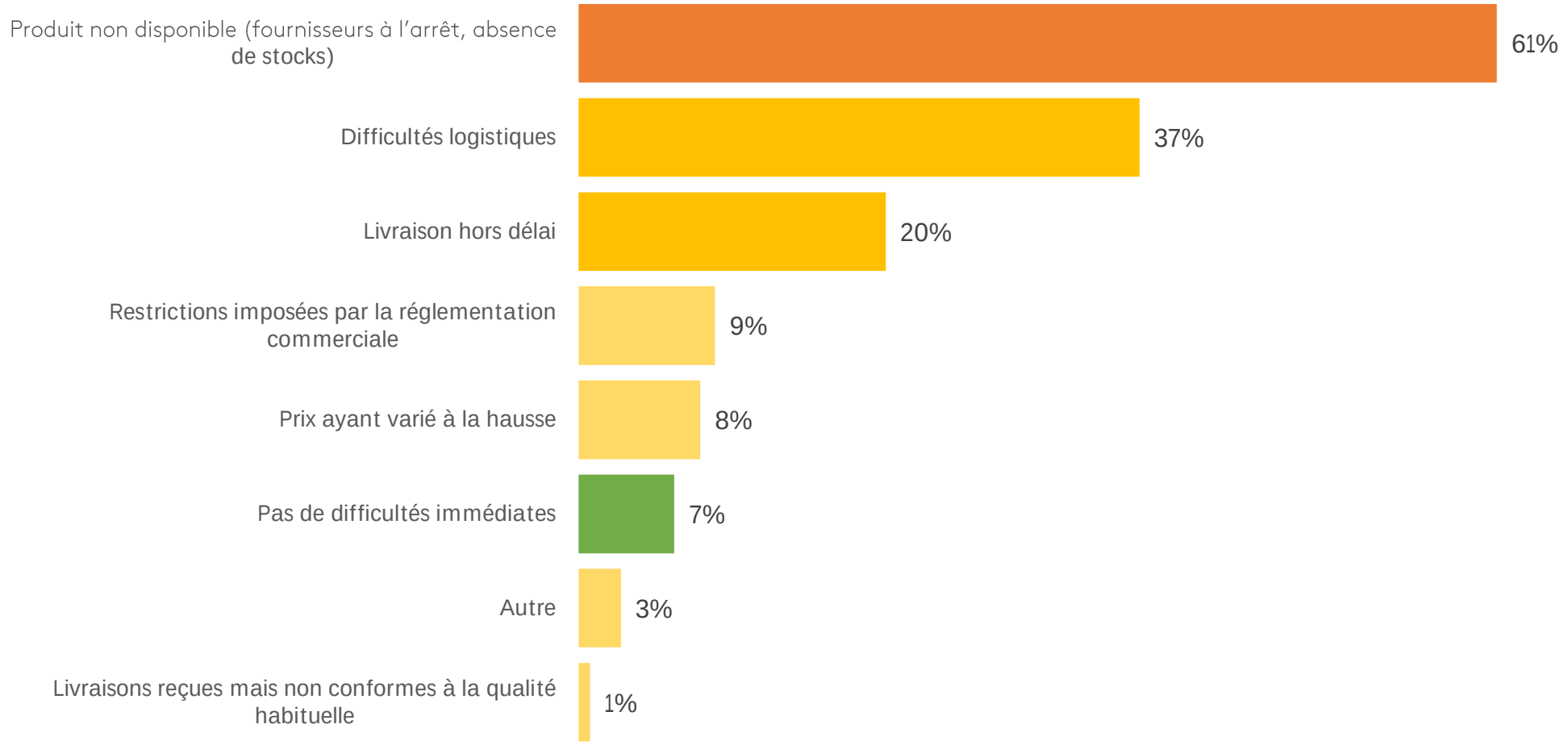
La nécessité d'apport en trésorerie est bien plus prégnante chez les répondants de la région Sud-PACA que dans les Pays de la Loire ou en Hauts-de-France.

	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Élargissement des conditions d'accès aux différents statuts	22%	0%	-8%	4%	2%	-2%	-4%	-1%	-1%	5%	0%	4%	-5%
Prolongement des aides mises en place au delà la durée du confinement	67%	0%	4%	-4%	3%	-1%	0%	1%	-3%	-3%	5%	0%	-1%
Aide pour la reprise d'une activité à l'export	9%	3%	0%	-5%	-1%	-3%	7%	4%	-2%	1%	-1%	-2%	-2%
Aide à l'investissement pour l'acquisition de machines ou de matériels	20%	0%	-4%	-1%	2%	-3%	3%	-4%	-1%	5%	6%	0%	0%
Aide pour se fournir en matière première localement	19%	-1%	-8%	1%	-5%	3%	4%	2%	-2%	-1%	-1%	0%	-2%
Aide à l'investissement pour de la R&D et Innovation	6%	2%	0%	0%	1%	-2%	6%	-1%	4%	1%	-2%	-3%	-2%
Augmentation du crédit d'impôt métiers d'art	18%	2%	5%	4%	0%	-1%	-3%	1%	-2%	-6%	0%	-1%	4%
Apport de trésorerie	34%	3%	-1%	3%	0%	-1%	-9%	-2%	2%	0%	3%	-8%	13%
Compensation pour l'annulation des événements	50%	-4%	0%	8%	-7%	-1%	-1%	-9%	3%	9%	2%	8%	-12%
Augmentation Crédits d'Impôt Innovation et Recherche pour métiers d'art et	9%	3%	5%	-3%	-1%	-3%	7%	0%	1%	-1%	0%	1%	-1%
Aide pour le paiement des salaires	13%	3%	3%	-5%	3%	0%	7%	4%	-4%	-3%	-3%	-2%	0%
Equipement de protection	13%	1%	7%	-4%	-1%	-2%	7%	0%	2%	1%	-3%	0%	2%
Faciliter l'accès aux services publics chargés des aides	20%	-3%	-1%	6%	0%	-3%	-6%	1%	1%	0%	0%	8%	1%

Ecart (en points) au besoin moyen (ensemble des répondants) pour chaque item

D'importantes difficultés d'approvisionnement

Base : Total échantillon (1 984 répondants)
Q15. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez pour vous fournir en matière première ?



Les difficultés d'approvisionnement sont nombreuses, notamment du fait de l'arrêt de l'activité des fournisseurs ou de difficultés logistiques. Au moment de l'enquête (27/03 au 15/04), les répondants étaient peu nombreux à constater des variations de prix à la hausse.

Quelques spécificités régionales

Bases : cf. tableau
Q15. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez pour vous fournir en matière première ?

	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Nombre de répondants	*1 984*	*214*	*83*	*131*	*70*	*340*	*61*	*287*	*132*	*267*	*193*	*100*	*83*
Livraisons reçues mais non conformes	1%	1%	0%	1%	1%	1%	0%	1%	2%	1%	2%	0%	0%
Livraison hors délai	20%	21%	19%	23%	19%	21%	20%	17%	20%	25%	22%	18%	14%
Produit non disponible	61%	58%	69%	60%	70%	59%	56%	62%	58%	60%	69%	49%	55%
Difficultés logistiques	37%	32%	28%	40%	49%	35%	44%	39%	35%	37%	37%	35%	31%
Prix ayant varié à la hausse	8%	7%	8%	8%	11%	7%	15%	10%	16%	5%	8%	4%	4%
Restrictions imposées	9%	10%	8%	14%	11%	7%	5%	8%	10%	12%	11%	7%	4%
Autre	3%	3%	0%	2%	7%	4%	2%	3%	5%	3%	4%	4%	5%
Aucune	7%	7%	10%	7%	6%	6%	10%	6%	14%	5%	4%	6%	4%

Certaines régions subissent moins l'impact du confinement et de la crise sur l'approvisionnement en matières premières, comme les Pays de la Loire, le Grand Est et surtout la Région Sud-PACA. A l'inverse, les répondants d'Occitanie, de Bretagne et surtout du Centre-Val de Loire rencontrent de plus amples difficultés. Les spécificités régionales sont fortes pour ce qui concerne la disponibilité des produits et les difficultés logistiques.

	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Livraisons reçues mais non conformes	1%	0%	-1%	0%	0%	0%	-1%	0%	1%	0%	1%	-1%	-1%
Livraison hors délai	20%	0%	-1%	2%	-2%	0%	-1%	-3%	-1%	5%	1%	-2%	-6%
Produit non disponible	61%	-2%	8%	-1%	9%	-1%	-5%	1%	-3%	0%	9%	-12%	-5%
Difficultés logistiques	37%	-5%	-9%	3%	11%	-2%	7%	2%	-2%	0%	0%	-2%	-6%
Prix ayant varié à la hausse	8%	-1%	0%	-1%	3%	-1%	7%	2%	8%	-3%	0%	-4%	-5%
Restrictions imposées	9%	1%	-1%	5%	2%	-2%	-4%	-1%	1%	3%	2%	-2%	-6%
Autre	3%	-1%	-3%	-2%	4%	1%	-2%	-1%	2%	0%	1%	1%	1%
Aucune	7%	1%	3%	0%	-1%	-1%	3%	0%	7%	-2%	-3%	-1%	-3%

Ecart (en points) aux difficultés d'approvisionnement moyennes(ensemble des répondants) pour chaque item

Des avis tranchés quant à la nécessité de réimplantation de filières de production sur le territoire national

Base 1 : Total échantillon (1 984 répondants)
Base 2 : Répondants en Q16 (1 225)

Q16. Le cas échéant, sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous la nécessité de réimplanter une partie de vos filières de production en France ? (1 étant peu nécessaire et 5 indispensable)

38% des participants à l'enquête n'ont pas répondu à cette question ; on peut supposer qu'un nombre important d'entre eux dispose déjà de filière de production en France.

Sur les 1 225 répondants à cette question, la moyenne des notes évaluant la nécessité d'une réimplantation des filières de production du professionnel participant est de 3,24 – ce qui révèle une préoccupation moyenne à ce sujet.

Les avis sont tranchés sur cette question, puisque :

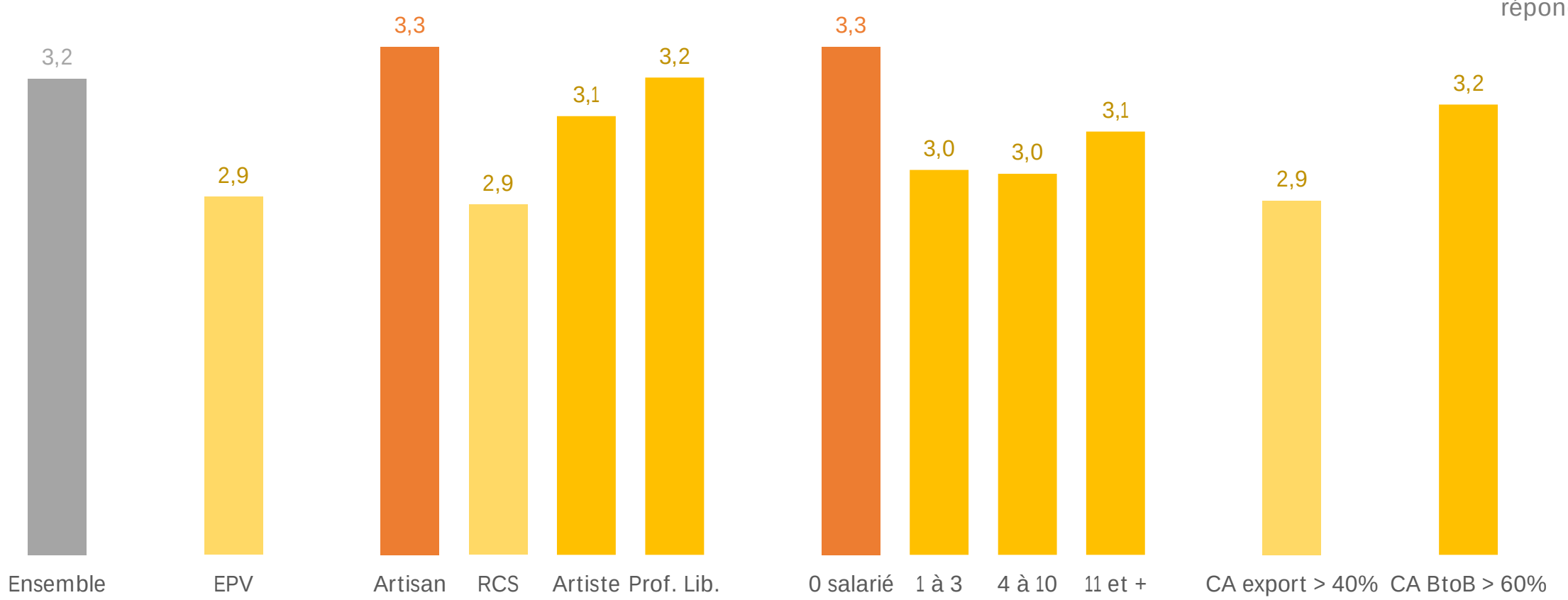
- 30% des répondants considèrent que la réimplantation de leurs filières de production en France n'est pas nécessaire (note = 1)
- 39% considèrent, à l'inverse, qu'elle est indispensable (note=5) !

Nécessité de réimplantation des filières en France

Bases : Répondants en Q16 selon chaque critère
Q16. Le cas échéant, sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous la nécessité de réimplanter une partie de vos filières de production en France ?

Les différences d'appréciation quant à la nécessité de réimplanter ses filières de production en France sont peu marquées d'un profil de répondants à l'autre. On peut noter que les artisans et les entrepreneurs sans salariés sont les plus demandeurs, à l'inverse des EPV, des entreprises inscrites au RCS et des entreprises exportatrices.

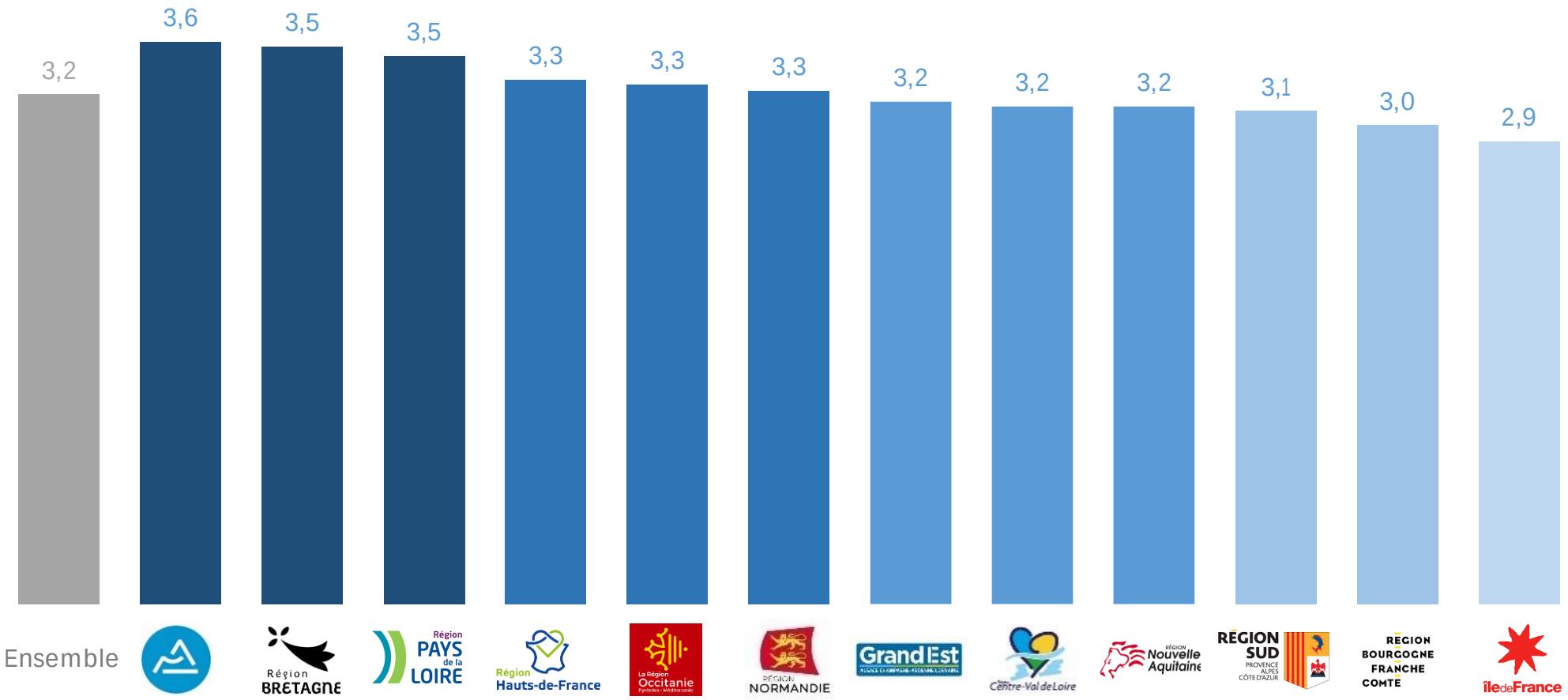
Moyenne des notes (de 1 à 5) pour chaque profil de répondants



Nécessité de réimplantation des filières en France

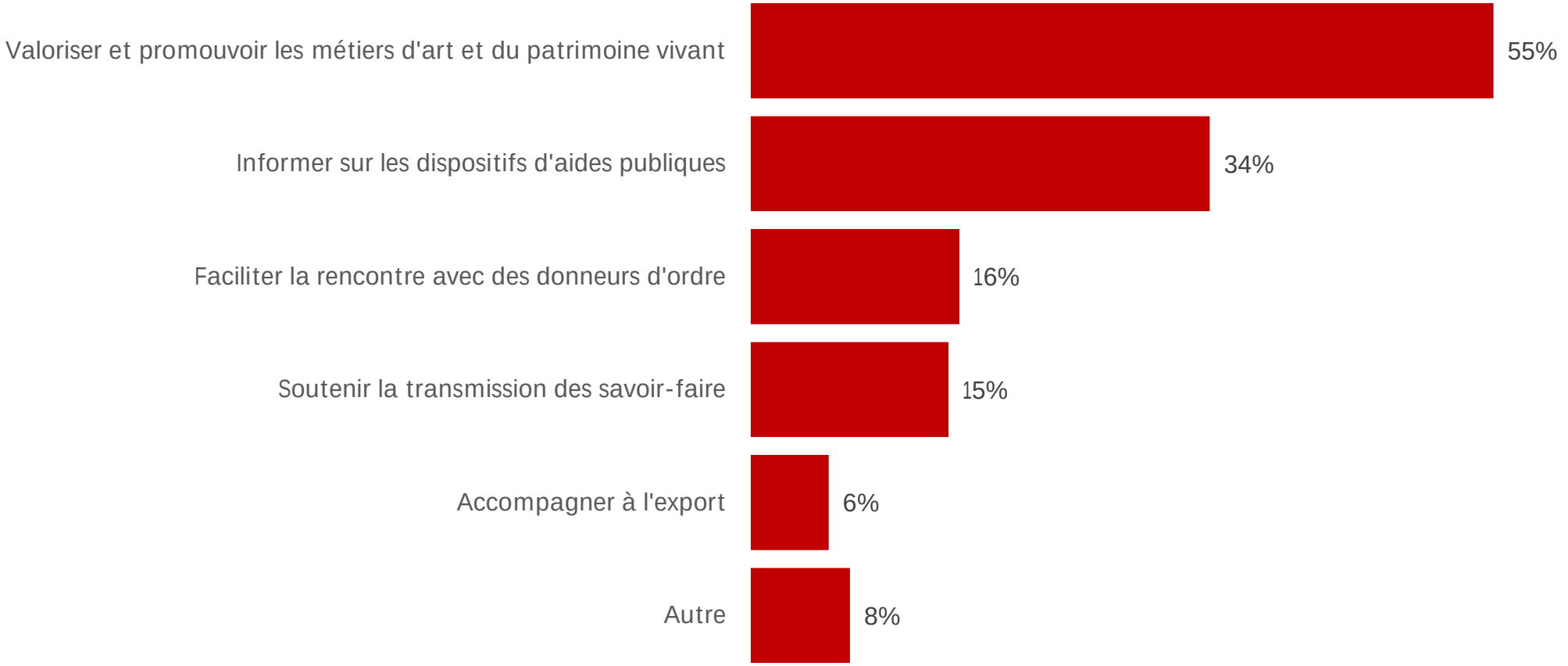
Bases : Répondants en Q16 selon chaque région
Q16. Le cas échéant, sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous la nécessité de réimplanter une partie de vos filières de production en France ?

Les différences d'appréciation sont plus marquées par Région que par profil de répondants. C'est auprès des répondants des Régions AURA, Bretagne et Pays de la Loire que la nécessité de réimplantation de filières de production en France est la plus forte. A l'inverse, cette nécessité apparaît moins nettement aux yeux des répondants franciliens.



Un besoin de reconnaissance et de valorisation prépondérant

Base : Total échantillon (1 984 répondants)
Q17. Quelles actions de l'INMA seraient les plus utiles pour vous aider à redémarrer votre activité professionnelle en sortie de crise ?

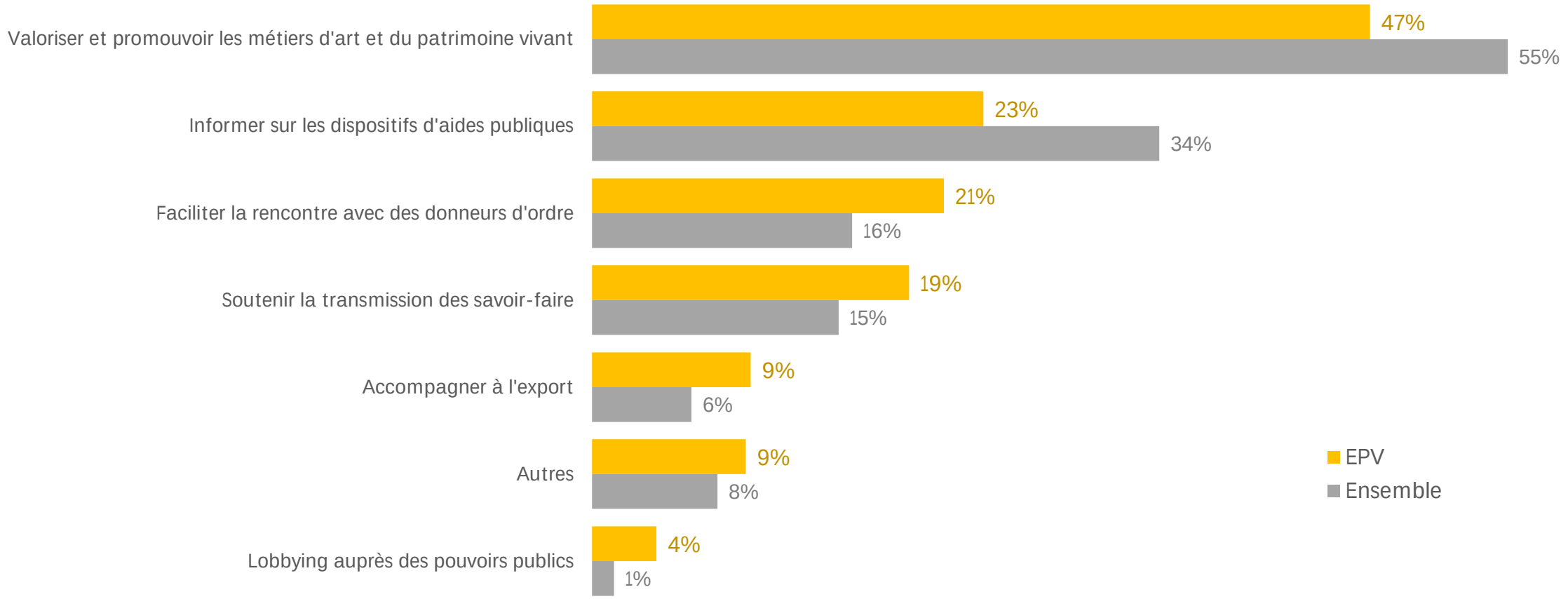


Afin de soutenir la relance de leur activité, les répondants comptent en premier lieu sur l'INMA pour la mise en œuvre d'actions de valorisation et de promotion des métiers d'art et du patrimoine vivant vis-à-vis du grand public, des prescripteurs mais aussi des différents acteurs institutionnels.

Les professionnels attendent également de l'INMA qu'il les aide à identifier les aides publiques auxquelles ils ont accès et comprendre leur fonctionnement et leur conditions d'accès.

Un besoin de reconnaissance et de valorisation prépondérant pour les EPV

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants EPV (337 répondants)
Q17. Quelles actions de l'INMA seraient les plus utiles pour vous aider à redémarrer votre activité professionnelle en sortie de crise ?



Les EPV sont plus nombreuses que la moyenne à attendre de l'INMA un soutien direct dans leurs actions de développement, notamment par la mise en relation avec des donneurs d'ordre, ainsi que dans la transmission des savoir-faire.

Quelques spécificités dans les attentes en fonction du statut

Base : Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants Artisans (1 379 répondants), RCS (277 répondants), Artistes-auteurs (203 répondants), Professions libérales (77 répondants)
Q17. Quelles actions de l'INMA seraient le plus utile pour vous aider à redémarrer votre activité professionnelle en sortie de crise ?

	Ensemble	Artisan	RCS	Artiste-auteur	Profession libérale
Base	*1984*	*1379*	*277*	*203*	*77*
Valoriser et promouvoir les métiers d'art et du patrimoine vivant	55%	58%	46%	49%	51%
Informer sur les dispositifs d'aides publiques	34%	33%	24%	43%	47%
Faciliter la rencontre avec des donneurs d'ordre	16%	15%	20%	18%	5%
Soutenir la transmission des savoir-faire	15%	14%	19%	10%	21%
Autres	8%	7%	6%	8%	3%
Accompagner à l'export	6%	5%	12%	7%	6%

Les artistes-auteurs comptent en plus grande proportion sur l'INMA pour les informer sur les dispositifs d'aides publiques, et moins pour valoriser et promouvoir leur métier ou la transmission de leur savoir-faire.

Les professions libérales attendent plus massivement de l'INMA qu'il les informe sur les aides publiques, et comptent moins dessus pour les mettre en relation avec les donneurs d'ordres.

	Ensemble	Artisan	RCS	Artiste-auteur	Profession libérale
Valoriser et promouvoir les métiers d'art et du patrimoine vivant	55%	3%	-9%	-6%	-4%
Informer sur les dispositifs d'aides publiques	34%	-1%	-10%	9%	13%
Faciliter la rencontre avec des donneurs d'ordre	16%	-1%	4%	2%	-10%
Soutenir la transmission des savoir-faire	15%	-1%	4%	-5%	6%
Autres	8%	0%	-1%	1%	-5%
Accompagner à l'export	6%	-1%	6%	1%	1%

Des attentes différentes selon la taille de l'entreprise

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants sans salarié (1 471 répondants), 1 à 3 salariés (221 répondants), 4 à 10 salariés (132 répondants), plus de 10 salariés (154 répondants)
Q17. Quelles actions de l'INMA seraient les plus utiles pour vous aider à redémarrer votre activité professionnelle en sortie de crise ?

	Ensemble	0 salarié	1 à 3	4 à 10	11 et +
Faciliter la rencontre avec des donneurs d'ordre	16%	14%	23%	15%	23%
Accompagner à l'export	6%	5%	6%	6%	14%
Soutenir la transmission des savoir-faire	15%	13%	16%	24%	19%
Valoriser et promouvoir les métiers d'art et du patrimoine vivant	55%	59%	42%	47%	44%
Informer sur les dispositifs d'aides publiques	34%	36%	33%	32%	21%
Autres	8%	7%	9%	11%	8%

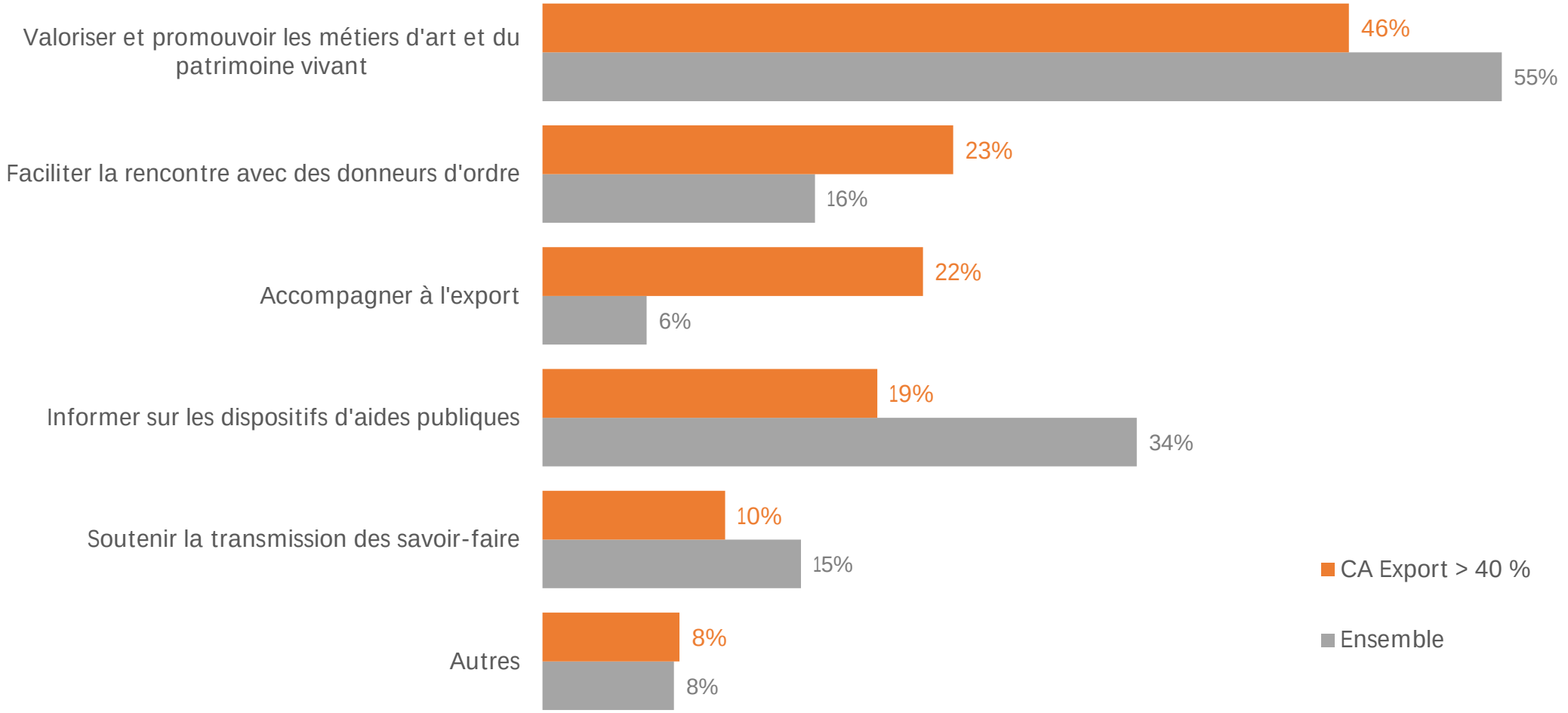
Les répondants sans salarié sont plus nombreux à attendre de l'INMA un soutien actif dans la valorisation et la promotion de leur métier et de leur savoir-faire. Plus le répondant emploie de salarié et moins il attend de l'INMA de l'information sur les aides publiques.

Les PME (plus de 10 salariés) souhaitent plus massivement obtenir de l'INMA un soutien direct dans leurs actions de développement, en facilitant la rencontre avec les donneurs d'ordre, en les accompagnant à l'export ou en soutenant la transmission de leur savoir-faire.

	Ensemble	0 salarié	1 à 3	4 à 10	11 et +
Faciliter la rencontre avec des donneurs d'ordre	16%	-2%	8%	0%	7%
Accompagner à l'export	6%	-1%	0%	0%	8%
Soutenir la transmission des savoir-faire	15%	-2%	2%	9%	5%
Valoriser et promouvoir les métiers d'art et du patrimoine vivant	55%	4%	-13%	-8%	-11%
Informer sur les dispositifs d'aides publiques	34%	2%	-1%	-2%	-13%
Autres	8%	0%	1%	3%	0%

Des attentes différentes selon le volume d'affaires à l'export

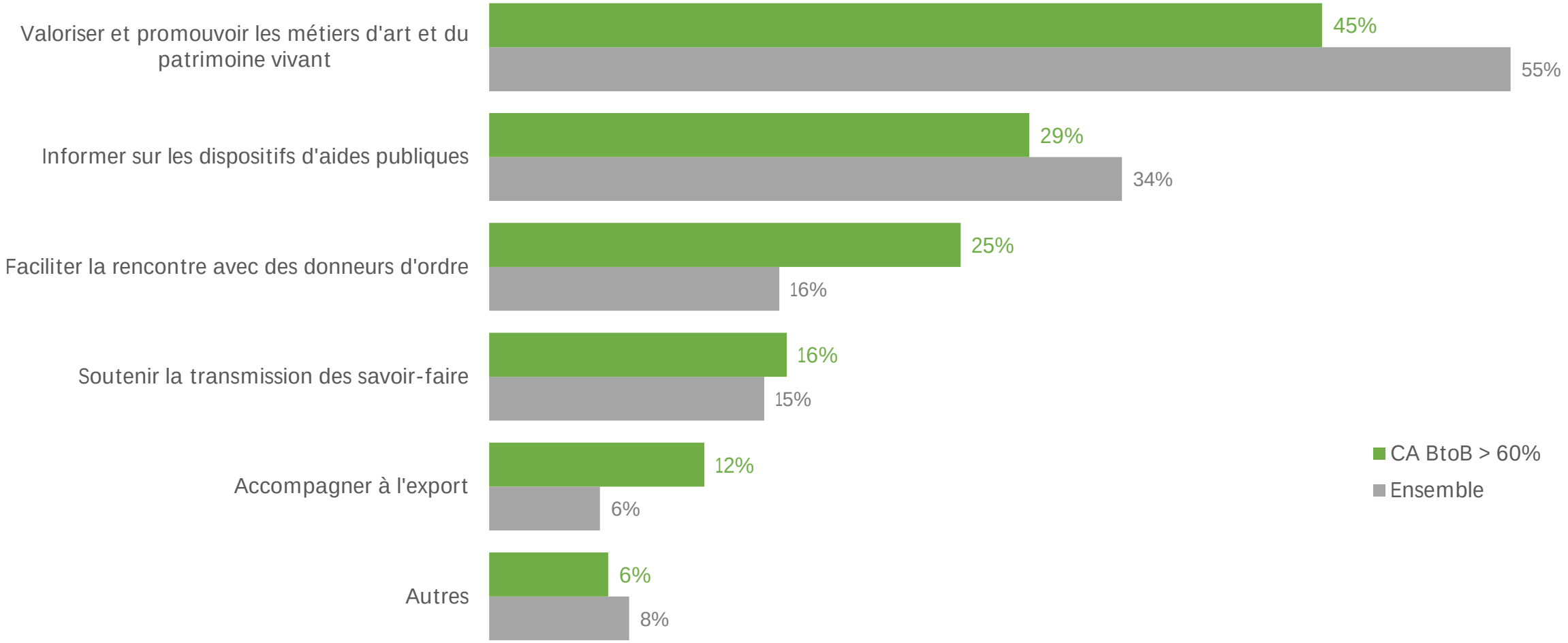
Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants réalisant plus de 40% de leur CA à l'export (115 répondants)
Q17. Quelles actions de l'INMA seraient le plus utile pour vous aider à redémarrer votre activité professionnelle en sortie de crise ?



Les répondants réalisant plus de 40% de leur chiffre d'affaires à l'export attendent plus de l'INMA, outre un soutien au développement à l'international, la mise en relation avec des donneurs d'ordres.

Un plus fort besoin de mise en relation auprès des clients professionnels

Base : Total échantillon (1 984 répondants) & Répondants réalisant plus de 60% de leur CA en BtoB (407 répondants)
Q17. Quelles actions de l'INMA seraient le plus utile pour vous aider à redémarrer votre activité professionnelle en sortie de crise ?



De façon cohérente, les répondants réalisant plus de 60% de leur chiffre d'affaires annuel sont plus nombreux à souhaiter que l'INMA les aident à rencontrer les donneurs d'ordres et, dans une moindre mesure, les accompagner à l'export.

Un besoin de reconnaissance et de valorisation selon la Région

Bases : cf. tableau
Q17. Quelles actions de l'INMA seraient les plus utiles pour vous aider à redémarrer votre activité professionnelle en sortie de crise ?

	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Bases	*1984*	*214*	*83*	*131*	*70*	*340*	*61*	*287*	*132*	*267*	*193*	*100*	*83*
Faciliter la rencontre avec des donneurs d'ordre	16%	7%	23%	9%	17%	12%	18%	23%	17%	12%	10%	15%	16%
Accompagner à l'export	6%	9%	8%	2%	7%	2%	7%	9%	7%	5%	5%	8%	7%
Soutenir la transmission des savoir-faire	15%	15%	14%	11%	11%	11%	15%	18%	23%	15%	17%	10%	13%
Valoriser et promouvoir les métiers d'art et du patrimoine vivant	55%	57%	58%	63%	50%	49%	61%	52%	64%	57%	57%	46%	47%
Informer sur les dispositifs d'aides publiques	34%	35%	23%	31%	39%	33%	31%	38%	36%	27%	37%	35%	47%
Autres	8%	7%	5%	6%	7%	7%	5%	7%	8%	13%	7%	5%	4%

Les attentes vis-à-vis de l'INMA varient selon les Régions : elles sont globalement moins fortes dans le Grand Est ou en Bretagne qu'elles ne le sont en Île-de-France ou en Normandie.

	Ensemble	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Faciliter la rencontre avec des donneurs d'ordre	16%	-9%	7%	-6%	2%	-3%	2%	7%	1%	-3%	-5%	-1%	0%
Accompagner à l'export	6%	3%	2%	-4%	1%	-4%	1%	3%	1%	-1%	-1%	2%	1%
Soutenir la transmission des savoir-faire	15%	1%	0%	-3%	-3%	-4%	0%	3%	8%	0%	2%	-5%	-2%
Valoriser et promouvoir les métiers d'art et du patrimoine vivant	55%	3%	3%	8%	-5%	-5%	6%	-3%	10%	2%	2%	-9%	-8%
Informer sur les dispositifs d'aides publiques	34%	1%	-11%	-3%	5%	-1%	-3%	4%	2%	-7%	3%	1%	13%
Autres	8%	-1%	-3%	-1%	0%	-1%	-3%	0%	0%	6%	0%	-3%	-4%

Ecart (en points) à l'ensemble des répondants pour chaque item